

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algerie, 2 DA; Marco, 3,00 dir.; Tunisie, 280 m.; Allemagne, 1,60 DM; Autriche, 15 sch.; Balgique, 26 fr.: Canada, 1,10 \$; Côts d'Ivoire, 275 F CFA; Dansmark, 6,50 Kr.; Espagna, 80 pes.; E.-U., 95 c.; G.-B., 45 p.; Grèce, 56 dr.; Iriande, 70 p.; Italie, 1000 L; Liben, 350 P.; Libys, 0,350 DL; Limembourg, 27 f.; Norvèga, 8,00 kr.; Pays-Bas. 1,75 fl.; Portugal, 60 esc.; Sénégal, 326 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suisse, 1,40 f.; Yougoslavie, 65 d. Tarif des abonnements page 2

5. RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Droit de la mer et égoismes nationaux

L'euphorie règne à la Jamaique : cent dix-neuf pays out si-gné, le vendredi 10 décembre, la convention du droit de la mer. Mais ce texte, dont le but était de régler globalement tous les problèmes liés à la mer, marquet-il vraiment le début d'une nouvelle ère de plus grande justice dans les relations internatio-

Au départ, tout devait être fait dans l'intérêt de l'humanité. A l'arrivée, il est évident que les égoïsmes ne sont pas morts.

En 1970. l'Assemblée générale des Nations unies avait décidé à l'unanimité que les fonds marins situés au-delà des juridictions nationales constituaient le « patrimoine commun de l'humanité », qui serait exploité au profit de tous, mais surtout des pays en voie de développement. Or, dès le début de la conférence, les pays en voie de développement out laucé l'idée, d'abord reponssée par les Etats industrialisés, des « zones économiques exclusives » grâce auxquelles les pays côtiers out la propriété entière des ressources vivantes et minérales des eaux, du soi et du sous-soi sousmarins jusqu'à 200 milles nautiques (370,4 kilomètres) vers le large.

Les eaux et les fonds internationaux ont été ainsi amputés de 30 %, et le régime purement international ne s'applique plus qu'à 217 millions de kilomètres carrés (alors que la surface to-tale des océans et des mers est de 362 millions de lallomètres carrés). Notons, en outre, que 85 % des hydrocarbures off-shore et la quasi-fotalité des ressources vivantes marines sout désormais situés dans les zones économiques exclusives. Rappe-ions enfin que les Etats côtiers ont la propriété des ressources de leur plateau continental, si celui-ci est très étendu (jusqu'à vers le large).

Cette appropriation par les Etats côtiers de vastes zones marines a, bien évidemment, fortement déplu aux pays sans lit-toral on « géographiquement dé-favorisés » (dont la zone économique exclusive est très réduite à cause de la configuration des côtes ou des frontières terrestres). Ils se sont regroupés pour défendre — saus grand succès — leurs intérêts, c'està-dire un certain partage des ressources des zones économiques de leurs voisins côtiers.

De même, le Péron et l'Eguateur, qui, des 1952, ont étendu leurs eaux territoriales à 200 milles, s'emposent à la limi-tation de celles-ci à 12 milles (22,2 kilomètres) stipulée dans la convention.

Autre manifestation des égoismes : les ressources minérales des grands fonds marias devront être exploitées au profit principal des pays en voie de dé-veloppement. Mais les produc-teurs, aussi bien en voie de déve-loppement qu'industrialisés, de minerais terrestres de manganèse, de nickel, de cuivre et de cobalt, ont imposé à l'avance la limitation de l'exploitation des nodules polymétalliques. Ces restrictions, inscrites dans le texte, et les transferts obliga-toires vers les pays en roie de dé-veloppement des technologies très sophistiquées indispensables à l'exploitation des nodules sont à l'origine du refus opposé par les Etats-Unis et d'autres pays industrialisés à la signature de la convention. Même la France, qui a signé et dont le gouvernement souhaite changer la nature des rapports Nord-Sud, a fait savoir qu'elle liait la ratification de la convention notamment aux modalités des transferts de technologie.

La convention, certes, règle de façon satisfaisante nombre de problèmes. Mais comment pourrait-elle entrer en vigueur si chacun n'abandonne pas un pen - et même beaucoup - de ses égoïsmes particuliers ?

(Lire nos informations page 2.)

L'Inde, le Brésil et la Chine | Les accords salariaux sont signés s'intéressent à l'Antarctique

toires d'outre-mer, a installé très récemment le nouveau conseil consul tatif des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Celui-ci est uis composé de M. Claude Fréjacques (président du Centre national de la recherche scientifique), qui en est le président, de M. Jean-Paul Proust (représentant le ministère de la mer), de M. Jacques Le Noan (représentant le ministère de la défense), de M. Marcel Pittavino (ministère des transports), de M. Didier Spire (de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer) (1) et de deux personnalités choisies pour leurs compétences dans divers domaines concernés par les TAAF, M. Jacques Labeyrie, directeur du centre des faibles radioac-tivités (C.E.A. et C.N.R.S.) et M. Paul-Emile Victor, aucien directeur des expéditions polaires françaises.

Convoitises sur le continent blanc

par YVONNE REBEYROL

M. Emmanuelli a annoncé que la décision avait été prise de construire à Dumont-d'Urville, la base de Terre-Adélie, une piste de 1 100 mètres de long qui permettra d'acheminer par voie aérienne depuis l'Australie le personnel des campagnes d'été et celui des hivernages. Le coût de la piste et de ses équipements est estimé à 74 millions de francs, ce qui est beaucoup moins coûteux que la construction d'un bateau polaire (le *Polarstern* tout neuf de l'Allemagne fédérale a coûté 600 millions de francs). Autre avantage important : un avion (de type Transall) pourrait voler entre l'Australie et la Terre-Adélie de novembre à mars, ce qui étendrait à cinq mois la durée des campagnes d'été. Celles-ci sont réduites actueld'ete. Cenerci sont feutates actuer ment à deux mois (puisque le per-sonnel est acheminé par bateau) à cause de la courte période pendant laquelle la voie maritime est à peu

près libre de glace (le Monde du 31 décembre 1981). Il est important pour la France d mansifier son affort de recherche de Amarctique car plusieurs pays mantessent depuis pou leur intérêt pour le comment blanc. Ainsi le Brésil a-t-il acheré le Thala-Dan, rebantisé Barao-de-Teffé, pavire polaire danois qui assurait depuis plus de dix ans la relève de Dumontd'Urville et celle des bases amarctiques australiennes. La France a loué

AU JOUR LE JOUR

Comparaison

Deux hommes viennent

d'établir un record qui aurait

ébloul les Anciens mais n'ins-

pire à nos contemporains

qu'une estime polie : ils ont

passé deux cent onze jours

ailleurs, loin de la Terre et

Depuis leur retour, les

deux cosmonautes soviéti-

ques, Berezovoy et Lebedev,

sont soumis à des examens in-

tensifs, à des interrogatoires

et des observations multiples.

On cherche à leur faire

avouer qu'on est mieux sur

Terre que là-haut. Ils s'y re-

BRUNO FRAPPAT.

des hommes

de son côté un cargo polaire cana-dien, le Lady-Franklin.

Le Brésil a organisé, du 30 août au 3 septembre derniers, un « séminaire sur les recherches antarctiques » auquel ont participé une centaine de scientifiques brésiliens de diverses disciplines et sept experts étrangers pour établir un projet de campagne pour l'été austral 1982-1983, dont le coût est estimé à quelque 6,5 millions de dollars (environ 48 millions de francs).

(Lire la suite page 2.)

(1) Ces cinq organismes sont repré-entés de droit au conseil consultatif des

à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.

Les dossiers de préretraite seraient reçus jusqu'au 15 décembre

La C.G.T. a décidé de signer deux accords salariaux à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. La revalorisation des bas salaires mais surtout la présence explicite d'une clause de sauvegarde du pouvoir d'achat, ou l'annonce de nouveaux rendez-vous pour réajuster les salaires en cas d'augmentation plus importante que prévue des prix — ce qui remet en cause le principe de non-indexation — expliquent, en grande partie, l'attitude des cégétistes.

Autre remise en cause : celle de la circulaire fixant au 1^{er} décembre la date limite de dépôt des contrats de solidarité. Les services de l'emploi qui acceptaient un report - aux environs » du 10 décembre le fixeraient au 15 décembre.

Trois mois après que M. Mauroy eut adressé, le 10 septembre, aux ministres ayant sous leur tutelle des entreprises du secteur public et nationalisé, des directives salariales, celles-ci semblent quelque peu dépassées par l'évolution des négociations. Le relevé de conclusions dans la fonction publique, qui a affaibli la rigueur salariale en introduisant une clause de sauvegarde, a « essaimé » dans le secteur public et nationalisé. La clause de sauvegarde, proscrite à l'origine, y devient

Formellement prévue - sur le • modèle - de la fonction publique - à la R.A.T.P., elle est également contenue en filigrane dans l'accord social qui vient d'être signé à la S.N.C.F. (le Monde du 10 décembre) et a été introduite à l'E.G.F. Dans ce contexte, il n'est plus étonnant, malgré les réserves qu'elle a avancées, que la C.G.T. ait signé tant à la R.A.T.P. qu'à la S.N.C.F., et que plusieurs syndicats s'insèrent dans le processus contractuel. Mais était-il nécessaire, à l'heure où l'on se réclame d'une rigueur qui devra sans doute être accrue en 1983 du fait de la situation économique, de · payer · ces signatures par une clause de sauvegarde qui remet in fine en cause la non-indexation des salaires sur les prix ?

A la S.N.C.F., si la C.F.D.T. et la F.M.C. ont refusé de signer l'accord social – qui, comme à la R.A.T.P., ne porte pas que sur les salaires, -F.O., les autonomes et la C.G.C. ont joint leurs signatures à celle de la C.G.T.

MICHEL NOBLÉCOURT. (Lire la suite page 12.)

L'assemblée de Corse demande au gouvernement d'«assurer l'ordre public » Lire nos informations page 16

 Les anciennes prostituées de Grenoble n'ont pas réussi leur réinsertion

deux ans après la condamnation de leurs proxénètes. Lire page 6 l'article de CLAUDE FRANCILLON

L'environnement dans le tiers-monde

Une dégradation qui rend illusoire tout progrès sanitaire

La dégradation de leur environnement préoccupe, depuis quelque dix ans, les Occidentaux. Pollution de l'air, de l'eau, des aliments par les procédés chimiques et industriels, agression par le bruit, destruction des espaces verts, aucun de ces éléments n'est, certes,

Dans le tiers-monde, les atteintes au milieu naturel premient une toute autre dimension : la désertifi-cation, l'épuisement des sols, l'absence généralisée de mode d'évacuation des déchets, la pollution massive de l'eau, la malnutrition, le déversement de produits toxiques interdits en Occident, pour ne citer que ces exemples, rendent illusoire tout progrès sanitaire et menacent la vie de centaines de millions d'être hu-

Tunis. — En quelques décennies, plus de dix millions de kilomètres carrés ont été stérilisés par l'action de l'homme, alors que la planète ne compte guère que 13 à 14 millions de kilomètes carrés de terres cultivées (1). On mesure à ces quelques chiffres l'ampleur de la menace que

que l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) et l'ENDA-tiers-monde (Environnement et développement de l'Afrique) qu'anime M. Jacques Bugnicourt, viennent de réunir à Tunis, moyennant l'aide du ministère tunisien de la santé, un colloque au cours duquel les atteintes multiples que subit l'environnement dans le tiers-monde, notamment en Afrique, ont été stigmatisées. Que faire, pour remédier à une telle détérioration? D'abord cesser de considérer le tiers-monde comme un milieu protégé du simple fait de sa sous-industrialisation. Ensuite, intégrer la variable sanitaire dans chaque plan de développement, en la posant comme une priorité et non

C'est sur ce thème : « Environnement et santé »

De notre envoyée spéciale **CLAIRE BRISSET**

fait peser la désertification sur certaines des populations les plus pau-

vres du globe. Les données recueillies pour l'Afrique sont des plus alarmantes : cion les estimations fournies par le P.N.U.E. (Programme des Nations unies pour l'environnement), quel-que 55 % du territoire africain sont aujourd'hui menacés par la désertifi-cation, à des rythmes divers. • L'enjeu consiste ni plus ni moins, écrivent les experts du P.N.U.E., dans la ruine ou le sauvetage de plus de la moitié du territoire et d'environ

M. LIONEL STOLÉRU invité du « Grand Jury

R.T.L.-«ie Monde»

M. Lionel Stoléru, ancien ministre, membre du bureau politique du parti républicain, sera l'in-vité de l'émission hebdomadaire « le Grand Jury R.T.L.le Monde » dimanche 12 décem-

bre, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Stoléru, qui fut secrétaire M. Stoléru, qui fut secrétaire d'État auprès du ministre du tra-vail de 1976 à 1981 dans le gouvernement Barre, répondra aux questions de Pierre Drouin et André Passeron pour le Monde, de Christian Ménanteau et Paul-Jacques Truffaut pour R.T.L. le débat étant dirigé par Henri Mar-

plus comme une annexe facultative ou négligée. le quart de la population du conti-

(Lire la suite page 7.)

1) Cf - Les déserts faits par l'homme -, par Yvonne Rebeyrol (le Monde du 13 octobre 1976).

Trêve agricole entre l'Europe et les États-Unis

La Commission européenne et la délégation ministérielle américaine, qui se sont rencontrées vendredi 10 décembre à Bruxelles, sont convenues de mettre une trève à la querelle agricole qui les oppose. Les fonctionnaires américains et européens ont été charges d'examiner, dans les trois mois qui viennent, les litiges qui opposent, en matière agricole, les Etats-Unis et la Com-

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – • Il n'y aura pas de guerre commerciale agricole. Nous commes tombés d'accord sur un certain nombre d'actions communes... - Ces propos, tenus par M. Block, le secrétaire à l'agriculture des États-Unis, à l'issue des entretiens qui se sont déroulés vendredi 10 décembre à Bruxelles entre la Commission européenne et une délégation de cinq ministres américains, conduite par le secrétaire d'État, M. Shuitz, sont rassurants. Ils illustrent la volonté de l'administration Reagan, sous l'influence modératrice de M. Shultz, de - calmer le jeu », de taire ou au moins de rendre plus discrètes les menaces de représailles adressées à la Communauté dans le cas où elle refuserait d'aménager, dans le sens voulu par Washington, la politique agricole commune (PAC).

Car c'est le contentieux agricole qui a occupé la place principale dans les conversations euro-américaines, même si d'autres dossiers, telles les affaires monétaires ou les relations commerciales Est-Ouest, ont été également abordés. Il apparaît cependant que ce n'est guere plus qu'une trêve, et une trêve de courte durée, qui a été décrétée vendredi à Bruxelles : au cours des trois premiers mois de 1983 les fonctionexaminer ensemble, cas par cas, les litiges qui se posent dans le com-merce agricole, notamment sur les marchés extérieurs où les États-Unis et la Communauté se trouvent en compétition, et essayer de les résoudre de façon pragmatique. A l'issue de cet exercice, les deux parties feront le point... et puis on avisera. La réunion de Bruxelles a au moins réussi à différer la crise.

Les États-Unis voudraient obtenir de la Communauté qu'elle renonce progressivement à octrover des subventions pour exporter ses excédents agricoles. Dans la droite ligne de la position prise par la C.E.E. lors de la session ministérielle du GATT à Genève, les commissaires ont donné une nouvelle fois une réponse néga-tive. « La PAC fait partie du ciment de la Communauté. Inviter celle-ci à la réformer de manière radicale, c'est un peu comme si l'on deman-dait aux États-Unis de changer leur Constitution ., a expliqué M. Dalsager, le commissaire chargé des affaires agricoles.

PHILIPPE LEMAITRE. (Lire la suite page 13.)

«L'OPÉRA NOMADE», PAR LE LIERRE THEATRE

Les parias

du chemin de fer Les comédiens du Lierre Théâtre travaillent depuis deux ans dans un

local que leur loue la S.N.C.F., juste en bordure des voies du chemin de fer, sous le boulevard Masséna.

Cet ancien atelier de cheminots était occupé jusqu'alors par un foyer de l'Armée du salut, installé à pré-sent à 30 mètres de là, rue du Chevaleret, dans un immeuble de verre construit par Le Corbusier. Ce quartier du Chevaleret est l'un

des plus froids et des plus noirs de Paris. Au lendemain de la seconde guerre, le sociologue Chombart de Lauwe avait publié des statistiques sur le peuple de Paris, montrant que les habitants des onzième et treizième arrondissements étaient dans 'ensemble d'une taille plus faible que ceux des septième et seizième, que la mortalité infantile et la tuberculose étaient chez eux plus courantes, et

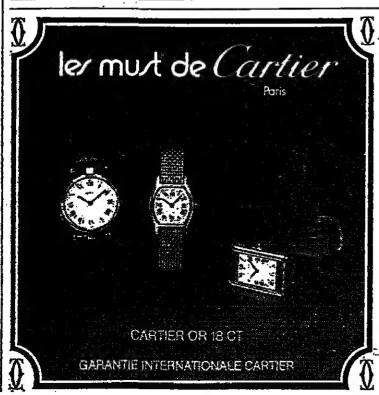
par exemple qu'il n'y avait pas d'élèves de l'École polytechnique nés dans ces deux arrondissements, aux alentours des gares de Lyon et d'Austerlitz.

Les tranchées pratiquées dans le tissu urbain pour permettre le passage des trains avaient laissé de part et d'autre, dans les anciens faubourgs, des zones comme maudites. où sont domiciliés des citadins à bas salaires, où campent encore aujourd'hui des ouvriers immigrés clandestins. Il est significatif de l'esprit de Le Corbusier qu'il ait réalisé l'une de ses rares architectures précisément rue du Chevaleret.

L'implantation d'une troupe de comédiens dans cette même zone suscite un petit appel d'air.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 9.1



P

Cent dix-neuf pays ont signé la convention sur le droit de la mer

Montego-Bay (Jamaïque). - Applaudissements, congratulations. Quand, un peu avant midi, vendredi 10 décembre, le président de la Conférence sur le droit de la mer, M. Tommy Koh (Singapour), a an-noncé les résultats, les délégués des cent quarante-quatre pays représentés n'en crurent pas leurs oreilles : cent dix-neuf signatures figuraient au bas de la convention. Jamais, entendait-on dans les travées traité international n'a été signé aussi vite à une telle majorité. A New-York, les estimations les plus optimistes du secrétariat de la Conférence avaient oscillé entre quatre-vingts et quatre-vingt-dix si-

enatures. Sur les cent soixante-huit pays et organisations invitées à participer à certe conclusion de dix années d'efforts, vingt-quatre n'avaient pas répondu. Parmi les grands absents: l'Argentine, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, la Syrie, le Liban. Tous les présents ont cependant si-gné l'acte final de la Conférence, à l'exception de la Turquie.

Vingt-deux pays ont refusé de signer la convention. Parmi les non - figurent les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République sédérale d'Allemagne, l'Italie, l'Espa-gne, le Japon, Israël, la Suisse, la Jordanie, Oman, la Turquie, le Pérou, le Venezuela, la Corée du Sud,

Plusieurs des - non >, d'ailleur paraissent être des « oui » remis à un peu plus tard, comme celui du Japon, qui pourrait attendre que soit passée la visite que son nouveau premier ministre doit faire prochainement au président Reagan, L'Italie, le Zaîre, la République fédérale d'Allemagne, pourraient aussi re-joindre prochainement le camp des oui . D'autres pays, comme l'Espagne, le Venezuela, le Pérou, l'Equateur, estiment que les nouvelles limites maritimes établies par la convention leur portent préjudice. D'autres encore, comme la Jordanie, le Liban, Oman, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, pourraient avoir cédés aux pressions américaine ou

La Communauté européenne a signe l'acte final, mais pas la conven-tion, faute d'une majorité de • oui • parmi les Dix : le Luxembourg a fialement renoncé à signer.

Le . non . très ferme des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, hostiles aux articles concernant la limitation de l'exploitation des fonds

 L'Assemblée générale des Nations unies a voté, vendredi 10 décembre, par 113 voix contre 4 et 23 abstentions, une résolution demandant la création d'un Etat palestinien indépendant et le retrait inconditionnel d'Israël des territoires occupés. Seuls Israel, les Etats-Unis, le Canada et Costa-Rica ont voté contre la résolution. Les dix pays de la C.E.E. se sont abstenus. D'autre part, l'Assemblée avait adopté. ieudi 9. dix résolutions condamnant l'apartheid de l'Afrique du Sud et requérant diverses sanctions contre le régime de Pretoria. Une seule des résolutions, appelant les Etats membres à contribuer généreusement au Fonds d'aide de l'ONU aux victimes de l'apartheid, a fait l'objet d'un consensus général. Les Etats-Unis ont voté contre toutes les autres résolutions. La France a. pour la première fois, voté en faveur des textes sur la création d'un Centre contre l'apartheid et sur l'apartheid dans le sport. - (A.F.P.)

Le Monde

5. rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS

324 F 519 F 715 F 910 F TOUS PAYS ÉTRANGERS 584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ETRANGER our messageries

L - BELGIQUÉ-LUXEMBOURG PAYS-BAS 364 F 600 F 835 F 1 070 F

IL - SUISSE, TUNISIE 36 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie sérienne Tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs or

provisoires (deux semaines ou plus) : pres abonnés sont invités à formulei avant leur départ.

Joindre la derpière bande d'envoi à

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

De notre envoyée spéciale

marins et les transferts de technologies aux pays du tiers-monde, n'a pas manqué de provoquer des réac-tions chez les non-alignés et des allusions aigres au · condominium anglo-saxon · La déclaration américaine a cependant été relativement modérée, réflétant sans doute les positions personnelles du chef de la délégation, M. Thomas Clincan, l'un des meilleurs spécialistes du droit de

Une sérieuse offensive canadienne se dessine cependant en réponse au - non - américain. Ottawa. qui a entrepris de réunir périodique ment les « pionniers » intéressés à explorer et exploiter rapidementles fonds marins (Etats-Unis, Canada, France, Royaume-uni, R.F.A., Ita-lie, Japon, Belgique, U.R.S.S., Inde et Pays-Bas), laisse entendre que les représentants de Washington n'ont plus guère de raison d'assister à ces réunions, puisque les États-Unis me-nacent de passer outre à la convention. - Les droits et les devoirs sont inséparables », a déclaré, vendredi soir, le délégué canadien, M. Alan Beesley. Les Canadiens souhaiteraient même que ces réunions des pionniers - ne restent ouvertes ultérieurement qu'à ceux qui ont l'in-tention de ratifier la convention.

Le succès de la convention est salué unanimement comme un grand succès des Nations unies : « Au moment où la coopération internationale traverse une crise grave et où le reflexe d'appel aux mécanismes internationaux pour résoudre les problèmes d'envergure mondiale s'affaiblit, la convention arrive comm une bouffée d'air frais », a déclaré

brésiliens avec un domaine entière-

ment nouveau pour eux et à re-chercher du côté de la mer de

Weddell un site favorable à l'ins-

mais il est de notoriété publique

que le Brésil revendiquera bientôt une portion du continent antarcti-

que. Située directement au sud du

Brésil, du côté de la mer de Wed-

dell, cette portion recouvrirait donc

en grande partie le secteur déjà re-

vendiqué à la fois par la Grande-

L'« opération Gangotri »

Autre pays qui s'intéresse à l'Antartique : l'Inde. Préparée dans

le plus grand secret (2). l'a opéra-

tion Gangotri . si l'on en croit

l'hebdomadaire India Today du

31 mars 1982, a été parfaitement

réussie et n'a coûté que 180 mil-

lions de roupies (environ 150 mil-

lions de francs). Partie de Goa le

6 décembre 1981 à bord du Polar-

Circle, navire polaire norvégien

loué par l'Inde, mais commandé

par un Norvégien, l'expédition in-

dienne, comptant vingt et une per-

sonnes, a débarqué sur l'ice-

le sud (donc tout près de Novola-

zarevskaya), visites (par helicop-

tères Alouette?) à la station sovié-

tique et aussi à la base japonaise

Showa située pourtant à un millier

de kilomètres à l'est de Gangotri

trappelons que les Alouette ont

une autonomie de vol d'environ 300 kilomètres!).

L'Inde et le Brésil n'ont pas en-

core demandé à être les quinzième

et seizième Etats parties au traité de l'Antarctique (4).

Le cas de la Chine est un peu

particulier. Ce pays souhaite mani-

festement engager des recherches

dans l'Antarctique. L'Australie et

la France ont longtemps refusé de prendre des Chinois à bord du ba-

teau de relève de leurs bases, mais

en 1978 les Français de Dumont-

d'Urville ont en la surprise de voir

deux Chinois à bord du Thala-

Dan, qui avait du faire une escale

imprévue à Dumont-d'Orville au

cours du trajet Cases tone des

bases

bases australiennes) -Melbourne...Les ministères et orga-

nismes français concernés semblent

etre d'accord pour que deux

Chinois participent, I'm prochain,

à l'expédition française en Antarc-

Bretagne et l'Argentine..

le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, dans son discours de clô-

La question la plus urgente est la désignation du président de la commission préparatoire qui doit com-mencer ses travaux le 15 mars à Kingston (la capitale de la Jama)que). L'actuel président de la Conférence, M. Tommy Koh, dont le talent et l'humour ont aidé, depuis deux ans, à lever bien des obstacles. s'est récusé par avance.

Le groupe africain, appuyé par une partie des non-alignés, fait cam-pagne pour M. Paul Engo (Cameroun), ancien réprésentant perma-nent adjoint à New-York, mais cette personnalité ne fait pas l'unanimité dans les groupes européen, latinom-américain ou asiatique. Les Européens penchent pour uns candida-ture nordique: M. Jens Evensen (Norvège), l'un des plus anciens architectes de la convention, ou M. Peter Bruckner, le jeune et brillant sous-directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étraneères danois.

Chacun admet que du sérieux des premiers travaux de la commission réparatoire dépendront les adhésions encore en suspens et peut-être un ralliement tardif des Etats-Unis. Une solution intermédiaire consisterait à confier un intérim de quelques mois à M. Koh pour « mettre la commission en selle ». Un mauvais départ de la commission pourrait, en effet, précipiter vers sa perte une convention fragile.

APRÈS LES RÉUNIONS ATLANTIQUES DE BRUXELLES

Les Occidentaux se déclarent « ouverts à toute possibilité de dialogue » avec Moscou

Bruxelles. - · Une réunion d'unité et de force », a dit M. Shultz de la session ministérielle du Conseil atlantique qui s'est tenue les 9 et 10 décembre à Bruxelles. De fait, le secrétaire d'Etat américain s'est abstenu d'engager une polémique avec ses interlocuteurs sur les sujets difficiles et le communiqué reflète la cohésion de l'Alliance ainsi évo-

Les relations avec l'U.R.S.S. et ses nouveaux dirigeants y sont lon-guement abordées. « Les alliés, y est-il dit, garderont une attitude ferme, réaliste et constructive envers l'Union soviétique. (...) Face au renforcement continu et massif de l'armement soviétique, les préoc cupations légitimes des alliés en matière de sécurité demeurent et loivent être reconnues. Mais les alliés sont ouverts à toute possibilité de dialogue; ils accueilleront favorablement toute initiative positive pour réduire la tension... .

La situation en Pologne est traitée comme le souhaitaient les Français, avec prudence. Les alliés - rappellant leur déclaration du 11 janvier 1982, dont les demandes sont loin d'être satisfaites (...) ont pris note de la libération récente d'un certain nombre de détenus et continuent à suivre de près les développements en Pologne, y compris l'éventuel assouplissement du régime militaire. Ils soulignent qu'à cet égard, les actes des autorités polonaises se-

De nos correspondants ront jugés en fonction de leur effet

A propos de l'Afghanistan, les alliés - appellent l'Union soviétique à se prêter à une solution politi-

Le communiqué fait état du plein appui donné par leurs partenaires aux Etats-Unis, dans les négociations sur les armements qui se poursuivent à Genève. Les engagements pris en 1979 sont confirmés : • Les ministres ont rappelé qu'en l'absence de résultats concrets sur la limitation des armements, les déploiements des forces nucléaires de portée intermédiaire commenceraient comme prévu à la fin de 1983. - Fait nouveau, souligné par M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, le communiqué exprime la préoccupation des alliés devant - les fortes présomptions établissant que des armes chimiques continuent d'être employées en Asie du Sud-Est et en Afghanistan - par l'Union

Le problème difficile des relations économiques avec l'Est est traité d'une manière équilibrée qui donne satisfaction aux Européens et en particulier aux Français : . Les alliés reconnaissent que des échanges mutuellement avantageux menés sur une base commercialement saine avec l'Est concourent à l'établissement de rapports Est-Ouest constructifs. En même temps ils estiment que des relations économiques et commerciales bilatérales avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est doivent aussi être compatibles avec leurs préoccupations en matière de sécurité, qui comportent la nécessité d'éviter de contribuer à la puissance militaire soviétique. Des études sont en cours ou seront entreprises prochainement sur plusieurs aspects des relations économiques Est-Ouest et les ministres examineront ces questions à nouveau à leur prochaine réunion sur la bose de ces études ., autroment dit lors de la

tiendra les 9 et 10 juin à Paris. C'est là le seul engagement pris; il n'a rien de contraignant et ne gêne done pas la France. Il apparaît copendant que les Américains ne considèrent pas l'affaire comme réglée et ne renoncent pas à la définition d'une « stratégie globale » concernant les relations économiques avec l'U.R.S.S. Evoquant les études entreprises, M. Shultz a fait le commentaire suivant : - Nous de-

ces différents éléments et nous n'avons pas encore trouvé de mi ponse.

EARTH SET ATTENDED

MASSADEUR DE BUEGA ELRONE S'EST REMOU

FIN POUR & CONSULTA

- 26°45 ∩25° ₹

.

1.1944

. midelin

~: e374

1814

 $f = 10^{10} {\rm geV}^{2.5} {\rm S}$

100

::: fand

ं दस्य

777 gy 19

depois la

SISTE OFFICIELLE

iponier voy age d'an

the Liver Charles

Daniel of the Designation

The difference of the contract with

Margarian arrangement gener

Minutes and Barry

Bran nie Lent Catada

tip keinings og myri pier

Afelencia was the con conten

Bandagas was to the safety

Me population of the state

gemillonen. Folis eine Rin

Company is a first of

the transfer of the first terms

Side of the same o

modern to a tipes

The state of the state of

Part - Table -

September 1997

E Mrsec. 12

a subler

R.F.A.

REPRISE DE L'ALDE

OMICA E COME

Combre d'

Recommendation of the comment of the

Panor de

Union soviétiqu

SALTRENTAINE IN

SOLVEZ SOLVEZ

the many state of the

A COUNTY ACTION

in on truit i

The state of the first

te (1)

....

Determinent in Det 11 de anni

E 5 → 2 → 3 →

-- 5. T. 100

mate | 6 7.1.79

M. Shultz a d'autre part fait de son mieux pour démentir l'informa-tion publiée le matin même par The Gardian, selon laquelle le comman-dement américain en Europe serait transféré d'Allemagne de l'Ouest en transfère d'Altemagne de l'Ouest en Grande-Bretagne (le Monde du 11 décembre). Rien n'est wai dans cette information : 2-11 dit Mais ses explications supplémen-taires out été moins convaincantes. Certes, a-t-il affirmé, ce quarrier général - reste là où il est . mais en cas de guerre, les responsabilit passeraient au quartier général de l'OTAN près de Mons, en Belgique, et il y aurait lieu d'envisager alors les · arrangements necessaires - (1). Les porte-parole bri-tannique et allemand ont, pour leur part, appuyé le démenti.

La position espagnole:

Si l'Espagne n'a pas adhéré su communique, son ministre: M. Moran a expliqué que son pays appar-tient irrévocablement au monée eccidental et n'a pas la moindre intention d'affaiblir l'afliance Selon lui, il ne s'agira pas, le jour of les Espagnols seront consultés (le mot de référendum n'a pas été pro-noncé) de dire oui ou non à l'alles modalités de la contribution espagnole à la défense de l'Occi-

Si, d'autre part, il n'y a pas de lien direct entre l'adhésion de Madrid au pacte atlantique et à la Com-munauté européenne, M. Moran a indiqué qu'il ne serait pas justifié d'attendre que des soldats espagnols défendent l'Europe, alors que leur pays ne serait pas traité comme tous les autres membres de la Commu

PHILIPPE LEMAITRE 'et JEAN WETZ

(I) A Washington, le Pentagone a ini sussi démenti l'information du Guar-dion, mais des sources militaires améli-caines ont néanmoins admis que la possibilité d'établir un comman secours à High-Wickham, en Gran Bretagne, est à l'étude. Il s'agirait d'une petit quartier général, dont le personnel serait de trente à quarante militaires en temps de paix, et qui prendrait la relère de celui de Stuttgart si ce dernier se pouvait plus fonctionner normalome au cours d'un conflit, précise l'A.F.P.

LA CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX NOBEL

Gabriel Garcia Marquez : la réponse à la répression, c'est la vie

De notre correspondant

ture à un auteur inconnu -, a déclaré son secrétaire perpétuel, M. Lars Gyllensten. Les éditeurs le savent : en deux mois, ils ont vendu plus de cent mille exemplaires de Cent ans de solitude.

Gabriel Garcia Marquez ne por tait pas l'habit traditionnel mais le · liqui-liqui », le costume de coton blanc des paysans de son pays. A la main, il tenait une rose jaune. Il a prononcé un discours politique sur 'Amérique latine : - La réponse à la répression et au pillage, c'est la vie! Et la vie, dans les pays pauvres qui. peuplent la terre, résiste aux moyens d'extermination que les pays riches ont rassemblés. » Au diner de gala en l'honneur des lauréats, auquel participait également une troupe de musiciens colombiens, il a affirmé que - la poésie et la littéroture étaient les seules preuves concrètes de l'existence de homme ...

Le choix de l'académie a été cependant contestée par la section du Pen Club suédois qui s'étonne, dans un communiqué, des déclarations de Gabriel Garcia Marquez sur le poète cubain Valladares, sur l'Afchangées en 1971, bien qu'il est coulé ghanistan et la Pologne de Jaru-en 1974 à la suite d'une collision dans l'embouchure de la Weser et bien qu'il était prêt à favoriser la

sidence d'Harbsund Participaient également à ce diner privé l'ancien chef du gouvernement ture, M. Ecc-vit, M. Régis Debray et Mar Danielle Mitterrand représentant le président de la République.

C'est à Oslo que le prix Nobel de paix a été officiellement remis. Quelque mille personnes ont défilé avec une torche à la main dans les rues de la capitale norvégienne en scandant - Non aux armements nucléaires - pour saluer les deux lan-réats de l'année, M= Alva Myrdal et le diplomate mexicain Alfonso Gar-

ALAIN DEBOVE.

· Le professeur américain Kenneth G. Wilson, prix Nobel de physique 1982, a proné l'arrêt du dévelopment des armes nucléaires dans l'allocution qu'il a prononcée à l'issuc du banquet ayant suivi la remise des distinctions. Il a affirmé que « la course aux armements est le principal obstacle au progrès humain -. - Planisication militaire et technologie devraient se concentrer davantage sur des systèmes purement défensifs et l'on devrait moins faire confiance aux armés nucléaires en raison des terribles consequences de leur emploi .. 2-1-il ajouté - (4-FP)

tique... sous réserve qu'il y ait en autorisations de programme, (Suite de la première page.) deux places disponibles sur le ba-Certes, il ne s'agit encore que d'une campagne exploratoire desti-

Rivalités

Convoitises sur l'Antarctique

née à familiariser les scientifiques

en Allemagne fédérale L'Allemagne fédérale a installé,

depuis février 1981, sa base dénommée Georg-Von-Neumaier, par 70° 37' de latitude sud et 0° 8' 22' de longitude quest (5). La station peut abriter sept hivernants et une cinquantaine d'estivants. Sa relève devrait être assurée à partir de cette année par le Poiarstern, bateau polaire qui a été lancé en fé-Juste avant la guerre, le régime

nazi avait manifesté son intérêt pour l'Antarctique en y envoyant une expédition qui avait donné le nom de Nouvelle-Souabe à la Terre de la Reine-Maud. Depuis quelques années, l'Allemagne fédérale s'intéresse beaucoup à l'Antarctique; elle s'y intéresse tellement qu'il y a rivalité entre divers organismes. En 1980, le gouvernement fédéral a créé, à Bremerhaven, l'Intitut de recherche polaire Alfred-Wegener et a attribué 300 millions de marks (840 millions de francs) au programme antarctique. Mais l'université de Kiel a, elle aussi, créé un institut simi-

l'Institut de Hanovre a organisé décembre 1981, s'est prematuré-ment achevée par l'écrasement dans la glace et le naufrage de son navire, le Gotland-II; tout le personnel fut sauvé. Le désastre de Ganovex II a été expliqué par la précipitation des organisateurs impatients de louer un bateau sens vérifier si celui-ci était vraiment apte à naviguer dans les mers antarctiques sans l'assistance d'autres

bateaux polaires (6). La France semble se préparer à intensifier son activité scientifique dans ses quatre bases antarctiques et subantarctiques. Le budget gé-néral du territoire d'outre-mer des TAAF devrait être de 132 millions de francs en 1983 (il était de 112 millions de francs en 1982). y compris les crédits qui sont fournis par le ministère de la recherche. Le budget scientifique du territoire devrait se décomposer ainsi en 1983 : 19 millions de francs (17.4 millions en (982) pour le fonctionnement dont, notamment, 8,8 millions de francs pour le personnel; 3,8 millions de francs pour le matériel : 2,4 millions de francs pour les frais de relève; 2,2 millions de francs pour les campagnes océanographiques. Pour les équipements. 16 millions de francs

(14 millions en 1982) sont prévus

mais 14.3 millions de francs (9,8 millions en 1982) sont accordés en crédits de paiement.

Pour la piste de Dumont-d'Urville, 5 millions de francs avaient pu être affectés en 1982 sur les crédits de paiement venant du ministère de la recherche. En 1983, il ne sera pas possible d'attribuer à la piste plus de 8 millions de francs, compte tenu du blocage des crédits de paiement (25 % en 1982 et probablement 30 % en 1983) décidé par le ministère du budget : 11 millions de francs seraient pourtant nécessaires pour acheter le gros matériel de travaux publics comme le programme de la construction l'avait prévu.

YVONNE REBEYROL.

(2) L'Inde aurait cependant demandé à la France un secours éven-tuel, sans doute à cause de la présence française aux Kerguelen. La France aurait répondu qu'elle a un hôpital aux Kerguelen, mais elle aurait fait reman nant en permanence dans l'océan Ausqui sillonne le sud de l'océan Indien pour assurer la relève des bases suban-tarctiques françaises (Kerguelen, Crozet et Amsterdam) et faire des campagnes de recherche océanographique, mais il n'est absolument pas capable

l'Union soviétique. La Pologne (en 1977) et l'Allemagne fédérale (en 1981) sont devenues membres du comité consultatif, c'est-à-dire membres à part entière du traité, étant donné l'intérêt pour l'Antarctique qu'elles ont manifesté concrètement sur le terrain ». Mais tout pays membre des Nations unies peut adhérer au traité sans en devenir pour autant membre consultatif. Sont dans ce cas le Brésil, la Bulgarie, la Danemark, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

Il y a aussi le SCAR (Scientific Committee for Antarctic Research) dont fant partie treize des quatorze membres consultatifs du traité (la Belgique, qui n'a plus d'activité dans l'Antarctique depuis vingt ans, s'en est retirée) et l'Allemagne de l'Est. En outre, l'Italie, le Brésil et la Chine assistent depuis pen aux réunions du SCAR en tant qu'observateurs.

(5) L'Allemagne de l'Est est présente, elle aussi, en Antarctique, mais il semble que sa base soit un satellite d'une base soviétique, d'abord Molo-dejnaya, puis, à partir de 1980-1981, Novolazarevskaya.

(6) Le Gotland-II, baptisé alors narle-Schulte, avait été certifié pour la glace lors de sa construction en 1970. Il avait conservé cette classification bien que les normes aient été changées en 1971, bien qu'il est coulé ent été allongé de 15 mètres en 1978! remise en liberté des autres écri-

> men in the management of them.

to feather des de la company d Money Con-Monte te 10 case-e-As property 5:

Stockholm. - Gabriel Garcia vains cubains qui, selon Amnesty Inshelf (3) flottant devant la côte de de naviguer dans les glaces. la Terre de la Reine-Mand (dans laire sous l'égide du ministère de Marquez a été la grande vedette de (3) Un ice-shelf est une très épaisse plateforme de glace descendue du continent et flottant sur la mer. Cette ternational, seraient toujours en pril'éducation du Land du Schleswigla cérémonie de remise des prix Nole secteur norvégien) le 9 janvier 1982 et a installé un camp par Holstein, et l'Institut de Hanovre, STATE STATE bel de l'année, vendredi 10 décem-Les académiciens, acques de virage à gauche se défendent d'avoir fait un choix possingué Selon qui dépend du ministère fédéral de 69º 59' de latitude sud et 11º 7' de bre, à Stockholm. Les vieux habiglace d'eau douce est donc tout à fait différente de la banquise faite d'eau longitude est..., c'est-à-dire à quell'économie, a son propre protués de cette sete sans surprise, où que 100 kilomètres au nord de la rien n'est laissé au hasard puisque gramme polaire. de mer gelée et toujours relativement leur secrétaire, Garcia Marquez a Pendant l'été austral 1979-1980. base soviétique de Novolazarevsles lauréats répètent quelques été récompensé - pour ses qui heures plus tôt avant d'entrer en scène, sont formels : rarement un (4) Le traité de l'Antarctique a été littéraires ». avec suucès dans la Terre-Victoria signé à Washington en 1959 par l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Chili, les Etats-Unis, la Les Indiens unt occupé le camp sa première expédition . Ganovex I (German Antarctic North Victoria écrivain aura été aussi longuement Le premier ministre suédois, de Gangotri pendant dix jours. Se-M. Palme, a reçu le jeudi 8 décem-bre Gabriel Garcia Marquezas reapplaudi. - Cette année, on ne peut lon India Today, ce lap- de temps France, la Grande-Bretagne, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et Land Expedition). Ganovex II. en ère accuser l'académie suédoise a été fort occupé : installation d'avoir attribué le Prix de littérad'une station automatique (météo-rologique?) à 80 kilomètres vers

verts

Mosco

6 5 416 35 W W

L'AMBASSADEUR DE BULGA-RIE A ROME S'EST RENDU A SOFIA POUR & CONSULTA-TION > 12.

La tension monte entre l'Italie et la Bulgarie après les récents déve-loppements de l'enquête sur l'attentat contre le pape lean-Pant II. L'ambassadeur de Bulgarie à Rotne, M. Venelin Kozev, est pattraour Sofia le jeudi 9 décembre. Le porte-parole de l'ambasside à démenti que ce voyage soit lie a me détérioration des rapports entre les deux pays et affirmé que M. Közev devait avoir une - consulsation normale - avec le ministre bulgare des affaires étrangères. Il n'a pas précisé la date prévue du resour à Rome de l'am-

De son côté, M. Martella, procureur chargé de l'enquête, à déclaré, vendredi à Rome, qu'il ne pourrait faire la vérité qu'avec la collaboration d'autres pays. Il a cité en parti-culier la R.F.A. et la Bulgarie, où M. Bechir Celenk, important trafi-cant d'armes soupcomé d'être mêlé à l'attentat, a été arrêté jeudi.

Le ministre ture de la justice, M. Cevdet Mentes, & déclaré pour sa part vendredi à Ankara que son pays - entenduit demander - l'extra-dition de Bechir Celenk à la Bulgarie. Toutefois une procédure de déchéance de la nationalité turque avait été ouverte contre le traficant d'armes il y a plusieurs mois. Dans l'hypothèse où elle aurait déjà abouti (ce que ni le ministère des affaires étrangères turc ni la section turque d'interpol ne sont en mesure de confirmer), la demande d'extradition scrait irrecevable pour les autorités bulgares.

On rappelle d'autre part le précédent de cinq pirates de l'air turcs, auteurs d'un détournement en 1981. que la Bulgarie n'a jamais accepté \mathbf{d} extrader. -(A.F.P., A.P.)

Le président Reagan est prêt à répondre de façon « significative »

à des mesures de libéralisation en Pologne

geantspolonais pour qu'ils prennent des mesures « significatives » de li-béralisation, en leur promettant qu'il est prêt à « y répondre » de façon < tout aussi significative ».

Dans une allocution prononcée à la Maison Blanche pour marquer la Journée internationale des droits de Phomme, il a relevé avec satisfaction que Varsovie avait pris des mesures nartielles » dans ce sens Il s'est félicité de la libération récente de M. Walesa et d'autres prisonniers politiques. • Nous avons des informations selon lesquelles de nouvelles mesures pourraient être prises », a ajouté le président américain en se référant à l'intention prétée au gouvernement polonais de suspendre prochainement l'état de

M. Reagan a été clair sur sa volonté de lever les sanctions américaines et d'aider l'économie polonaise, mais il a également vigoureusement réaffirmé les conditions qu'il pose à une telle amélioration des rélations entre Washington et Varsovie.

Les sanctions prises contre Varsovie le 23 décembre 1981, et qui concernent notamment la susper des crédits garantis offerts à la Pologne, « restent révocables », a dit M. Reagan. Mais, a t-Il ajouté, elles ne pourront être levées que si les autorités polonaises adoptent des mesures « concrètes ». Les conditions mises par Washington à la levée de - toutes les sanctions américaines restent la levée de la loi martiale, la libération de tous les détenus politiques et l'instauration d'un - dialogue avec des forces véritablement représentatives de la nation polonaise, telles que l'Eglise et des syndicats librement formés », a poursuivi M. Reagan.

minier construit par les Finlandais

en Carélie soviétique. La visite du

chef du gouvernement soviétique n'a

pas permis de trouver une solution

fasse ombrage aux relations bilaté-rales : l'excédent commercial de

près de 4 milliards de marks en fa-

Puisque les échanges s'effectuent

sur une base de troc, donc en équili-

hre. Helsinki doit choisir entre ache-

ter davantage de produits soviéti-

ques ou diminuer ses exportations

vers ce pays pour rééquilibrer son

commerce. On envisage ici d'accroî-

tre les achais de gaz naturel et de

prolonger le gazoduc ravitaillant la

On ignore, à ce jour, ce qui s'est

dit de la coopération dans le do-maine nucléaire, alors que la France

et l'Union soviétique sont en concur-

rence pour vendre à la Finlande une

centrale nucléaire de 1 000 méga-

watts. La décision définitive n'inter-

PAUL PARANT.

AGFA COMPACT

viendra que d'ici un à deux aus.

veur de la Finlande.

rapide au seul problème sérieux qui

Finlande:

LA VISITE OFFICIELLE DE M. TIKHONOV-A HELSINKI Le premier voyage d'un dirigeant soviétique à l'étranger depuis la mort de Brejnev

De notre correspondant

Helsinki. - M. Tikhonov, chef da ques jours auparavant, MM. Korgouvernement soviétique, achève, ce visto et Tikhonov avaient inauguré cielle de trois jours en Finlande. C'est le premier voyage dans un pays non socialiste d'un dirigeant sovictique depuis la nomination de M. Andropov au secrétariat général.

Maintenant que Leonid Brejnev et l'ancien président finlandais, M. Ugo Kekkonen, ne sont plus lè, les Finlandais souhaitaient entendre les Soviétiques leur assurer leur voionté de poursuivre des relations que l'on qualifiaient de part et d'autre d'exemplaires. Il est manifeste que le nouveau chef de l'Etat finlandais. M. Koïvisto, a la confignce du Kremlin. Les déclarations soviétiques relatives à la situtation internarionale ont été empreintes d'un - optimisme modéré », pour reprendre l'expression officielle. Le discours prudent prononcé jeudi par M. Tiknonov a plutôt ménagé les États-Unis, et on a même pu y déceler un certain esprit de conciliation dans les passages relatifs au désarme-

\$ ***

200

Les entretiens concernant les relations bilatérales ont été consacrées aux échanges commerciaux. Quel-

R.F.A.

REPRISE DE L'AIDE ÉCO-NOMIQUE A LA TURQUIE. La commission du budget du Bundestag a décidé, le jendi 9 décembre, d'accorder une aide de 413 millions de marks à la Turquie, contrairement à la décision de la Commission de Bruxelles de maintenir l'embargo sur l'aide de la C.E.E. à ce pays, en raison des violations des droits de l'homme. Bonn avait suspendu son aide économique après l'arrivée au pouvoir des militaires à Ankara en septembre 1980. - (Reuter.)

Union soviétique

• UNE TRENTAINE DE PER-SONNES ont été interpellées vendredi soir 10 décembre, lors d'une manifestation silencieuse en faveur des droits de l'homme qui s'est déroulée place Pouchkine, dans le centre de Moscou. Quelque deux cents personnes ont pris part à cette manifestation pour commémorer, comme chaque année à la même date, la déclaration des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU. - (A.F.P.)

Washington (A.F.P.). – Le président qui avait suspendu la clause de la nation la plus favori10 décembre, un appel aux diri-

niers à la Pologne dans son commerce avec les Etats-Unis - à la snite de la mise bors la loi du syndicat libre Solidarité en septembre, ne s'est plus référé au syndicat dissous de Lech Walesa dans l'énoncé des

conditions américaines. M. Reagan a indiqué que « si le gouvernement polonais venait à honorer ses engagements en matière de droits de l'homme, les Etat-unis seraient heureux d'accomplir leur part pour aider l'économie polo-naise de la même façon qu'ils l'ont fait pour les pays d'Europe après les deux guerres mondiales ».

Le président américain qui a dénonce · l'intense pression soviéti-que - et la · force brutale - qui ont, selon lui, accompagné l'imposition de la loi martiale en Pologne, a af-firmé que - l'esprit d'indépendance et de résistance à la tyrannie est toujours présent en Pologne ».

Dans un dernier avertissement aux autorités polonaises, M. Reagan a dit que les Etats-Unis ne peuvent répondre à - des actions sans signification qui ne seraient rien pour modifier fondamentalement la situation en Pologne et remplacerajent une forme de répression par une autre ». Il a ajouté que les mesures qui seraient prises par Var-sovie • dans les semaines ou les mois à venir » seront » le sujet de discussions en profondeur avec les

· A Varsovie, la télévision a fait allusion en termes négatifs, vendredi soir, à l'appel du président Reagan. Evoquant la célébration à la Maison Blanche de la Journée internationale des droits de l'homme, la télévision l'a qualifiée de - nouvelle manifestation antipolonaise >. - (A.F.P.)

 Une trentaine de camions devaient partir, le II décembre, à destination de la Pologne ; ces camions contiennent vivres non périssables, vêtements, médicaments, pour un total de 750 tonnes de matériel. Cette initiative relève du Comité d'aide à la Pologne, 5, rue du Sergent-Hoff, 75017 Paris, C.C.P. 1534570 S Paris.

● En liaison avec le bureau de coordination caritative de l'épiscopat de Pologne, plusieurs organisations organisent dimanche 12 décembre, à 16 heures, au chapiteau Bouglione de la porte de Champer-ret, à Paris, un gala de solidarité. Cette manifestation devait primitivement avoir lieu au Cirque d'Hiver

Dimanche 12 décembre, à 18 h 30,au pied du monument Mickiewicz, métro Alma, l'Association France Solidarité France-Pologne organise une marche aux bougies pour honorer la mémoire des victimes de la répression tombées depuis l'état de guerre en Pologne pour exiger l'amnistie totale des internés prisonniers condamnés ainsi que pour demander la réintégration des licenciés pour raisons syndicales et politiques.

● Le 13 décembre 1982 à 11 heures, la C.F.D.T. inaugurera les fresques réalisées par un artiste polonais, André Majewski, sur la facade de son immeuble rue Montholon. Après cette inauguration, les responsables de la C.F.D.T. se rendront au monument du poète polonais Adam Mickiewicz, cours Albert-le (entre le pont de l'Alma et le pont des Invalides) pour y dépo-ser des gerbes. A 18 h 30, enfin, ser des gerbes. A 18 h 30, enfin, E. Maire participera à un meeting imersyndical suivi d'un spectacle de

LE PLUS PETIT 24x36 A MOTEUR

DU MONDE

AMÉRIQUES

Nicaragua

DEUIL DE TROIS JOURS APRÈS LA MORT DE **SOIXANTE-QUINZE ENFANTS** DANS UN HÉLICOPTÈRE

Le ministre de l'intérieur n'exclut pas la thèse de l'accident

Managua (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). – Un deuil officiel de trois jours a été décrété au Nicaragua après la mort de soixante-quinze enfants carbonisés dans un hélicontère militaire, qui s'est abattu près de la frontière du Honduras, alors qu'ils étaient évacués d'une zone où les incidents armés sont de plus en plus fréquents.

Dans les milieux militaires de Managua, on accuse les guérilleros antisandinistes installés au Honduras d'avoir abattu l'hélicoptère. Un second hélicoptère, de secours, aurait, en effet, été mitraillé peu après depuis le territoire du Honduras. Des troupes ont été envoyées ensuite dans la région d'Ayapal, où la tragédie a eu lieu.

M. Tomas Borge, ministre de l'intérieur, a cependant déclaré, ven-dredi 10 décembre, que l'hélicoptère avait probablement eu un accident, mais que l'enquête se poursuivait pour déterminer les vraies raisons d'une catastrophe qui a semé la consternation dans tout le pays.

Suriname

En raison d'« exécutions sommaires » d'opposants

LES PAYS-BAS SUSPENDENT **LEUR ASSISTANCE** ÉCONOMIQUE

(De notre correspondant.) Amsterdam. - Le gouvernement néerlandais a suspendu son aide économique au Suriname, manifestant

tions sommaires de dix-sept adversaires du régime -, scion un communiqué publié, vendredi 10 décembre, à l'issue du conseil des ministres consacré presque entièrement à la situation dans l'ancienne colonie néerise. Le premier ministre, M. Lubbers, a souligné que son gouvernement pourrait arrêter totalement l'aide au développement au

Suriname indépendant depuis 1975. La livraison de matériel militaire sera probablement suspendue, elie aussi, ainsi que la participation à la l solde de plusieurs militaires parmi lesquels le colonel Bouterse, un ancien sergent et le chef de file des militaires auteurs du coup d'Etat de février 1980.

Les derniers événements sont suivis de près aux Pays-Bas, où vinamois. - R. T. S.

[Selon l'Agence néerlandaise de presse citant l'évêque de Paramaribo, Mgr Zichem, et l'ambassadeur des Pays-Bas au Suriname, M. Hoekman, dix-sept opposants politiques ont bien été exécutés. Parmi eux figurent un ancien ministre, directeur d'une radio locale, le chef du principal syndicat, M. Civid Deal trais augusts surceste. M. Cyriel Daal, trois avocats, quatre journalistes et un déteuu condamné, la semnine dernière, à douze uns de prison pour - tentative de coup d'Etat -. Les militaires out pris prétexte de cette ten tative de « coup d'Etat » pour repres dre la totalité du pouvoir.]

PRIX BLOQUE jusqu'au 31 décembre 1982

El Salvador

Recrutement collectif par la guérilla dans le stade de San-Sebastian

San-Sebastian (A.P.). - La tristesse règne dans cette petite ville de quatre mille habitants connue pour ses tissages de coton multicolores. Dimanche 5 décembre, des guérilleros de gauche ont interrompu un match de football et ont enlevé deux cents personnes; plus de la mortié d'entre elles ne sont pas encore revenues. « Elles ont été emme nées de force et les gens sont furieux », déclare le lieutenant José Antonio Sosa, chef de la garde nationale locale.

Selon lui, quatre-vingt-treize personnes sont encore détenues par les guérilleros. Les autres se sont échappées ou ont été libérées par leurs ravisseurs. Mais il pense que le nombre des absents pourrait être plus élevé. « Beaucoup d'intéressés ne se sont nas encore présentés pour signales

C'est le premier enlèvement collectif opéré par les guérilleros des fins de recrutement. ∉ Deux de mes tisserands sont là-bas », dit un patron de fila-

José Pablo Gonzalez, âgé de vingt et un ans, enlevé alors qu'il jouait au football, s'eat évadé lundi après une marche de quatorze heures avec les guérilleros. Il a dit qu'il doutait des affirmations des rebelles selon lesquelles ils ne forçaient personne à rejoindre leurs rangs, « Ils nous ont dit qu'ils ne voulaient garder personne par la force (...), mais ils ne nous ont pas laissés partir. » Il a ajouté qu'au camp des guérilleros il y avait un hôpital et du matériel de transmission, mais peu de vivres.

Un groupe de cent cinquante parents et amis des victimes s'est rendu à San-Sebastian. lundi, afin de demander l'intervention de la Croix-Rouge internationale. « Pour l'instant, nous sommes disposés à attendre, dit une institutrice. Nous demandons aux militaires de ne pas intervenir encore, car s'ils intervenaient, il pourrait y avoir des morts. 3

[Le Front Farabundo Marti pour la libération nationale (F.M.L.N.) a démenti vendredi des informations selon lesquelles les insurgés anraient enrôlé de force près de deux cents jeunes gens, précisant que ces derniers ont rede la guérilla. L'a porte-parole du F.M.L.N. a affirmé que certains jeunes gens avalent préféré rentrer à San-Sebastian, mais que quatrevingt-treize d'entre eux se trouvent toujours, et de leur plein gré, dans les campements de la guérilla.}

Argentine

Le leader du radicalisme de gauche veut créer un grand parti réformiste et populaire

Correspondance

Buenos-Aires, - M. Raul Alfonsin, leader de la tendance Rénovation et Changement, aile gauche de l'Union civique radicale (U.C.R.), entend repper vite at fort. Le mesting organisé le mardi 7 décembre au palais des sports de la capitale, et qui a réuni plus de trente mille personnes, avait un double but : d'une part, marainsi son - horreur devant les exécuquer des points à l'intérieur de son parti avant les élections internes d'où sortira la formule présidentielle du radicalisme; d'autre part, s'imposer aux yeux des Argentins comme un leader capable de conduire les destiées du pays lorsque les militaires seront rentrés dans leurs casemes.

La campagne de M. Alfonsin a, en fait, commencé le 16 juillet, le jour même où la général Bignone signait le décret autorisant les activités politiques. En cinq mois, il a parcouru tout le pays et prononcé environ deux cents discours devant plus de cent cinquante mille personnes. Le concurrent malheureux de M. Ricardo Balbin, pour la désignation du candidat radical à l'élection présidentielle de 1983, avoue qu'il a engagé « une vent quelque deux cent mille Suri- course contre la montre ». C'est que ses ambitions vont au-delà d'une simple victoire électorale. Il veut, ditil, former « le troisième grand mouvement politique de l'histoire argentine après le radicalisme et le

> péronisme ≥. Fondé sur la philosophie radicale, c'est-à-dire sur « la défense de la dignité de l'homme », ce mouvement sera « populaire, réformiste et démocratique ». Populaire, mais pas populiste, parce que, affirme M. Alfonsin, « le populisme est irrationnel et fondamentalement autoritaire ». Réformiste et non révolutionnaire, parce qu'il ne prônera pas « la socialisation des moyens de production », ce qui ne l'empêchere pas de modifier les structures économiques, « en parti-culier le système financier et le système de commercialisation des produits agricoles ». Démocratique, car « la recherche de la justice sociale doit se faire dans le respect des libertés ». C'est d'ailleurs ce qui le différenciera principalement du peronisme, qui, selon M. Alfonsin, « n'est jamais parvenu à sa débarrassar de ses tendances antidémocratiques ».

Pour faire du radicalisme un mouvement de masse, M. Alfonsin doit contrôler l'appareil du parti. Or celuici ne lui est pas à l'heure actuelle favorable. Les berons du radicalisme. tels que MM. Pugliese et Troccoli, considèrent que sa candidatura est prématurée et voient d'un mauvais ceil ses appels à la mobilisation.

M. Alfonsin est optimiste. Le déclin du peronisme ne fait pour lui aucun doute. « Les péronistes n'ont pas compns que les vieilles pratiques, la vieille liturgie ne suffisant plus. Le peuple attend des réponses concrètes. » Il a toutefois conscience que, pour l'emporter, le radicalisme devra renforcer sa présence en milieu

ouvrier. Ce sera justement l'objectif principal de la deuxième étape de sa campagne, « Nous voulons que tous ceux qui sont partisans d'un syndicalisme démocratique se sentent représentés au sein du radicalisme », affirme-t-il.

La dégradation de la situation économique et sociale le préoccupe. Il craint que le mécontentement soit tel que « le peuple préfère aux discours modérés les exhortations de ceux qui incitent à la violence ». C'est pour cette raison qu'il insiste sur la nécesité de modifier sans tarder la p que économique. Il na rejette pas totalement la 🗷 concertation 🛪 proposée par les militaires, à condition que celle-ci permette de résoudre les problèmes qui risquent d'entraver le retour à la démocratie. Des élections immédiates ? Il ne les souhaite pas, car cela empêcherait le renouvellement des dirigeants.

M. Alfonsin déclare qu'il faut en finir avec l'alternance de gouvernements constitutionnels et de dictatures militaires qui a caractérisé l'histoire argentine des cinquante dernières années. La stabilité d'un gouvernement élu par le pauple passe selon lui par « la démocratisation des forces armées », « Il ne peut v avoir de démocratie stable sans. forces ermées démocratiques ». affirme-t-il dans tous ses discours. Il est convaincu que les militaires sont « récupérables » et qu'ils cesseront de faire le jeu de l'oligarchie le jour où existera en Argentine un « pouvoir démocratique fort ». Ce pouvoir démocratique doit résulter selon lui de « l'alliance entre les forces populaires, le secteur de la production et les forces spirituelles, au premier rang desquelles se trouve l'Eglise ca-

Le problème des disparus

Ce souci de faire basculer les forces armées du côté de la démocratie explique sa position sur le problème des disparus. Il est opposé à une loi d'amnistie qui ne ferait, selon lui, que rendre le problème des disparus encore plus explosif. De même, redoute-t-il la formation d'une commission d'enquête. Il affirme cependant que « ce sera au prochain Parlement d'en décider ». M. Alfonsin se montre également réaliste en ce qui concerne le rôle des forces armées sous un gouvernement constitutionnel. « J'estime que les militaires devraient sièger au sein d'organismes consultatifs afin d'être associés d'une certaine manière à l'action gouvernementale. » A ceux qui le jugent trop modérés, M. Alfonsin répond : « Attendez que nous soyons

JACQUES DESPRÈS.

par YVES BRASSEUR (*)

PRÈS le massacre de trente mille Khmers en 1979, l'appel lancé en France pour accueillir les réfugiés de Thallande avait suscité nombre de générosités et beaucoup de familles avalent pu être accueilles. Puis le Sud-Est asiatique, lentement, est retombé dans l'oubli ; une fois ou l'autre, la télévision a parlé des a boat people », soulevant l'indignation des gens assis devant le petit

Le problème est toujours le même en Thailande, cent soixante-dix mille réfugiés attendent encore dans les camps qu'un pays veuille bien les accueillir. Et pourtant les pays tiers se sont lassés, réduisant de plus en plus leur accueil. La France, qui avait fait montre de générosité à l'arrivée du nouveau gouvernement en proposant de tripler le quota jusqu'alors défini, n'a pu, en fait, respectar ses promesses, si ce n'est en juillet, actobre et décembre 1981.

Les retards sur l'accueil ont provoqué l'engorgement du camp de Phanat-Nikhom, transit d'où partent les réfugiés appelés par un pays tiers. Les quotes ont en outre été révisés au mois de juin 1982, rame-nant à un chiffre dérisoire les départs de Thaïlande : 161 en juillet, 112 en août, 12 en septembre, 42 en octobre. Le résultet est que cinq mille cinq cents réfugiés, qui tous ont sur leur dossier du Haut Commissariat pour les réfugiés — leur seul papier officiel — le tampon « accepté par la France », attendent, angoissés et désespérés, d'être

Pourquoi encore un tel nombre ? Des discussions ont lieu à propos de ces chiffres. Mais vivant moi-même à Phanat-Nikhom, je constate que ces gens y sont et que leur attente se fait de plus en plus dramatique. Nombre d'entre eux deviennent persuadés que la France ne veut plus d'eux. En face, le gouvernement Thai, lassé par le retard des pays tiers et craignant d'avoir à supporter seul, une fois de plus, le poids des réfugiés, a décidé de nouvelles mesures. Au cours d'une réunion spéciale avec les ambassadeurs des grands pays, à le fin du mois de septembre, le colonel Prasong, secrétaire général du conseil national de sécurité, a informé les grands pays, par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs, qu'il leur donnait jusqu'à la fin décembre pour retirer de Phanat-Nikhom les réfugiés qui y sont depuis plus de six mois. Si cas réfugiés n'étalent pas partis ou si, du moins, un calendrier fiable de leur départ n'était pas fourni, ils seraient reconduits à la frontière. Nous en connaissons les conséquences. Attendrons-nous un nouveau massacre pour réagir ?

Devant cette menace, les Etats-Unis ont déjà promis, fin octobre, de prendre soixante-quatre mille réfugiés du Sud-Est asiatique en 1983. La France, de son côté, n'a encore pris officiellement aucune décision. Des discussions ont eu lieu, laissant espérer prochainement un effort pour résorber assez rapidement le groupe qui attend à Phanat-Nikhom. Il est vral que la conjoncture actuelle ne favorise pas l'accueil de nouvelles familles. Mais, d'une part, qu'est-ce que cinq mille cinq cents personnes par rapport à cinquante millions d'habitants ? D'autre part, si la crise est réelle, s'il y a une réelle misère en France ici ou là, l'ensemble du peuple français vit bien : il a un des pouvoirs d'achat les plus élevés du monde. On se bat ici pour augmenter encore ce pouvoir d'achat. N'est-ce pas dérisoire face à des gens qui ne demandent que le droit de vivre libres, ou tout simplement le droit de vivre.

Pour appuyer les pouvoirs publics, des comités s'étaient créés en 1979 à la suite de différents appels. Beaucoup d'entre eux ont déjà accueilli une famille ; certains, hélas I ont attendu et n'ont jamais recu personne, par suite de problèmes administratifs. Il est possible de se remettre en route : si chaque comité accepte de patronner une fae, si d'autres comités se créent, le problème des cinq mille cinq cent quatre-vingts réfugiés sera vite réglé. Vous pouvez prendre contact avec la C.N.E. (1), avec la délégation régionale de Secours catholique, avec les conférences Saint-Vincent-de-Paul. Il y a des gens à sauver : nous pouvons le faire.

(*) Père jésuite.

(1) C.N.E.: Comité national d'entraide (franco-vietnamien, francocambodgien, franco-laotien), 42, rue Cambronne, 75740 Paris Cedex 15. Tél.: (1) 567-01-20.

Kenya

Le shilling est dévalué pour la troisième fois en deux ans

De notre correspondant

Nairobi. — Le shilling kényan a éte dévalué de 15 % vendredi 10 dé-cembre. Il s'agit de la troisième dépréciation en moins de deux ans, période au cours de laquelle la monnaie nationale a perdu 35 % de sa valeur. Cette nouvelle dévaluation est l'un des multiples symp-tômes d'une crise économique et financière où s'enlise à son tour un pays longtemps tenu, malgré sa pau-vreté intrinsèque, pour un hâvre de relative prospérité.

Les racines du mal sont familiers au tiers-monde, non seulement les deux principales cultures de rente calé et thé - rapportent de moins en moins à l'État à cause de la médiocrité des cours mondiaux, mais elles se vendent mal en raison des systèmes de quotas qui régissent commerce des produits de base. Les entrepôts regorgent de stocks in-vendus. Les planteurs de pyrêtre — qui satisfont pourtant à 70 % la demande mondiale - viennent d'être payés par le gouvernement avec six mois de retard, parce que leur ré-colte n'avait pas trouvé preneur.

En six ans, les termes de l'échange se sont dégradés de 28 %, la facture pétrolière, à elle seule, en-gloutit 57 % des recettes d'exportation. Le service de la balance des paiements atteint 900 millions de dollars, soit 11 % du produit national brut. Les réserves de devises représentent moins d'un mois d'importations. Seule l'inflation reste à un nivea raisonnable, grâce à un contrôle des prix sur les biens de consommation courante.

Au-dessus de ses movens

Le Kenya vit nettement au-dessus de ses moyens. Nombre de sociétés para-étatiques sont des gouffres. L'administration est trop gourmande, avec ses 28 ministres et ses cinquante-quatre ministres adjoints, le gouvernement souffre d'hypertrophie. La bourgeoisie n'est guère encline à réduire son train de vie. L'hémorragie de devises a tout de même obligé le pouvoir à réagir. Le budget 1982-1983 reflète un louable souci d'austérité. Pour freiner les importations, on a augmenté les droits de douanes et mis un peu d'ordre dans l'attrbution des licences. L'ancien gonverneur de la banque centrale, trop laxiste en la matière, a été li-

mogé au début de décembre. Faute de matières premières et de pièces détachées, certaines entreprises, dans des secteurs pourtant prioritaires, ont dû fermer leurs portes ou congédier une partie de leur personnel, parce qu'elles

n'avaient reçu aucune licence depuis de longs mois. Le gouvernement a sagement, quoique tardivement, abandonné ou ajourné plusieurs projets industriels d'une rentabilité donteuse. Tout en réduisant sa mise dans le socteur public, il s'efforce, dans le socteur public, il s'efforce, par un train de mesures, de stimuler l'investissement privé. Une tâche d'autant plus rude que depuis le putsch manqué du 1° août, la communauté asiatique du Kenya campe sur une position de repli, tandis que les milieux d'affaires étrangers sem-

blent attendre des jours meilleurs. Autre décision drastique : les achats pétroliers ont été restreints de 10 %, faute de brut, la raffinerie de Mombasa a di interrompre ses activités. Dans le secteur agricole mécanisé, les fermiers commencent à souffrir de ces restrictions sur les

Le pouvoir a également mis en place une commission de lutte contre la corruption, mais personne ne nourrit d'illusions sur son efficacité. Pour redresser la barre, le Konya avait besoin de soutiens extérieurs, d'où l'inévitable entrée en scène du Fonds monétaire international. Celui-ci avait accordé au Kenya pour 1982 un crédit - stand by de 160 millions de dollars, dont plus d'un tiers restait à toucher en août, lorsque l'aide fut suspendue, parce que l'État n'avait pas modéré, comme promis, ses emprunts intérieurs. C'est le F.M.I. qui exigeait la dévaluation intervenue vendredi, en la souhaitant d'ailleurs plus substantielle (25 à 30 ». Il espère qu'elle stimulera les exportations, dopera une économie kényane très ouverte sur l'extérieur et permettra à terme d'éponger le déficit commercial et de rembourses plus aisément ses

La renégociation avec le F.M.I. devrait rapidement aboutir et débloquer une série de crédits promis par l'Occident. Treize pays réunis à Londres en novembre ont accepté d'accroître leur aide au Kenya. Et si la médecine du F.M.I., se révélait inefficace? interrogent les scepti-ques. Après tout, les deux précé-dentes dévaluations, font-ils remaruer, n'avaient pas freiné l'irrésistible dégradation des échanges. Une chose est sûre : l'in-jection de crédits étrangers restora insuffisante aussi longtemps que le Kenya ne s'attaquera pas plus sé-rieusement à ses problèmes structurels, notamment la démographie ga-lopante et l'inégale répartition des

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Soudan

L'agitation des lycéens menace le fragile équilibre politique

De notre envoyée spéciale

Khartoum. - Ils ont douze ans, quatorze ans, seize tout au plus. Ils défilent bruyamment dans les rues de Khartoum par petits groupes compacts, soulevant des muages de poussière brûlante. En fin de matinée, les grenades lacrymogènes, le déploiement de l'armée, la chaleur, auront raison de l'émeute. Le même scénario se reproduira demain, après-demain. L'agitation gagnera-t-elle les trois aniversités de Khartoum? Mettra-t-elle en péril, une nouvelle fois, le fragile équilibre po-litique qu'a tenté de rétablir, au cours des derniers mois, le régime du général Nemeiry?

Depuis une semaine, une grande effervescence a saisi la capitale du Soudan. L'agitation des lycéens n'est que l'écume visible d'un trouble profond, d'une dégradation économique, sociale et politique qui s'accélère mois après mois. Dans les rnes sabieuses de la capitale, les files d'attente s'allongent devant les rares pompes à essence. Quotidiennement, toute source d'énergie disparaît dans la ville, des heures durant : plus d'électricité, plus de combusti-ble. Le pain, le sucre, la viande, manquent ; les services publics, les transports, submergés par la de-mande, défaillent. Dans les hôpitaux où disparaissent, au rythme de l'épuisement des stocks, médica-ments et nourriture, les malades, bien souvent, sont livrés à cuxmêmes. Le personnel, que le gouver-nement ne parvient plus à payer, n'y assure plus qu'une présence fanto-matique; les médecins, massive-ment, émigrent vers les pays du Golfe, où ils acceptent désormais de plus en plus d'occuper des emplois d'infirmiers.

Dans les écoles, nombre d'instituteurs ont, enx sussi, renoncé à assu-mer leur tâche, las d'attendre des sa-laires que l'administration centrale ne leur garantit plus. A travers le pays, de nombreuses écoles ont ainsi fermé leurs portes, faute d'ensei-

C'est précisément du milieu scolaire qu'est né le mouvement d'agitation qui a déferlé sur Khartoum au début de novembre. Faute de carburant, en effet, le ramassage scolaire s'est trouvé interrompu. Le système de transports en commun étant inexistant, les parents ont du faire face à d'inextricables difficultés. D'où les premières émeutes. Arguant du manque de carburant et de la défaillance des enseignants, le gouvernement, pour couper court à l'effervescence, a fermé les écoles.

Des potentialités compromises

Quelques jours plus tard, les pou-voirs publics, confrontés à des difficultés financières insolubles, dévaluaient de... 44 % la livre soudanaise. Une dévaluation qui se répercutait immédiatement sur les prix à la consommation, alourdissant le coût des produits de première né-cessité, aggravant le marché noir dû à la pénurie. Le samedi 4 décembre, le gouvernement a décidé la réouverture des écoles : les émeutes ont repris dès le lendemain et se répètent désormais chaque jour, sans discontinuer.

Le monvement est-il, com firme la presse officielle, entière-ment « spontané » ? Toujours est-il ment "spontane": 1 toujeurs est il que l'opposition reste, dans ce ré-gime autoritaire, fost divisée : le parti communiste, naguère le plus puissant d'Afrique noire, est interdit, ses principaux dirigeants ayant été impitoyablement pourchassés depuis dix ans. L'opposition «officielle » est elle-même divisée en plu-sieurs courants d'obédiences religieuses diverses. Les Frères musulmans participent officielle-ment au gouvernement, par la pri-sence d'un de leurs dirigeants, nistre de la justice. Mais les Frères musulmans eux-mêmes ne sost pas manimes dans leur soutien au général Nemeiry, d'antant que l'Arabie Saoudite hésite sur l'attitude à adop-ter. D'où les fluctuations de Faide saoudienne, fluctuations qui te tra-duisent directement par que que envois irréguliers de combatible on

Pourtant, le Soudan ne manque pas d'atouts potentiels. Le pétrole découvert dans le sud, que les Son-danais ont renoucé à raffiner sur leur sol et qu'ils experieront, brut, par Port-Soudan sur la mer Rouge devisit assurer des rentrées linan devisit assurer des rentré cières à partir de 1984. Certaine productions agricoles, notamment celle du coton, progressent. La infig-nerie géante de sucre établie à fise name devrait diminuer la dépeadance extérieure dans ce de dance extensure trans ce domaine.
Le percement du canal de Josgiedans le Sud devrait éviter has
énorme déperdition des caux du Na
et bénéficier ainsi à l'Egypte comme

Mais ces potentialités sont, peur l'henre, compromises par la dégra-dation des services publics, l'endet-tement du pays - 7 milliards de francs, - la démobilisation d'une dministration confrontée à d'innombrables défis quotidiens. La perspective d'une · intégration : avec l'Egypte, ouverte depuis octobre, n'a pas apaisé les inquiétudes. Elle est même fortement redoutée per les populations du Sud qui, aimistes et chrétiennes, y voiest le promesse d'une islamisation acces tuée. Le Sud-Soudan, qui porte escore les stigmates de dix-sept ans de guerre civile, se débat dans des difficuités insurmontables dont témoignent, par exemple, les courbes des pérance de vie : quarante buit six dans le Nord, trente-neuf ans dans le

Enfin. le Soudan ne cesse d'ac cueillir sur son sol des réfugiés dont l'effectif total dépasse aujourd'hoi le denni-million Erythréens, Ethiopiens, Ougandais, Zaīrois et Tcht-diens ont trouvé, dans l'un des pays les plus pauvres du monde, une terre d'asile. Une terre qui ne suffit pas à nourrir ses vingt millions d'habitaits et dont la communauté internationale, bien souvent, se désir

PROCHE-ORIENT

L'assemblée d'experts religieux qui pourrait être appelée à désigner le successeur de l'imam Khomeiny a été élue

L'imam Khomeiny a été l'un des premiers à voter vendredi 10 décembre pour élire une assemblée de quatre-vingt-trois experts reli-gieux (mojtabed) qui peut être appelée, conformément à la Constitution iranienne, à désigner un successeur au Guide la révolution. Cent quarante-six religieux counus pour leur compétence théologique avaient posé leur candidature

Ce samedi, il était encore impossible d'avoir une idée précise de l'importance de la participation des Iraniens à ce scrutin, préoccupation centrale des responsables politiques dans

les dernières beures de la campagne électorale. les dernières beures de la campagne electorale.

« Ce vote doit être un coup de poing contre l'impérialisme et les ennemis de l'islam », était l'ultime slogan, répété à satiété, pour amener électeurs et électrices de plus de quinze ans à se rendre aux urnes. L'imam Khomeiny avait, pour sa part, appuyé de toute son autorité cette élection en affirmant dans un message spécial que a l'action les consents est un despie divin ». choisir les experts est un devoir divin ».

Vendredi, en dernière minute, deux ayatollahs ozma (grands), Mohamed Reza Golpaye-gani et Hosseini Marachi Nadjafi, situés an ommet de la hiérarchie chiîte, avaient rompu le silence qu'ils observaient jusque-là pour demander eux aussi aux Iraniens de voter. Radio-Téhéran a même diffusé vendredi un communiqué de l'ayatollah Golpayegani pour « démentir des rumeurs de boycottage des élec-tions » est espérer « que les personnes qui seront élues sauront assumer de la meilleure façon leurs lourdes responsabilités ».

Les élections à l'assemblée des experts out été couplées avec des législatives partielles des-tinées à remplacer les députés tués au cours des dernières années dans des attentats ou dont l'élection, en 1980, avait été invalidée.

La fin d'une longue période d'incertitude

La formation de l'assemblée des experts met fin à une longue période d'incertitude. La loi portant création de cette institution avait en effet été votée en octobre 1980 puis ratifiée par l'imam en janvier 1981. Pourtant, aucune mesure n'avait été prise depuis pour organiser le scrutin populaire prévu par la Constitution isla-

On a affirmé à ce propos que l'imam ne souhaitait pas en son for intérieur que le problème de sa succession soit débattu de son vivant at ne désirait surtout pas coexister avec une instance élue qui - théoriquement du moins - a le droit, conformément à la Constitution, de « priver de sa charge le faqih (guide religieux de l'Oumma) », si ce dernier « n'a plus la capacité d'accomplir ses de-

Il semble que l'imam Khomeiny, dont l'état de santé, bien que déclinant, n'inspire pas, pour l'instant, de graves inquiétudes, se soit finalement rendu aux raisons de ceux des membres de son entourage qui esti-

ment que la mise en place d'un tel conclave « couperait l'herbe sous les pieds de ceux qui ont placé leurs espoirs dans un vide qui se produirait après la disparition de l'imam ». La nouvelle assemblée des experts dispose en effet du pouvoir en cas de décès du faqih de désigner un nouveau tuteur religieux ayant « les mêmes qualités que l'imam et universellement respecté ». En l'absence d'un consensus sur le choix de ce dignitaire, l'assemblée devra désigner un conseil de tutelle comprenant trais ou cina fagih.

Cette dernière éventualité n'est cependant pas pour plaire à l'imam Khomeiny et aux membres de son entourage qui estiment qu'une direction collégiale, même islamique, renfermera en elle les germes de futurs conflits d'intérêts et constituera une menace potentielle pour la continuité du pouvoir islamique après la disparinon du guide religieux. Ils s'efforcent donc depuis maintenant plus d'un an, de convaincre leurs pairs de la nécessité de désigner un successeur uni-

que en la personne de l'ayatoliah Hussein Ali Montazeri qui jouit de leur entière confiance. Ce demier qui, diton, aurait épousé la sœur de l'imam Khomeiny, est en effet inconditionnellement dévoué au faqin, dont il partage sans réserve les vues politico-religieuses, notamment celles relatives au concept du Velayate faqih, qui confere un droit de regard sur les affaires temporelles et spirituelles au guide religieux de

La nomination de l'ayatollah Montazeri ne sera pas toutefois une tâche aisée. Le candidat officieux à la succession de l'imam est en effet loin d'avoir le charisme qui a permis à l'ayatollah Khomeiny d'imposer son règne. Il est de plus violemment contesté par certains de ses pairs qui lui dénient les qualités politiques et religieuses requises pour remplir les lourdes charges exigées du façih. Peu populaire, l'ayatollah Montazeri, qui est âgé de soixante ans, a en plus le handicap d'avoir une santé déficiente due aux nombreuses années

qu'il a passées dans les prisons du

L'opposition à la candidature de l'ayatollah Montazeri est surtout d'ordre politique. Les grands ayatollahs, qui souhaitent partager le pouvoir au sein d'une direction collégiale de trois ou cinq membres, sont, bien qu'ils ne l'expriment pas ouvertement, opposés aux concepts du ve-leyate façih, qui a assuré à l'imam Khomeiny les prérogatives du « tuteur du peuple ».

L'élection de l'assemblée des experts ne mettra donc sans doute pas fin aux divisions du clergé chiite et à la lutte d'influence qui oppose ses différentes factions en vue de la succession. Elle pourra cependant - et c'est apparemment ce que souhaitent l'imam Khomeiny et ses collaborateurs les plus proches - circonscrire cette lutte au carcle étroit des dirigeants islamiques sans mettre, pour l'instant, an péril la cohésion du DOLLVOIT.

JEAN GUEYRAS.

A TRAVERS LE MONDE

Angola APPEL DE M. SAVIMBI A LA

NÉGOCIATION. - L'UNITA, mouvement d'opposition armée au gouvernement, a lancé un appel aux dirigeants « patriotes » du M.P.L.A. (parti du travail) au ponvoir à Luanda, pour « une solution négociée du conflit entre Angolais, aggravé par la pré-sence des forces cubaines » dans le pays. Dans un communiqué diffusé vendredi 10 décembre à Lisbonne, le monvement de M. Savimbi manifeste son intention « d'appuyer et d'encourager les rencontres directes entre toutes les forces concernées par le conflit en Afrique australe ». et notamment avec l'Afrique du Sud. - En attribuant des pouvoirs exceptionnels au président angolais, le comité central du M.P.L.A. a reconnu publiquement la gravité inéluctable de la situation en Angola », dit TUNITA - (A.F.P.)

Lesotho

● LE BILAN DE L'ATTAQUE SUD-AFRICAINE - Quarantedeux personnes ont été tuées, selon la police de Maseru, au cours du raid sud-africain contre les ha-bitations de l'ANC (Congrès national africain) (le Monde du il décembre). Parmi les victimes figure M. Zola Ngini, représen-tant local de l'ANC, a annoncé un porte-parole de l'ONU à Genève. A Paris, le Mouvement antiapartheid a exprimé vendredi sa plus vive indignation » contre l'attaque meurtrière » sud-

Liban

M. ELIE SALEM, ministre des affaires étrangères du Liban, est arrivé vendredi soir 10 décembre à Paris pour une brève visite de travail portant notamment sur l'augmentation de la force multi-nationale. Le chef de la diplomatie ilbanaise, qui devait rencon-trer le samedi après midi son collègue français, M. Giaude Cheysson, se rendra ensuite à Washington, où il s'entretiendra avec M. Philip Habib, emissaire du président Reagan au Proche-

Tchécoslovaquie

LE PÈRE FRANCISCAIN JO-SEF JAN BARTA est mort d'une crise cardiaque en prison. où il purgeait une pelne de douze mois de détention pour « propa-gation illégale d'idées religieuses . a rapporte Radio-Vatican. L'ecclesiastique, qui était âgé de soixante et un ans. avait été arrêté, en avril demicr, après avoir tenu un office religieux dans un appartement. Déjà condamné en 1952 à vingt ans de prison, il avait passé quinze ans dans les mines d'uranium de Jachymov. - (Reuter.)

'Allouge

LAVISITE Mauroy: IT

WE BY ST. ger ing in the party was the second

> s config Company of

> and the second second

(202) 5

Ero de July

Contract Con 化二氯苯磺 🚓 **を記されていた 三面の ボーディア あめり** Terreta i en present and

SALALITA NA WE ENGINEES ione . . . zonań ski Personal and the programme INVISENCE CON GRES DE LRENOUVIN : les e

en faveur sont « notre c Parketter and a surgeries attend **海海** 1875年 ំ នាំ ដូវិភាសាភា

The State of Name of Statistics of the state of the Part Part of other day Section 1 the Promption

the de case and a second of de de con The second Come mus The pre-Tak policing Prince of the second

The state of the s

The digit A Brand Str. Brand Str. Francisco Commence Part II See to My and the same And the second Section 1 de state of

MATIONAL DU MERIT

distère de la défense

a profession of water The Branch of the second of the A Section Section 1

And the second s

M. Mauroy: marcher ensemble et d'un même pas

Saint-Denis-de-la-Réunion. - Nous allons désormais marcher ensemble et d'un même pas.» Tout au long de la denxième journée de sa visité à la Réunion, vendredi 10 décembre, M. Pierre Mauroy n'a cessé de répéter ce qui devienden l'un des slogans des partisans de la majorité lors des prochaînes com-pétitions électorales dans les départements d'outre-

Le premier ministre a explicité sa pensée da discours prononcé le matin à Saint-Denis devant les

Devant les élus locaux, M. Maurov a mis en avant deux priorités : la justice sociale, e afin de tourner la page sur les vestiges du passé colonial »; la solidarité nationale, « afin de perque authentique qui ne soit pas fondé sur l'assistanat ». Il a indiqué que le gouvernement poursuivra sa politi-SMIC appliqué outre-mer eu niveau du SMIC métropolitain. Actuallement, le premier ne représente que 77,30 % du second. Il a affirmé la nécessité d'abolir le régime du colo-nat, introduit en 1848 à la Réunion, qui perpétue dans l'économie agricole de l'île un régime de sousmétayage, archaique et générateur de misère pociale.

Il a également confirmé l'entrée en vigueur, en 1983, du nouveau régime d'aides financières et fiscales aux investissements dont le principe avait été arrêté l'été demier. Il semble que le gouvernement ait l'intention d'amender en ce sens, en dernière lecture, la projet de loi de finances pour 1983. Pour équilibrer ces nouvelles décenses, deux limitations seront toutefois introduites dans le dispositif-retenu : d'une pert, la déduction fiscala dont pourront bénéficier les investisseurs en tant que personnes physiques sara plafonnée « pour éviter que les plus riches n'en tirent un avantage excessif > ;d'autre part, l'abattement du tiers de l'impôt sur les sociétés prévu pour certains secteurs économiques (industrie, artisanat industriel, hôtellerie, tourisme, pâche, agriculture) ne s'appliquera pas aux professions du négoca.

Con deux limitations anns-controtées par les élus de l'opposition. e Es prenent oss décisions, le pouvernement tourne le dos aux invest estime le secrétaire départemental de l'U.D.F., M. Jean-Paul Virapoullé, maire de Saint-André, ce n'est bes avec les amicards qu'on créera des usines dans les DOM. »

Les perlementaires et les conseillers de l'opposition ont accueilli avec molifiérance le discours du premier membres du conseil général et du conseil régional : « Ensemble, c'est-à-dire dans le cadre des institu-tions de la République française. D'un même pas, nifie que la politique française est désormais placée sous le signe de la lutte coutre les inégalités. »

Autrement dit : qu'on en finisse avec les procès d'intention faits au gouvernement à propos du maintien des anciennes colonies au sein de la communauté nationale et qu'on sache bien que le « changement » se manifestera aussi outre-mer!

De notre envoyé spécial ministre. Un léger incident s'est même produit quand M. Mauroy a affirmé, à propos du veto opposé par le Conseil constitutionnel à la version initiale du projet de loi relatif à la décentralisation outre-mer, que le Conseil 'd'État « n'avait nullement contesté le bien-fondé juridique de la démarche du gouvernement ».

« Vous mentez ! », a lancé M. Michel Debré. Le premier ministre a poursuivi son allocution sans répliquer au député R.P.R. On précisalt ensuite dans son entourage-qu'un seul conseiller d'État avait exprimé des réserves quant à la constitutionnalité dudit projet.

Parier le créole

C'est un peu plus tard, en fin de matinée, à l'hôtel de ville du Port commune : dirigée par le secrétaire général du parti communiste réunionnais (P.C.R., autonomiste), M. Paul Vergès, membre de l'Assemblée européenne, où il a été accueilli par une foule colorée et chaleureuse, que le premier ministre a changé de ton pour ouvrir la campagne pour les élections régionales du 20 février 1983. Dans une allocution improvisés, le premier ministre a appelé la gauche réunionnaise à se mobiliser contre « les élus de la droite qui ne veulent pas supprimer des inégalités choquantes qui n'existent qu'ici, dit-il, et qui, dens le domaine du développement économique, en sont restées à l'ancien

Acciamé par son auditoire, M. Mauroy a ironisé sur le teneur des discours qu'avaient prononcés en sa tence, une houre auparavant, le président du conseil général, M. Auguste Legros (R.P.R.), et le président du consail régional, M. Yves Barau (R.P.R.) : ¿Leurs demandes constituent un catalogue incrovable, comme si le développement de la Réunion ne devait procéder que de l'assistanet... Avec la droite, on en serait resté au colonielisme ! » It a însisté au passage sur

l'intérêt que porte le gouvernement lations d'outre-mer. Rejoigna principales revendications du P.C.R. en matière éducative, il a déclaré « Vous pourrez tranquillement parlet

M. Mauroy a connu le même succès, mais devent des auditoires moins nombreux, à Saint-Philippe, petite commune du sud de l'île, dirigée par M. Wilfrid Bertile (P.S.), député, et à Saint-Pierre, dont le maire, M. Alfred Isautier, est apparenté U.D.F. Dans cette souspréfecture, M. Mauroy a évoqué la gestion de son prédécesseur, M. Raymond Barre, natif de l'île « Quand je rêve, mon rêve est très prosaique : c'est de voir en France un taux de croissance de 6 ou 7 % ou même de 3 % seulement, comme du temps de M. Barre ! »

A chacune de ces étapes, le chef du gouvernement a présenté le nouvesu projet de loi visant à instaurer dans chaque département d'outremer une assemblée régionale élue au suffrage universel et à la proportionnelle (le Mande du 7 décembre). L'objectif de ca texte recueille une approbation de principe de la part des élus de l'opposition, majoritaire dens le département, mais M. Louis Virapoullé, sénateur U.D.F., conteste nélà la constitutionnalité de son articie 8, lequel prévoit que les assemblées régionales pourront proposes au gouvernement de modifier l'orgenication et le fonctionnement des collectivités de leur territoire. Le viceprésident de la commission des lois du Sénat y voit une nouvelle menace pour l'institution départementale.

La bataille de l'outre-mer va donc se poursuivre, mais il faudra compter désormais avec l'engagement per

ALAIN ROLLAT.

L'examen du budget au Sénat

TRAVAIL : amputation.

Les sénateurs achèveront dans la men du projet de loi de finances pour 1983. Au moment du vote par scrutin public il restera peu de chose de l'ensemble budgétaire après les rejets systématiques qui ont marqué la première semaine de discussion. Et rares sont les budgets qui ont ensuite échappé à la censure de la majorité sénatoriale...

Le Sénat, qui avait repoussé les crédits de fonctionnement du ministère de la santé au cours de sa séance de nuit, a poursuivi, ven-dredi 10 décembre, l'examen du budget de la solidarité nationale en amputant sérieusement les crédits de ministre du travail. M. Auroux, et ceux du ministre chargé de l'emploi, M. Le Garrec.

Le rapporteur, M. Beranger (M.R.G., Yvelines), s'était prononcé, au nom de la commission des affaires sociales, contre ces crédits, tandis que M. Fosset (Un. centr., Hauts-de-Seine) rapporteur de la commission des finances, subordonnait leur vote à l'adoption d'amendements, qui furent approuvés, et qui visaient à supprimer des créations d'emplois prévues dans les services extérieurs du ministère du travail et à amouter la dotation destinée à la formation des syndicalistes.

LOGEMENT : adoption.

Les sénateurs ont ensuite examiné le budeet du ministère de l'urbanisme et du logement : Nous avons à recentrer notre action, a déclaré le ministre, M. Quilliot, sur les enjeux urbains et sociaux prioritaires : relance du secteur locatif social, de l'action foncière et des implantations sociales dans les centres urbains.

M. Beaupetit (Gauche dem., Loir-et-Cher), rapporteur de la commission des finances, déplore notamment les charges nouvelles d'urbanisme et de logement qui vont peser sur les communes sans contrepartie suffisante pour l'État. Il s'en remet - à la sagesse du Sé-

M. Laucournet (P.S., Haute-Vienne) conclut en revanche, au nom de la commission des affaires économiques, à l'adoption des crésouhaiterait toutefois que l'on favorisat les opérations de locationvente et que l'on mît au point le

régime d'assurance-construction. M. Janetti (P.S., Var) s'était prononcé devant la commission des finances, dont il est l'un des rapporteurs, pour le vote des crédits de l'urbanisme. Mais cette commission a repoussé les conclusions de son rapporteur, et celui-ci s'en remet pour le vote - à la sagesse du

Rapporteurs et orateurs soulignent, notamment, la situation fi-nancière difficile des organismes d'H.L.M., l'insuffisance des crédits fonds d'aménagement urbain. Ils s'inquiètent du niveau de la fiscalité foncière et regrettent la diminution du taux des subventions destinées à compenser · la surcharge foncière . Ils critiquent la lourdeur des charges sociales qui pesent sur l'industrie du bâtiment, · les plus lourdes d'Europe », indique M. Pillet, sénateur centriste de

M. Quilliot répond ensuite à ces orateurs puis le Sénat passe au vote des crédits. Ceux-ci sont adoptés, ainsi qu'un amendement présenté par M. Beaupetit, à l'article 75 du projet de loi de finances. Il s'agit de maintenir le versement au Fonds d'équipement des collectivités locales d'un quart du produit de la taxe pour dépassement du plafond légal de densité.

• INDUSTRIE, RECHERCHE: préoccupations.

La présentation des crédits du ministère de la recherche et de l'industrie permet à M. Chevènement de dresser le bilan de l'action menée par le gouvernement et de rappeler l'objectif fixé: « reconstruire notre croissance .. . La politique de recherche et la politique industrielle sont parmi les moyens qui nous permettront de surmonter la crise ., explique-t-il avant de présenter les grandes lignes de son budget. Il conclut : - A un moment où beaucoup ne sont pas incités à travailler ou à entreprendre, il est bon de marquer notre volonté de maintenir, et, s'il le faut, de reconquérir notre indépen-

dance industrielle et énergétique

de l'an 2000 dans de bonnes condi-

Le thème de l'indépendance énergétique est largement évoqué par M. Hervé, ministre chargé de l'énergie . dont les deux principaux objectifs sont la maîtrise de la consommation et la diversification de l'approvisionnement.

Prudente dans la louange comme dans la condamnation, la commission des finances laisse à l'appréciation du Sénat les crédits destinés à la recherche. Son rapporteur, M. Descours-Desacres (R.I., Calvados), qui propose de créer une inspection de la recherche · afin de pourchasser la routine et la scierose dans les laboratoires -, se montre sceptique sur la participation des entreprises au fison de la conjoncture.

Comme MM. Pouille (R.1. Meurthe-et-Moselle), au nom de la commission des affaires économiques, et Maurice-Bokanowski (R.P.R., Hauts-de-Seine) le feront après lui, M. Tomasini (R.P.R. Eure), rapporteur de la commission des finances pour l'industrie, déplore le coût croissant de la politique charbonnière. D'autre part, il constate - un phénomène de nationalisation silencleuse », et indique que sa commission est hostile à l'adoption des crédits de l'industrie. Sur ce même chapitre, M. Collomb (non inscrit, Rhône), précise que la commission des affaires économiques s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. Goutevron (R.P.R., Haute-Loire) et Noë (P.S., Essonne) font part de l'approbation du budget de la recherche par la commission des affaires culturelles et celle des affaires économiques dont ils sont respectivement les rapporteurs.

Dans la discussion générale qui devait se poursuivre samedi matin 11 décembre, M. Rabineau (Un. cent., Allier) dénonce l'absence de - politique affirmée - des grands groupes industriels, neuf après leur nationalisation. M. Bonduel (M.R.G., Charente-Maritime) se félicite - de la conjugaison des incitations matérielles et d'un nouvel état d'esprit - qui est = por-

LE TROISIÈME CONGRÉS DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

M. RENOUVIN: les efforts du gouvernement en faveur de l'industrie sont « notre dernière chance »

Pour son troisième congrès, réuni à huis clos, samedi 11 et dimanche 12 décembre, à Paris, la Nouvelle Action royaliste (NAR), que dirige M. Bertrand Renouvin, a retenu quatre thèmes de réflexion : - La politique industrielle de la France : la politique culturelle de la France dans le monde; la France et le Proche-Oriens ; les institutions de la Ve République et la pratique socia-

Au terme de ces deux journées de travail, des textes de synthèse sur chacun de ces sujets seront adoptés ainsi qu'une motion de politique générale qui précisera l'attitude de la NAR vis-à-vis du gouvernement et des partis politiques et déterminera sa stratégie pour les élections municipales.

En ce qui concerne la politique in-dustrielle, M. Renouvin précise : · La France a besoin d'une politique industrielle offensive, tournée vers les secteurs d'avenir. Elle doit réparer les dégats causés par le pré-cédent septennat et s'assurer la maitrise des principaux groupes industriels. (...) Le projet présidentiel, les efforts de M. Chevenement, les décisions de M. Jobert, représentent la dernière chance de notre pays... Mais il convient de s'interroger sur la finalité de cette politique, sur la logique du système industriel, l'illusion de la technique et les consé-

ORDRE NATIONAL DU MERITE Ministère de la défense

Sont élevés à la dignité de grand-MM. Pierre Brasart, général de corps

d'armée, Roger Risemer, général d'ar-mée aérienne, et Jean Richard, général Sont élevés à la dignité de grand offi-

MM. Maurice Brenac, général de brigade, Daniel Colin, général de corps d'armée, Jacques Ménard, général de corps d'armée. Henri Broussaud, général de brigade sérienne, Roger Bonmar-chand, général de division et Ahmed ben Rabalt Rafa, général de brigade.

quences désastreuses de la mystique de la puissance. »

En ce qui concerne la politique culturelle de la France dans le monde, M. Renouvin rappelle que la NAR a toujours plaidé en faveur de la défense de l'héritage culturel et linguistique que la France partage avec beaucoup d'autres peuples - et a toujours défendu « la francopho-me ». Mais il dénonce le risque d'un poujadisme culturel . Il estime notamment que s'il faut lutter contre les - multinationales culturelles -, il ne faut pas - retomber dans le culte douteux, nationaliste, de la culture française ».

Au cours de ce congrès, la Nouvelle Action royaliste devait, d'autre part, rappeler ses positions en ce qui concerne le Proche-Orient et notamment ses critiques à l'égard de la .- politique agressive - d'Israël au Liban qui ne doivent pas être assimilées à un « antisionisme systémati-

Enfin. la NAR devait s'interroges sur la pratique socialiste des institu-tions de la Ve République : « Les so-cialistes respectent-ils la pensée gaullienne ou s'en éloignent-ils? M. Mitterrand joue-t-il le rôle « d'arbitre » ou est-il prisonnier du parti dominant? - Les réponses à ces questions sont - déterminantes pour notre soutien au président de la République . explique M. Re-nouvin, dont la formation continue de rencontrer le P.S. et le Mouvement des démocrates de M. Jobert en vue des prochaines élections municipales.

· M. Mitterrand souhaite une Maison de la presse à Paris. - Le président de la République a reçu vendredi 10 décembre, le bureau de l'Association de la presse présidentielle. Au cours de l'entretien, M. François Mitterrand a confirmé son attachement au projet de construction d'une Maison de la presse à Paris. Celle-ci pourrait trouver place parmi les réalisations prérues pour l'Exposition universelle de 1989, même si le chef de l'Etat souhaite que cette maison puisse ouvrir plus tot, dans trois ou quatre ans.

De notre correspondant régional

Toulon. - Dans plusieurs villes les discussions entre socialistes et communistes pour la constitution de listes d'union sont dans l'impasse. Il paraît d'ores et déjà presque certain que des « primaires » seront organi-sées à Hyères, Fréjus, Draguignan — fief de M. Edouard Soldani, sénateur socialiste et président du du deuxième canton de Toulon conseil général - et sans doute à seul canton de la ville détenu par la De sérieuses divergences subsis-

tent également dans les cités ouvrières à forte population de la banlieue toulonnaise, telles La Seyne et La Garde. A La Seyne, le P.C., qui détient depuis toujours la mairie, réclame la majorité absolue dans le futur conseil municipal, ce qui, compte tenu des gains prévisibles de l'opposition, réduirait à la portion congrue la représentation effective du P.S. A La Garde, les socialistes, qui

ont pris une courte avance sur leurs partenaires lors des dernières élections, ne revendiquent pas la tête de liste, mais ils s'estiment toutefois en droit d'obtenir le poste de premier adjoint que le P.C. leur a jusqu'ici conséquences est celui qui se pro-longe à Toulon. La première ville du département fut déjà le théâtre en 1977 d'un « schisme » socialiste et d'un échec de la politique d'union.

Depuis les dernières élections municipales, le rapport de forces entre les deux partis de gauche s'est radicalement modifié en faveur du P.S. Lors des législatives de juin 1981, M. Guy Durbec, maire socialiste d'Ollioules, qui était slors sénateur, a ravi au maire de Toulon, M. Maurice Arreckx (P.R.) son siège de député de la troisième circonscription. Aux élections cantonales de mars 1982, les candidats socialistes ont, au premier tour de scrutin, et pour la première fois, devancé, dans toute la ville, ceux du P.C. en recul très sensible. Fort de ces résultats, le P.S. a donc proposé à ses alliés la constitution d'une liste de « rassemblement populaire - dirigée par M. Durbec et comprenant trente so-cialistes, dix-sept communistes et douze - acteurs du changement - à désigner d'un commun accord. Ré-

partition jugée « inacceptable » par le P.C. qui réclame vingt-sept sièges. Pour les communistes, en effet, la constitution de la liste doit refléter les données du suffrage universel depuis 1977 et tenir compte des efforts qu'ils ont consentis - pour l'union -. notamment en contribuant à l'élection de M. Durbec.

Et s'ils admettent que la liste soit conduite par M. Durbec, ils revendiquent la deuxième place, et, en cas de victoire, le poste de premier adjoint pour leur chef de file, Mm Daniète de March, membre du comité central du P.C.F., conseiller général

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Var : la majorité dans l'impasse

gauche - et vice-présidente de l'Assemblée des Communautés européennes. M= de March estime avoir acquis une légitimité particulière auprès de la population toulonnaise en conduisant la liste de gauche aux dernières élections municipales qui obtint 46 % des voix au deuxième tour face à M. Arreckx. Sans le dire explicitement, le P.C., serait en fait partisan d'une direction bicéphale. Les socialistes y sont résolument op-

Dans l'opposition, les négociations pour la constitution de listes d'union ont abouti à des accords conformes à

posés. Ils font remarquer qu'en

1977, alors qu'ils formulaient la

même demande, les communistes

leur avaient opposé un refus.

fait exception à la règle de l'union. A Hyères, les résultats des der-

nières consultations électorales sant savorables à l'U.D.F. qui revendique la tête de liste. Le R.P.R. qui avait perdu la mairie au profit de la gau-che en 1977, défend la candidature de M. Alain Cointat, fils de M. Michel Cointat, ancien ministre de l'agriculture.

L'U.D.F., pour sa part, a investi officiellement M. Jean-Michel Camut, délégué départemental du P.R. L'ancien secrétaire général de la mairie, M. Léopold Ritondale, qui a reçu le soutien du CNIP, a également fait acte de candidature.

A Saint-Tropez, la liste conduite part le maire sortant, M. Bernard Blua (P.R.), conseiller technique au ministère des relations extérieures. qui a reçu l'investiture de l'U.D.F. affrontera celle de M. Jean-Michel Couve (R.P.R.), conseiller sortant. M. Alain Trampoglieri, ancien jour-naliste à France-Inter et secrétaire général de l'Institut de prospective politique (fondé par M. Michel Pol'influence respective du R.P.R. et niatowski) a, par ailleurs, annoncé

son intention de prendre la tête d'une autre liste d'opposition natio de l'U.D.F. Hyères et Saint-Tropez nale intitulée · liste d'union des Tropéziens ».

> A Saint-Raphaël, enfin, la situation est confuse, tant dans la majorité que dans l'opposition. Le maire sortant, M. René-Georges Laurin, R.P.R., qui souhaite solliciter le renouvellement de son mandat, pourrait devoir affronter deux listes se réclamant de l'opposition, dont l'une conduite par M. Etienne Mattei, U.D.F., actuellement adjoint au maire. Dans la majorité, socialistes et communistes ne sont pas encore parvenus à un accord avec l'ancien maire de la commune, M. Henri Girod, M.R.G.

A Bandol, enfin, M. Arthur Paecht (P.R.), ancien député de la quatrième circonscription du Var et président départemental de l'U.D.F., tentera de prendre sa re-vanche sur M. Christian Goux (P.S.), président de la commission des finances à l'Assemblée nationale et maire sortant, qui lui avait ravi son siège de député aux élections legislatives de juin 1981.

GUY PORTE.



177

Les anciennes prostituées grenobloises n'ont pas réussi leur réinsertion

Grenoble. - Deux ans après l'arrêt de la cour d'appel de Grenoble qui condamna, en janvier 1981, neuf proxenètes « italo-grenoblois » à des peines de deux ans à dix ans d'emprisonnement et qui accorda à cinq anciennes prostituées, parties civiles, 750 000 F de dommages et intérêts, celles-ci se sont retrouvées, pour la première fois depuis le procès, à Grenoble pour demander au juge qui instruisit leur affaire, M. Paul Weisbuch, si une suite allait être enîm donnée à leur dossier. Les anciennes prostituées s'étonnent, en effet, de l'extrême lenteur avec la quelle la justice fait appliquer ses décisions,

Nadia, Bernadette, Chantal, Fabienne et Mercédes, toutes les cinq démunies et sans travail fixe depuis trente mois, demandent que leur soit enfin remis tout ou partie de ce que le tribunal leur a ac-

Selon les estimations faites par leurs avocats, elles ne pourront récupérer que 16 000 F chacune. ne dérisoire quand on sait que certaines de ces jeunes femmes rapportaient chaque année plu-sieurs centaines de milliers de francs à leurs proxénètes. Seul l'un d'eux. Dino Zaccaria, avait quelques biens, notamment une pizzéria. Son frère, qui pos-sède déjà la moitié de cet établissement, a proposé de racheter la part de Dino à condition que la pizzéria soit évaluée à 300 000 F. Aucun expert n'a pu depuis deux aus pénétrer dans l'établissement. « Que l'on transige le plus vite possible pour que nous puissions recevoir un peu d'argent et que l'on en finisse avec cette affaire », demandent les anciennes parties civiles, dont le courage, au cours du procès correctionnel, en juin 1980, avait permis de confondre une bande de proxénètes violents et cupides.

« Nous avons seulement changé d'enfer »

 Il y eut un beau jugement qui a permis de mettre sous les verrous la petite racaille qui nous exploitait. Pendant tout le procès on a beaucoup parle de nous, puis ce fut le grand stience », rappelle l'une des anciennes prostituées, qui, comme ses quatre amies, a changé de nom, de prénom, et parfois même de visaga. - Je pense qu'il vaut mieux qu'une fille réfléchisse longtemps avant de porter plainte contre son proxenète et qu'elle mesure les conséquences de ses actes. Comme nous, elle risque d'en ressortir encore plus plumée moralement et financièrement que nous ne l'étions sur le trottoir. »

La conversation des anciennes prostituées prend souvent la forme d'un réquistoire contre la justice, leurs avocats, la presse, les pouvoirs publics et même des associations charitables et d'entraide qui leur ont dispensé un secours souvent pécessaire mais rarement adapté.

Aussitôt après le procès en pre-mière instance de juin 1980, « Francoise » a longuement erré à travers la France. Paris tout d'abord, pour y subir une intervention chirurgicale an visage et notamment, pour faire disparaître le « point de tapin » que portent certaines prostituées sur l'une de leurs pommettes, ainsi que des tatouages sur le bras. - J'avais besoin de changer de peau »,

Elle sera ensuite conduite dans la région du Mans, puis à Montpellier, et enfin dans l'Ariège où elle trou-vers en octobre 1981 sa première » planque » dans une famille d'accucil. . Un havre de paix et de tranquillité. Une vie familiale. Un univers que j'ignorais jusqu'alors puisque mon seul milieu était la rue - Mais Françoise se sent vite perdue et isolée. Elle décide de revenir à Grenoble.

Aller et retour

Pour éviter un trop long séjour dans la capitale des Alpes, où, affirme la police, elle est menacée, l'association qui tente de la - gui der » dans sa réinsertion réunit des fonds pour lui offrir un séjour aux vers le Mexique, ultime - cache - où Françoise devait refaire sa vie. Mais l'argent manqua aux associations qui l'avaient prise en charge. Privée de ressources, elle = michetonna • avec des touristes pour survivre et acheter son billet de retour... pour Grenoble.

Quelques semaines plus tard, nouvelle destination : la Suisse. Nouvel 6chec. - Ma famille d'accueil était super cool », laisse échapper Francoise. Nouveau retour à Grenoble, où elle se reinstalle et décide, cette fois, de s'en sortir seule.

« Pendant près de deux ans, je suis restée à Grenoble et je ne suis pas morie . affirme crânement Françoise, qui évitait, cependant, de fréquenter les boîtes de nuit et le lieux où. autrefois, elle se prostiaide financière que les «secours» accordés par des associations -10 000 F environ en 1982, - Francoise fut de nouveau contrainte à se prostituer. . Tout ce que la police et la justice avaient réalisé n'avait servi à rien puisque, au bout du compte, aucune solution institutionnelle n'a été trouvée pour aider les prostituées qui décident de se retirer - déclare une mère de famille qui a recu dans l'Ariège et entouré Françoise pendant son séjour. L'état physique et psychologique de cette semme de vingt-cinq ans exigeait la mise en place de moyens extraordinaires. Elle n'a reçu aucune éducation, aucune instruction. Elle ne sait ni lire ni ècrire. Elle ne sait rien de ce qu'elle devrait savoir mais sait tout de ce qu'elle devrait ignorer. .

Après le procès retentissant dont elle fut l'une des - vedettes -, Francoise a tenté en vain d'apprendre un métier et de mener une vie normale. Dépendant des aides des associations, elle mène toujours une vie dif-

- On les a laissées sur le trottoir après le procès, s'indigne le magis-

De notre correspondant

trat instructeur, M. Paul Weisbuch. N'ayant pas de statut social, elles n'ont eu droit à aucune converture sociale. Pour trouver les moyens de leur réinsertion devront-elles toutes retourner au tapin? Les jeunes femmes qui sortent de la prostitution sont tellement esquintées, dés-tructurées, qu'il leur faut plusieurs années de convalescence.

α Exploitées »

- Nous avions cru, témoignentelles, que le procès allait changer notre vie. Il n'a changé que les apparences. Nous avons seulement changé d'enfer: le trottoir contre une société qui ne nous reconnaît pas le droit d'exister. Pendant ce temps, nous avons été utilisées, ma-nipulées, exploitées. On a trouvé le moyen de réaliser un film et un livre (1) sur notre vie. Nous dénoncons les opérations commerciales qui ont été faites sur notre existence. On a une nouvelle fois gagné du fric sur notre dos en nous pro-mettant faussement de nous faire

partager les bénéfices. Parmi les cinq anciennes prosti-tuées grenobloises, une seule a, apparemment, réussi à s'en sortir. - J'ai tourné la page après m'être mariée avec un ingénieur -, déclare-

« Nicole », pour sa part, a pu obtenir une place de femme de chambre dans un hôtel et un emploi de service dans un har : « Le dernier endroit où il faudrait que je me trouve. - Elle a pourtant tenté deux fois de passer l'examen de recrutement de facteur des P.T.T.

Nicole s'était prostituée pendant un an le long de la route Grenoble-Valence. Elle essaie aujourd'hui de récupérer ses enfants, mais son ancien mari a engagé contre elle une procédure de déchéance de l'autorité parentale. - On est sorti de la prostitution pour tout récupérer : l'argent que nous avaient pris les proxénètes et notre tranquillité. Au bout du compte, nous avons encore moins qu'avant. Même le droit de retrouver mes enfants m'est confis-

- Pascale .. par crainte d'éventuelles représailles du milieu, a dé-ménagé cinq fois. Il y a deux semaines, elle a reçu des memaces de mort dans un bar. - Les premiers maes condamnés il v a deux ans seront libérés l'année prochaine, explique-t-elle. Après avoir ruminé pendant plusieurs années, ils vont sortir fous de rage et nous rechercher. Ils ne nous feront pas de cadeau. Ils voudront faire un exem-

Menaces

Les anciennes prostituées constatent que leur sécurité n'est plus assurée. - Nous sommes seules dans la nature. On peut nous calibrer à tout moment ou prendre nos gosses en otage -, lance l'une d'elles, qui ajoute : - Ce que nous vivons aujourd'hui est moralement plus dur que le tapin et les coups. Nous vivons avec l'angoisse du lendemain et la peur de nous retrouver un jour face à notre ancien proxenète. -

Ces témoignages sont conformes à ce qu'on lisait dans le rapport sur la prostitution remis en décembre 1975 u président de la République par M. Guy Pinot et qui n'a trouvé au-cune suite concrète. Le magistrat soulignait notamment : - Les prostituées ne devraient pas, du seul fait de leur activité, se trouver exclues des droits [sociaux] dont bénéficie la population française. -

C'est également ce que - plaide . M. Weisbuch. Il estime que les pros-tituées qui quittent le trottoir doivent être considérées comme des femmes qui sorient d'un travail et en recherchent un autre. Elles devraient ainsi pouvoir bénéficier de la sécurité sociale et de l'aide sociale.

L'action qu'il a menée en collaboration avec la gendarmerie et la police a permis depuis quatre ans à une soixantaine de semmes d'abandonner la prostitution à Grenoble.

La lutte contre le proxenétisme menée dans l'agglomération greno-

bloise depuis 1979 a amélioré sensiblement le sort de celles qui sont toujours prostituées, même si, comme l'affirme M. Weisbuch, police et justice ne font encore que du « bricolage ». Ainsi, le climat entre la justice et les « filles » est devenu plus serein. Depuis que le parquet

ne poursuit plus les prostituées ver-balisées pour racolage, celles-ci n'hésitent plus à parler aux policiers et aux magistrats. Les rapports entre la population

et les prostituées ont d'autre part sensiblement évolué. « Depuis trois ou quatre ans, les Grenoblois ont une vision nouvelle de la prostitution et des femmes qui l'exercent, explique un policier. Ce ne sont plus des » putes », des objets de mépris. Elles se sont banalisées dans les rues de l'agglomération. Leur rôle social est même reconnu. »

Parallèlement, l'administration s'est engagée, en mai 1982, à assou-plir le régime fiscal qui leur est appliqué. Le maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, deputé (P.S.) de l'Isère, s'étonnait auprès du ministre du budget de voir les services liscaux demander aux prostituées désireuses de cesser leur activité d'acquitter des arrièrés d'impôts très lourds (2). Désormais les personnes qui se livrent à la prostitution à-vis d'un proxénète est clairement établi ne seront plus imposables au titre des bénéfices non commerciaux mais sur la base des sommes dont elles ont conservé la disposition. c'est-à-dire déduction faite de l'argent versé au proxénète. D'autre part, elles ne seront plus sujettes à la taxe professionnelle. Enfin. le ministre du budget a confirmé que les impositions à la charge des personnes qui ont entrepris une véritable réin-

sertion seront abandonnées. **CLAUDE FRANCILLON**

(1) M. Paul Lesèvre, journaliste d'Antenne 2, est l'auteur du livre les Filles de Grenoble et le scénariste du film qui parte le même titre.

(2) Il y a un an, une prostituée gre-obloise s'est vu réclamer 1 300 000 F d'arrieres d'impôts et une autre

Le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse à l'Assemblée nationale

M™ Roudy : « Un acte de justice sociale »

Vendredi 10 décembre, l'Assemblée nationale a Vendredi 10 décembre. l'Assemblée nationale à adopté en première lecture, par 325 voix (P.S. et P.C.) contre 157 (R.P.R. et U.D.F.) (1) le projet de loi organisant le remboursement des frais d'interruption voloutaire de grossesse par la sécurité sociale, l'Etat accordant à celles-ce les crédits nécessaires à cette nouvelle prise en charge (le Monde du cette nouvelle prise en charge (le Monde du 11 décembre 1982). Le texte présenté par Mª Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, n'a été modi-

fié que sur un point : sur la proposition de rappe de la commission des affaires culturelles, Ma Provost (P.S. Calvados) et du groupe come l'Assemblée a remplacé la purase suivante : les « limites fixées chaque année par la loi de finances », par une forumle plus directive : « les lois de finances fixent chaque année les dotations nécessaires à ce

Pour la troisième fois en huit aus 'Assemblée avait donc à débattre de l'interruption volontaire de grossesse; elle l'avait autorisée pour cinq ans, en décembre 1974, en votant la loi que lui présentait M= Simone Veil à qui M= Provost a tenu à rendre hommage; cinq ans plus tard elle suivait Mª Monique Pelletier en rendant définitive cette auto-

Le débat fondamental que pose la légalisation d'un acte longtemps considéré comme criminel ne pouvait être évité. M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) l'a immédiatement abordé en posant la question préala-ble dont l'adoption aurait fait re-pousser le projet de loi sans discussion. La retirant juste avant le vote, il a évité que les députés de l'opposition partisans de l'autorisation de l'avortement ne soient en difficulté. Mais il avait ainsi eu le temps de présenter son argumentation : - De la dépénalisation on est passé à la légalisation, puis de la légalisation à la banalisation, maintenant de la banalisation au remboursement; lemain une nouvelle évolution se dessinera (...) vers l'avortement obligatoire. =

Tous les parlementaires de son groupe ne partagent pas les analyses du député du Maino-et-Loire, même si certains sont plus extrêmistes que lui : - Vous marchez vers l'authanasie ., s'est exclamé M. de Bénouville (R.P.R., Paris). Quant à M. Briane (U.D.F., Aveyron), il explique : • Parce que je respecte la vie, j'ai voté la suppression de la peine de mort ; pour la méùme raison je n'ai pas voté la loi de 1974 ». A. M. Hamel (U.D.F., Rhône) qui affirme que - la vie commence avant la naissance - et que, donc, - l'avortement est un assassinat ». M. Evin (P.S., Loire-Atlantique) rég Au-delà du débat sur la vie et la mort, il y a un débat sur votre conception du rôle de la femme dans la famille et dans la société. »

- Le douloureux dossier de l'avortement » : tous les orateurs auraient pu faire leur cette formule de M. Besson (P.S., Savoie), Il l'est d'autant plus pour lui qu'il se déclare « personnellement fondamen-talement hostile à l'avortement de convenance .; mais s'il sait . plus que jamais et pour toujours qu'un enfant est une mervellle irremplaça-ble -, il ajoute : « Je ne me recon-nais ni le droit d'ignorer cette forme de détresse, ni le droit de condamner, ni même d'abandonner celles

qui croient devoir faire ce choix qui

térielles, sociales ou psychologiques dont je ne suis pas à même de juger du degré de gravité tel qu'il est vu par les intéressés.

Mme Roudy ne fait pas une analyse différent en expliquant que si, avant de proposer le remboursement de l'I.V.G., elle a lancé une grande campagne sur la contraception, c'est parce qu'une « bonne information sur la contraception est la meilleure façon de diminuer les avorteents ». Mais fait-ille remarquer, la législation actuelle ne permet pas la disparition des avortements clandestins et des « trafics financiers » qui y sont liés. Le remboursement de l'LV.G. est donc, pour elle, un acte de *- justice sociale* ». D'autant que le rapport de Mme Provost montre qu'il existe « de très nettes inégalités dans l'information des femmes sur les méthodes contraceptives ». Cet argument a été repris par Mme Jacquaint (P.C., Seine-Saint-Denis) : • Le choix de l'avortement qui a été rendu possible par le mouvement populaire reste théo-rique s'il n'est pas donné les moyens d'appliquer la lol », a-t-elle dit. Muis toutes les femmes qui ont pris in parole ont partagé sa remarque : • Même légal, l'avortement est un acte grave qui n'est jamais décidé de gaité de cœur. »

La clause de conscience

Faut-il opposer, comme les orateurs de l'opposition, la politique familiale et l'acceptation de l'I.V.G. ? M= Roudy ne le pense pes, affirmant que = jamais aucun gouvernement n'a fait autant en si peu de temps pour les familles ». De plus, Mas Provost a montré que la caisse avant l'autorisation des méthodes contraceptives modernes et que l taux de natalité a recommencé de croftre depuis 1975.

Fallait-il pour autant rembourses l'avortement ? MM. de Benouville, Briane et Foyer (il parle à ce sujet de « tyranie ») ne peuvent accepter que la participation au financement de l'I.V.G. soit imposée à ceux qui continuent à penser que c'est un « crime ». Ils out demandé que les contribuables puissent, en l'occur-rence, faire jouer la « clause de conscience .. M. Toubon (R.P.R., Paris), qui parle au nom de son groupe, n'a pas remis en cause l'autorisation de l'I.V.G. Mais il affirme que la mesure proposée par Mª Roudy n'est pas bonne « si l'on

se fonde sur des considérations ma- veut venir en aide aux femmes qui en ont reellement besoin ». Il ausuit préféré que soient étendues les possibilités d'intervention de l'aide so-ciale qui, déjà dans certains ess peut prendre en charge le coût de

VÉDECINE

unitement génétique

gla patients attaints a

Hardicam, no . . apatite de

Personal Property

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Mary of the second second with

district of the same

and protein the state of the state of

Appropriate the second second SPANISH - See a comme more for

20 20 70 742

11 Mars 50 -- 18 WWW

一点はは特殊

na jaka dan dan da

A THE PARTY OF THE

1.1 1.1 (A) (基) (基)

STANSON, N

The State of the last

LES SOUTHER &

LE

TARGET SEC

in dance de Paris

Sie deren der beit steel

Michement du baren Er

13 secondres in wheth

to been wer was a sold-drain.

liberta, in Burne Edmand

La . Sic a George

The second secon

Alexandra tomont amiliar

The Control of the Sale

The section of the section of

THE WALL WALL MA

Contract contract which the

the me the end store for

Street Street wind in sections &

The same of the sa

A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

The same of the day of the

The later is a second

Manten de British

State Process A Section Section 1

the Ordered to the sections

1

Marian Er of wat 1 mg

the many that proper !

Section of the section

The Best of State of

tag

the same of

-

A Prince of the second second

Not the last

Ben Stranger

Regulation Property and the second

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The same of the sa

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

Special Section of the Section of th

and and an area of the

The state of the s

Strain St

tea.per 1 Transport 3

total the state of

The fact with the

State de :

ISTICE

freezis de fotermen a

gegende i i i en 191 **et 24. 🖎 🖎**

الله المتحدد ا

benditude grant

M= Provost estime cette solution insuffisante, les conditions d'inter-vention de l'aide sociale variant d'un vennon de l'aude sociale variant d'in département à l'autre et ne préser-vant pas l'anonymet des femmes (pour que celui-ci soit parfaitement respecté, elle souhaite que PLV.G. soit assimilée dans la codification Sécurité sociale à d'autres interventions chirurgicales). Pour conclure M. Toubon se plaint que le rembour sement de l'avortement soit présenté comme « une victolre politique », partageant en cela l'opinion de l'élu socialiste de Savoie, M. Besson, qui déclare : « Le remboursement proposé ne vient pas consacrer une vic-toire idéologique. » Il peuse; il est vrai, que c'est - une avancée sociale - alors que M= Jacquaint parle de « victoire de la gauche ».

Victoire ou non, elle fut obtenue sans que l'hémicycle ne résonne des grands éclats qui avaient accempa-gné l'adoption de la loi présentée par M= Pelletier ni la passion qui avait présidé au vote de la loi de M= Veil. Si l'avortement n'est pas un acte benal - comment le pourrale-il ? -il est donc entré dans les mœnrs.

THIERRY BRÉHIER.

(1) M. Stirn (U.D.F.-Calvador), ab-sent vendredi de l'Assemblée, ce samedi 11, fait rectifier son vote emegiate à tort comme étant défavorable au sem-boursement de PLV.G. Il a dozc voté pour le projet de loi déposé par le gou-

SPORTS

LES STATIONS DE LA TAREN-TAISE SONT CANDIDATES A L'ORGANISATION DES JEUX D'HIVER DE 1992.

(De notre envoyé spécial.) Val-d'Isère. - M. Michel Barnier. député (R.P.R.) et président du consoil général de la Savoie, a annoncé officiellement, vendredi 10 décembre, à l'occasion du Critérium de la première neige à Val-d'Isère, la candidature d'Albertville et des vingt stations de la Tarentaise à l'organisation des Jeux d'hiver en 1992, année du centenaire de la ré-

novation des Jeux olympiques par

Pierre de Coubertin. Paris, de son

côté, pourrait postuler l'organisation

des Jeux d'été de cette même année. La candidature d'Albertville a le soutien de l'ancien champion olympique Jean-Claude Killy et sera en premier lieu soumise au Comité na tional olympique (C.N.O.S.F.) - qui est saisi, d'autre part, d'une proposi-tion identique des stations des Alpes-Maritimes, soutenue par l'ancienne championne Marielle Goitschel - avant d'être soumise au-Comité international olympique, qui tranchera. • La Tarenualse a une image de sports d'hiver qui n'est pas celle des Alpes-Maritimes ., a noté M. Barnier, en soulignant les faci-lités d'accès aérien et ferroviaire. qui seront encore améliorées par le

prolongement des autoroutes al-FOOTBALL - Paris-Saint-Ger main rencontrera l'équipe de Wa-terschei, leader du championnat de Belgique, en quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe. La première rencontre aura lieu au Parc des Princes le 2 mars 1983 et le match resour le 16 mars. Dans cette epreuve, les trois autres matches opposeront Vienne (Autriche) à Barcelone, l'Inter de Milan au Real Madrid et le Bayern de Munich à Aberdeen Le tirage au sort de la Coupe des clubs champions a désigné les rencontres suivantes: Lodz-Liverpool, Aston Villa-Juvenius de Turin, Dynamo de Kier-Hambourg et Sporting du Portugal-Real Sociedad de San-

Sebastian. SKI ALPIN. - L'Américaine Tamara McKinney a remporté son premier slalom de Coupe du monde, le 10 décembre à Limone Plemonte (Italie), devant Erika Hess (Suisse) et Hanni Wenzel (Liechtenstein). ...

and the second of the second of

Faits et iugements

 M. Serge Bocquet, P.D.-G. de la société Art et glace, spécialisée dans la construction de patinoires, a été condamné, vendredi 10 décembre par le tribunal de commerce de Grenoble à - supporter le passif de cette société mise en liquidation de biens en octobre 1979, jusqu'à concurrence de 1 million de francs. Le tribunal a relevé des - fautes de gestion - et une comptabilité - em-brouillée -. Des opérations ont été réalisées • plus souvent au profit des actionnaires que de la société ». Une information judiciaire a été ou-verte en 1979 après une plainte contre X... déposée par la municipalité de Belfort à la suite d'un rapport de l'administration fiscale sur les pratiques commerciales de la société. M. Bocquet est une personna-lité influente dans les milieux sportifs puisqu'il est vice-président de la Fédération française des sports de glace, président du club des sports de glace et vice-président de l'office municipal des sports de Grenoble.

 Des - squatters - poursuivis. -M. Jean-Louis Debré, juge d'instruction à Paris, a inculpé, le 10 décembre, de violation de domicile et de dégradation de biens immobiliers d'autrui six jeunes gens interpellés le matin même alors qu'ils changeaient les serrures d'un pavillon situé 67, rue Petit à Paris-19c, où ils s'étaient installés en y apportant des meubles, après avoir déjà été expulsés le 22 novembre d'un autre immeuble - squatté - du dixneuvième, 10, rue Léon-Giraud. Trois ont été placés sous mandat de dépôt : Christine Abboud, vingt ans, Laurent Guilloteau, vingt et un ans. et Gilles Klein, dix-huit ans, tous étudiants. Les trois autres ont été laissés en liberté. Il s'agit de Frédérique Grout, vingt-deux ans, sans profession, Daniel Moumen, vingtneuf ans, étudiant, et Fabrice Baurain, dix-neuf ans.

· L'affaire de Saint-Etienne. Comme nous l'indiquions dans nos dernières éditions, MM. Michel Durefour, ancien ministre (U.D.F.) et ancien maire de Saint-Etienne, et Lucien Neuwirth, président (R.P.R.) du conseil général de la Loire, ont reversé sur leurs fonds personnels à l'Association sportive de Saint-Etienne, vendredi 10 décembre, les sommes respectives de 90 000 F et de 50 000 F que Roger Rocher avait prélevées dans la - caisse noire - du club pour financer leurs comités de soutien avant les élections (le Monde du 26 août).

SCIENCES

LA FIN DU PLUS LONG **VOL HABITE** DANS L'ESPACE

Moscou (A.F.P., U.P.L.). - Les cosmonantes soviétiques Anatoli Berezoroy et Valentia Lebedev ont retrouvé la Terre comme prévu ven-dredi 10 décembre : ils out atterri sur les plaines emelgées du Ka-zakhstan à 20 h 3, heure de Paris. Ils étaient partis le 13 mai à 11 h 58 (heure de Paris) : leur mission a donc duré deux ceut onze jours huit beures et cinq miantes et a largement dépassé le précédent record de cent quatre-ringt-cinq jours dans l'espace établi en 1980 le Monde du 11 décembre).

Pour la première fols, dans une équipe entièrement soriétique, le retour a été annoucé vingt-quaire heures à l'avance : seule manquait

Phenre exacte. Le deux cosmonantes semblaient, selon les sources soviéti-ques, en bonne santé, mals après un si long temps passé en apesanteur, il est probable qu'ils ne pourront pas marcher avant quelques jours.

RELIGION

 Mgr Marcel Lefevre, supérieur du séminaire d'Ecône (Suisse), a été reçu, jeudi 9 décembre, au Varican par le cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi et, le lendemain, « à titre purement amical », par le cardinal Silvio Oddi, préfet de la congréga-tion du clergé. Mgr Lefevre ne sera pas recu par le pape, ce qui est d'an-tant moins surprenant que son futur successeur, l'abbé Franz Schmidberger, a tenu tout récemment sur Jean-Paul II des propos désobligeants, à propos, par exemple, de son « faux œcuménisme », dans le bi-mensuel Monde et Vie du 3 dé-

 Le Père François Coudreau, sulpicien, ancien directeur de la for-mation de théologiens laïcs à l'Institut catholique de Paris, a été nommé par le Conseil permanent de l'épis-copat, aumônier général de la paroisse universitaire, où il est chargé plus spécialement des professeurs de l'enseignement supérieur.

Les abbés Charles Chauvin et Eugène Colin, aumôniers attachés à l'enseignement supérieur et à l'enseignement technique, ont quitté la paroisse universitaire depuis la ren-

RÉVISER OU APPROFONDIR Math - Physique - Français Langues 2º 1º AB/S TERM ABCD U.P.A. SARI

aura 17 hā 19 hai 22 an 21 dic 起 9 bā 江 b inscription ouverte: 58, av. d'Iéna - 75116 PARIS Tél: 720-44-38 - 720-36-80 The second secon

Un « traitement génétique » est expérimenté avec succès sur des patients atteints de maladies sanguines héréditaires

Un médicament capable de modifier le mode de fonctionnement du Un médicament capable de modifier le mode de fonctionnement du patrimoine béréditaire (génome) humain, a été expérimenté avec succès sur plusieurs patients américains atteints de maladies sanguines béréditaires. Ces résultats constituent une première mondiale. Annoncés il y a quelques jours à Washington, lors d'un congrès international d'hématologie, ils sont détaillés et commentés dans le dernier numéro du New England Journal of Medicine. Bien que l'on soit encore dans ce domaine aux tout premièrs stades expérimentaux, ces résultats ouvrent des perspectives thérapentiques nouvelles et originales liées à la possibilité d'une réactivation » des zones non fonctionnelles du génome humain.

Les maladies sanguines hérédiraires font actuellement l'objet de nombreux travaux originatix. « L'affaire Cline », qui avait, il y a deux dans la communauté scientifique internationale avait aussi pour origina une tentative de « traitement génétique » d'une affection sangaine héréditaire. Le professeur Martin Cline (université de Los Angeles) se proposuit alors, chez deux malades, de faire produire de l'hémoglobine normale par des cellules de la moeile osseuse dont il avait.in vitro modifié le patrimoine génétique. Ce fut un coup de poker isolé et, en définitive, sans

Les travaux aujourd'hui présentés sont d'une nature totalement différente. Ils reposent sur une caractéristique structurale connue. Dans les cellules, les gènes qui « s'expriment a sont, en règle générale, fai-blement méthylés (1). L'objectif était de parvenir à rendre fonctionnelles à faire s'exprimer - des zones « muettes » du génome : celles qui dirigent la synthèse d'hémoglobine

Différentes équipes (du Johns Hopkins Hospital de Baltimore, du National Institute of Health et du Collège of Medicine de l'université de l'Illinois) ont alors décidé d'utiliser une substance (la 5 - Azacytidine) inhibitrice de la méthylation, utilisée, d'autre part, comme médicament anzi-cancéreux. Après l'obtention de résultats positifs chez les babouins (2), plusieurs malades volontaires ont recu, dans le cadre d'un protocole expérimental, des cures succes sives du produit.

Il s'agissait de personnes atteintes de drépanocytose ou d'une forme de thalassémie, deux maiadies sanguines héréditaires. En dépit des progrès thérapeuriques, ces deux affec-

Les résultats furent spectaculaires : multiplication du nombre des globules rouges contenant de l'hé-moglobine fostale, augmentation dans ces cellules de la concentration en hémoglobine. En d'autres termes, après traitement ces malades avaient accru leur capacité à transporter

Le faible nombre des malades concernés et le peu de recul dont on dispose contraignent à modérer l'enthousissme. Trois questions doivent en particulier être posées. Quels seront les effets à moyen ou long terme sur le génome humain d'une substance aussi active? Ne risque-t-on pas de « réveiller » d'autres zones jusqu'alors ráprimées et « muettes » ? N'ý a-t-il pas un risque maieur de mutagenèse à utiliser une substance anti-cancéreuse dans

Il importe pourtant de souligner on disposerait pour la première fois d'un traitement étiologique de différentes affections sanguines héréditaires qui concernent à travers le monde plusieurs cantaines de millions de personnes. Ce « modèle thérepeutique » pourrait, d'autre part, être proposé dans d'autres affections

(1) Les radicaux méthyles sont faits

tions compromettent chez les patients qui en sont atteints les chances de survie.

l'oxygène par voie sanguine. une affection chronique héréditaire ?

héréditaires.

JEAN-YVES NAU.

d'un atome de carbone et de trois atomes d'hydrogène. (2). Ces traveux ont été publiés dans

La dégradation de l'environnement dans le tiers-monde rend illusoire tout progrès sanitaire

(Suite de la première page.)

Le désert et le déboisement progressent, alvéole par alvéole, vers le nord, où ils affectent 100 000 hectares de terres par an, et vers le sud, surtout dans le Sahel, mais aussi jusqu'en zone équatoriale.

Or la population africaine, actuel-lement proche des 450 millions d'habitants, dépassera les 800 millions à la fin du siècle, faisant supporter une pression accrue à des terres appauvries, augmentant une dépendance alimentaire déjà considérable aujourd'hui

La première des raisons de la désertification est à chercher, précisément du côté de la pression démographique : les communautés humaines sont plus nombreuses, du fait de la baisse, pourtant discrète, de la mortalité; le cheptel a crû, en raison d'actions vétérinaires souvent efficaces, d'où un surpâturage généralisé. En outre, l'introduction de « cultures de rente » destinées à l'exportation (coton, tabac, riz, arachide), s'est faite aux dépens des cultures vivrières ; une politique parfois irréfléchie de forages a sédentarisé de nombreux nomades autour de points d'eau, zones où les terres se sont trouvées surexploitées. Le bouleversement, la monétarisation des rapports sociaux, enfin, ont porté atteinte aux antiques traditions de préservation de l'environnement, au respect des jachères, à la maîtrise empirique des feux de brousse. Des phénomènes analogues ont en lieu en Amérique latine, où des zones entières ont été abandonnées, et en Asie, dans une moindre mesure, car d'anciennes traditions rizicoles y ont maintenu les pratiques d'irrigation protectrices des

La mort quotidienne de 40 000 enfants

La désertification trouve une traduction très directe dans la dégradation de la situation nutritionnelle. les Frocredings of National Academy Au total, la malautrition frappe of Sciences (vol. 79, page 4 528. 1982). dans le monde quelque 450 millions

d'individus : elle a tué, pour la seule cune installation sanitaire, même année 1979, 50 millions d'êtres hu- rudimentaire (2). mains. Elle emporte chaque jour, estime l'UNICEF, environ 40 000 enfants.

La malnutrition frappe préférentiellement les pays dits « les moins avancés », situés majoritairement en Afrique sabélienne, dans lesquels le déficit nutritionnel est tel que ceuxci, ont dû, en vingt ans, quintupler le volume de leurs importations alimentaires. Selon le Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies, pour la seule Afrique noire - le nombre des affamés et des mainutris va probablement doubler d'ici à

Tout autant que par son aspect quantitatif, la malnutrition frappe les enfants surtout - par les désordres qualitatifs qu'elle provoque. Le manque de protéines, de vitamines, de sels minéraux, se combine pour altérer les capacités de résistance aux infections (parasitaires, virales et microbiennes), et d'une manière générale, aux agressions du milieu. Ainsi, le risque de létalité de la rougeole, chez un enfant mal nourri, atteint 50 %. En ce sens, la régression de l'allaitement maternel dans le tiers-monde a notablement aggravé les conséquences de la mainutrition.

L'eau et les maladies

Les problèmes nutritionnels ne sont évidemment pas seuls en cause dans les intrications entre environnement et santé : la pollution ou la pénurie d'eau jouent ici un rôle déterminant. Les maladies directement ou indirectement véhiculées en milieu hydrique ainsi que celles que provoquent l'absence ou l'inadaptation de systèmes d'assainissement et d'évacuation des déchets représentent à elles seules quelque 80 % de l'ensemble de la pathologie du tiersmonde. Dans les pays en voie de développement, en effet, environ trois personnes sur cinq, c'est-à-dire 1,3 milliard d'eures humains, ne disposent d'aucun accès à l'eau potable. 1.7 millard ne bénéficient d'au-

D'ailleurs, il faut convenir que

l'enquête n'a permis de découvrir

qu'une toute petite partie de la vé-rité. Les accusés se sont défendus

pied à pied, ne reconnaissant finale-

ment que ce qui était devenu évi-

dent. La presque totalité d'entre eux

ont nié en bloc pendant plus de deux ans. Aujourd'hui, l'accusation

a rassemblé une série d'indices

graves, précis et concordants, aux-

quels les accusés ont opposé des ex-

plications quelquefois peu convain-cantes. Ces charges seront-elles

suffisantes? Tout est affaire d'ap-

MICHEL BOLE-RICHARD.

De tout temps, les hommes ont l'eau, élément essentiel du pouvoir. Son role dans la pathologie, cepen-dant, était souvent mal identifié par les sociétés traditionnelles. Pourtant, il est possible de distinguer plusieurs types de maladies dans lesquelles

l'eau joue un rôle central : Maladies directement véhiculées par l'eau : typhoïde, cholèra, dysenteries bactériennes ou parasitaires, gastroentérites, hépatite infectieuse, poliomyélite. Les mala-dies diarrhéiques à elles seules provoquent, estime-t-on, 25 millions de morts chaque année.

· Maladies dues à un · hôte intermédiaire ., généralement un mollusque, vivant dans l'eau. La plus importante est la bilharziose, qui frappe 200 millions de personnes dans le monde, provoquant un affai-

blissement général de l'organisme. · Maladies dues à une hygiène défectueuse provoquée par le man-que d'eau : gale, lèpre, conjonctivites, trachome, typhus, diverses affections intestinales, ascaridioses, ankylostomiases, etc. Le trachome, première cause mondiale - et évitable - de cécité, affecte à lui seul 500 millions de personnes.

 Maladies dues à des insectes · vecteurs > exigeant un milieu aquatique : paludisme (850 millions de personnes vivent aujourd'hui en zones impaludées), fièvre jaune, diverses filarioses dont l'onchocercose, maladie du sommeil, etc.

D'une manière générale, on estime que la quantité quotidienne minimale d'eau nécessaire pour couvrir les besoins essentiels est de 5 litres par personne. Dans les villes européennes ou nord-américaines. l'usage domestique atteint 100 à 270 litres par jour.

Enfin, l'eau reste l'agent de catastrophes redoutées dans les immenses zones inondables du tiers-monde. singulièrement en Amérique latine et surtout en Asie, mais même dans les parties désertiques de l'Afrique. les pluies surviennent brutalement, érodant des sols déjà fragilisés. La saison des pluies poie les rares canalisations, mêlant les eaux usées à celles des puits ou des forages : le système d'égouts de Caicutta, estime le PNUE, a été conçu pour un cinquième seulement de la population actuelle de la ville.

C'est pour provoquer une prise de conscience mondiale sur ce sujet que plusieurs institutions des Nations unies, dont l'Organisation mondiale de la santé, ont déclaré la décennie 1980-1990 Décennie de l'eau les objecrifs en sont de fournir en eau potable et en conditions d'assainissement suffisantes l'ensemble des babitants de la planète (le Monde du 11 novembre 1980).

Les déracinés des bidonvilles

La dégradation de l'environnement dans le tiers-monde est, bien entendu, intimement liée à la dissociation des sociétés rurales, dissociation dont l'exode vers les villes est à la fois un signe et un facteur. De toutes les cités du tiers-monde, ce sont celles de l'Afrique noire qui, estiment les Nations unies, croissent le plus vite, souvent à un rythme de 6 % à 7 % par an : à l'intérieur de ces villes, la population des bidonvilles augmente, elle, souvent... deux

fois plus vite encore, les exemples les plus frappants étant à chercher à Lagos, à Abidjan, à Kinshasa, à Nouakchott, etc. La situation sanicherché à s'assurer la gestion de taire de ces déracinés est souvent plus dramatique encore que celle qu'ils ont quittée : rapidement prisonniers de nouveaux modèles de consommation mais peu intégrés à

l'économie marchande, ils ne bénéficient guère des structures sanitaires dont ils se sont géographiquemen-trapprochés mais dont l'accès reste, le plus souvent, commandé par l'ar-

D'une manière générale, a conclu à Tunis le professeur Jean Benoist (université d'Aix-Marseille), · l'écologie médicale nous enseign que les populations connaissent de longues périodes de stabilité dans leurs relations avec les agents pathogènes ». Ainsi s'établit un équilibre que la rapidité du changement socio-économique vient perturber : · Lors de ruptures radicales entre une communauté humaine et son environnement (migrations, changements techniques majeurs, bouleversements des conduites culturelles et religieuses), c'est sur cet équilibre que va se traduire la ten-

sion : des barrières traditionnelles contre l'infection, des modes anciens de connaissance des ressources du milieu s'effondrent », sans trouver, dans un premier temps, aucune compensation réelle. La rapidité du changement rend

vulnérable à toutes les agressions : cette notion devrait provoquer l'infléchissement de certains programmes de développement dont le rence trop fréquente qu'ont manifestée leurs auteurs à l'égard de la variable sanitaire. Ainsi bon nombre de grands barrages sont-ils prévus, ou même en construction, comme nombre de projets agricoles ou industriels, qui n'ont que trop timidement, voire nullement, intégré une composante sanitaire. Les leçons d'un passé récent montrent pourtant que les travaux d'irrigation font, par exemple, considérablement progresser la bilharziose, et que l'onchocercose, le paludisme, la maladie du

nipulation de l'eau. En réalité, c'est d'entrée de jeu que la variable sanitaire doit être perçue comme un pan essentiel du développement (3). La perception claire de cette notion permettrait de rendre à ceux qui l'ont perdue une partie, au moins, de la gestion de leur environnement

sommeil, sont sensibles il toute ma-

CLAIRE BRISSET.

2) La Chine populaire est exclue de

 Dans un rapport de 1980, la Ban-que mondiale estimait que la maladie interrompt. à elle seule, les activités des habitants du tiers-monde pendant un dixième de leur vie (le Monde du

AVIS

Ouverture d'un consulat bonoraire de la Jamaïque à Paris

Le gouvernement de la Jamaïque a le plaisir d'annoncer qu'il a confié à M. Albert Bickel, 60, avenue Foch, 75116 Paris, tél. : 500-62-25, la fonction de consul honoraire de la Jamaique à Paris. Tout renseignement pourra être obtenu en téléphonant au numéro ci-dessus mentionné.

JUSTICE

LE PROCES DES « GEOLIERS » DU BARON EMPAIN

La troupe et l'arrière-troupe

La cour d'assises de Paris a achevé, le 10 décembre, l'examen cas par cas des respon-sabilités de chacun des huit accusés dans l'affaire de l'enlèvement du baron Empain. Lusdi après-midi 13 décembre, la victime racontera ce que furent ses soixante-trois jours de sé-

A l'évidence, le baron Edouard-

Jean Empain saura gré à Georges

Bertoncini, le « titi marseillais »,

d'avoir considérablement amélioré

ses conditions de détention. « Le ba-

ron, c'est quelqu'un », raconte ce

trafiquant de voitures volées, sa-

chant à peine lire et écrire, qui expli-

que : - Ce que j'ai fait, c'est pour le

cœur. Je ne suis pas une bête. J'ai connu ce que c'était que la misère et

la souffrance. J'ai tout fait pour

que le baron soit traité humaine-

ment dans ma maison. J'ai dit à ma

femme de lui faire la cuisine. Je lui

ai offert du whisky, du Ricard, je

lui ai parlé pour qu'il soit bien,

pour qu'il ne se sente pas comme

une bête. On a parié de ses enfants.

Je lui ai demandé si c'était vrai

qu'on lui avait coupé le doigt, n'est-ce pas M. le baron? - Edonard-

Jean Empain opine de la tête. • De

le voir comme ça, ça me touchait. Tout ce qui était possible de le

faire, je l'ai fait. Et ce que j'ai fait,

je l'ai fait par moi-même pour le sentiment du cœur. Une personne, il faut la respecter. J'ai toujours res-

pecté les gens. Ce que j'ai fait pour le baron: j'en suis fier! »

intimes, explique que c'est » par ac-cident » que le baron a été séquestré

chez lui, dans son pavillon de

Savigny-sur-Orge (Essonne). Son

ami Jean Brunet - qui sera tué lors d'un hold-up en décembre 1978, à

Créteil - lui avait demandé d'entre-

poser - certaines marchandises -. Il

avait une dette envers lui. il a ac-

cepté, et le soir, en rentrant, il a dé-

couvert de quel - colis » il s'agissait.

Je ne pouvais pas faire autrement. C'était prévu pour huit jours et ça a duré trois semaines. Vous savez, dit-

il candide au président, ces

personnages-là, ce sont des gens qui ne rigolaient pas. Si vous leur ré-

pondiez de travers, il risquait de

vous arriver malheur. - Alors, il 2

hébergé » le baron Empain jusqu'à

sa libération. Il lui a même offert le

champagne le jour où la rançon de-

Georges Bertoncini, Jo pour les

questration. Le témoignage de cet homme, aujourd'hui âgé de quarante-cinq ans, pour qui son rapt fut aussi l'amorce de sa chute au sein de son groupe industriel et la cause d'une profonde mutation, sera capital. Comment cet hé-

ritier d'un empire prestigieux, aujourd'hui déchu, qui assiste à toutes les audiences, a-t-il pris les explications et les justifications des accusés, qui, tant bien que mal, ont tenté de minimiser leur rôle ?

d'établir que la pavillon n'a pas été loué pour la circonstance et que si le baron Empain a été amené dans ce lieu, c'est parce que ses geôliers avaient commis une erreur grave. Dans le précédent local, qui n'a pas été identifié, ses gardiens lui avaient donné à manger des gâteaux - qu'il n'a d'ailleurs pas touchés, — enve-loppés dans un emballage où figu-raient le nom et l'adresse de la pâtis-

Cependant, l'enquête a permis

serie. Le sequestré a donc dû être déménagé précipitemment. Georges Bertoncini n'en dira pas plus. Il n'aura été que contraint et forcé de participer à la séquestration pour laquelle on lui a vaguement promis - un cadeau - de 50 000 F. Les scules personnes qu'il a vues sont Jean Brunet et Daniel Duchateau, aujourd'hui décédés, et un certain Georges, qui n'a jamais été identifié. Il proteste de sa bonne foi et clame: - On veut à tout prix me faire porter le chapeau dans une af-faire où j'al juste mis le bout du doigt de pied. » (sic)

Son épouse, Marie-Annick Le Gayan, également inculpée, se serait contemée de faire la cuisine. Elle n'est jamais descendue à la cave où était séquestré le baron. Il semble bien qu'elle a été mise devant le fait accompli. D'ailleurs, le président, M. Versini, clément, l'a reconnu: « Vous êtes dans le box parce que votre mari vous y a

Marie-Annick Le Gayan, son frère Marc et Robert Matheron, ces trois accusés font partie, si l'on peut dire, de l'arrière-troupe. Robert Matheron n'est poursuivi que pour recel de malfaiteurs parce qu'il a aide son ami Georges Bertoncini et Marie-Annick Le Gayan à fuir en Italie. Quant à Marc Le Gayan, il a rendu plusieurs services à son beau-frère Bertoncini à l'époque de la séquestration du baron Empain, mais il n'a jamais été établi qu'il ait eu connaissance de la présence de l'industriel à cun élément n'atteste objectivement Savigny-sur-Orge. Il a cependant la participation active de François.

beaucoup varié dans ses déclarations. C'est sans doute pourquoi il est poursuivi pour complicité de séquestration.

Les deux frères

Comme Bernard Guillon et François Caillol, il plaide non coupable. Mais, à l'inverse de ses deux coaccusés, il n'a pas tenté de prendre la fuite. Bernard Guillon explique, lui, qu'il a pris peur quand il a su que son ami Alain Caillol était arrêté. La police retrouvera cependant dans sa voiture des prospectus sur les tentes (le baron était emprisonne sous une tente) et un chargeur courbe de pistolet mitrailleur similaire à celui qui a été retrouvé après l'échange de coups de feu sur l'autoroute du Sud. Un chargeur sur le-quel aucune empreinte digitale n'a été relevée, comme le fera remarquer Mª Charles Robaglia, et dont Bernard Guillon n'explique pas la présence. Appartenait-il à François Caillol, son compagnon de fuite? Ce dernier le nie, comme il justifie maladroitement ses nombreux déplacements à Paris avant et après le rapt, alors qu'il était interdit de séjour dans la capitale.

Plus grave encore, l'accusation a établi que François Caillol avait rendez-vous, le 24 mars 1978, à la porte d'Orléans pour prendre un paquet que devait lui remettre son frère Alain. Etait-ce la rançon? Enfin, les deux premiers coups de téléphone passés par Alain Caillol de la brigade criminelle après son arresta-tion pour tenter de faire libérer le , baron furent pour son frère François et pour Bernard Guillon. Est-ce à dire qu'ils avaient le pouvoir de rendre la liberté à Edouard-Jean Empain? C'est en tout cas un argument de l'accusation, qui considère que les deux frères Caillol sont des maillons importants de cette affaire, sinon les chefs de troupe, même si au-



40, Av. George V. Paris 8e

14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M= Legrégeois. - Hôtel de Lauzun >, 14 h 45, mêtro Pont-Marie, M= Oswald. « La Monnaie de Paris », 15 heares 11, quai Conti, Mª Garnier-Ahlberg.

- Ecole des beaux-arts >, 15 heures, quai Malaquais, M™ Vermeersch.
- Littérateurs et comédiens au café Procope >, 16 heures, 13, rue de l'Ancienne-Comédie, M™ Pennec (Caisse nationale des monuments histo-

« De Carthage à Kairouan », 15 beures, Petit Palais (Approche de l'art).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Arts et ités de Paris).

- Musée Carnavalet -, 15 heures, 23, rue de Sévigné, M= Ferrand. - Cristallerie de Baccarat .. 15 heures, 30 bis, rue de Paradis, M. Jaslet.

de

110

U

Le Pont-Neuf et le place Dauphine autrefois . 14 h 30, angle place Saint-Michel et quai des Grands-Angustins (Paris autrefois).

« L'Egypte : l'enceinte sacrée de Karnak », 14 h 30, 80, rue Taithout, « Le Nouveau Drouot », 15 heures, 13, rue de la Grange Batelière, « Hôtels, églises, ruelles du Marais », 14 h 30, mêtro Saint-Paul, (Résurrection du

Passé). - Vieilles rues et maisons de Paris 14 h 30, méuro Etienne-Marcel, (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES-

MARDI 14 DÉCEMBRE

14 h 30 : 80, rue Taitbout, M™ Anbert : « L'enceime sacrée de Karnak » (Paris et son histoire).

16 heures : 217, bonlevard Saint-Germain, MM. Dedeyan, Clodon, Fa-vreau Colombier : « Goethe toujours vi-

17 h 30 : 4, piace du Louvre, comte Ghislain de Diesbach : « Ferdinand Bac, un témoin du Seconde Empire » (Aca-18 h 30 et 21 houres : 28, avenue George V : « Le Québec en liberté ».

17 h 30 : 270, rue Saint-Martin, M. M. Cazin : « Du four de Vancans 19 h 45 : 12, rue Vivienne,

M. J. Breyer: • Entretien avec Jacques Breyer • (Ergonia). 18 h 30 : 9 bis, avenue d'léna, M. R. Barre : « Perte et reconquête des

19 heures : 60, boulevard de Latour-Maubourg : « L'être et le devenir » (Université holistique).

19 h 30 : 26, rue Bergère, M= A. de corps humain » (L'homme et la

20 h 30 : 21, rue du Château-d'Ean : La parapsychologie ».

0 h 30 : 6, ave 20 h 45 : Café-Théatre de la M.J.C. place Parmentier, Neuilly, M. G. Bortoli: - Journalisme et droits de

21 houres: 36, rue Jacob, M. G. Fianbert : « Médecine et tradition chinoises. L'actualité de l'acupuncture » (La Tisa-nière, Andrée Gautier).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publice au Journal officiel du samedi 11 décembre :

UN DÉCRET

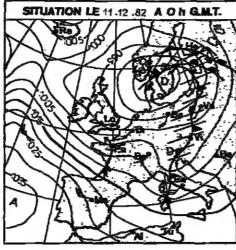
· Fixant les statuts types des associations spécialisées de médecine du travail en agriculture.

UN ARRÈTÉ

· Autorisant l'émission d'un emprunt par la Société nationale des chemins de fer français.

UNE LISTE

PARIS EN VISITES - | MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 décembre à 0 heure et le dimanche 12 décembre à

La profonde dépression qui sera cen-trée la muir prochaine à l'ouest de l'Ir-lande commandera le passage d'une per-turbation. Celle-ci circulera rapidement sur la moitié sud du pays où elle sera suivie d'air froid, instable. Plus au nord, elle passera lentement sous forme oc-

Dimanche, du nord de la Seine au nord-est, le temps restera très nuageux avec des chutes de pluie et neige mélées, de la neige à partir de 300 mètres. Sur l'extrême ouest du pays, le temps sera instable des le matin, avec quelques éclaicies mais surtout des averses de éclaicies mais surtout des averses de pluie ou de grêle, des orages et du vent de vord-ouest fort près des côtes et souf-fant en rafales. Sur le reste du pays, la perturbation débutera par quelques flo-cons de neige jusqu'en plaine. Puis elle donnera des pluies abondantes, en parti-culier au sud de la Loire, de la neige en montagne. Elle sera suivie du temps très instable avec averses, orages et rafales de vent, les averses tombant sous forme de neige à partir de 300 à 500 mêtres sur les Alpes et le Mastif Central, 800 mêtres sur les Pyrénées.

de - 1 à - 3° du nord-est au nord des Alpes, 3° sur la Bretagne, 5 à 7° ailleurs du nord au sud. En cours de journée sera ressenti un refroidissement, et, dans l'après-midi, les températures ne dépasseront guère 4º au nord de la Loire. 8º au

BREF -

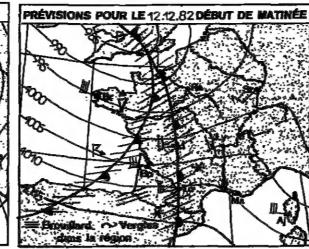
ANIMAUX

LE NOEL DES'BÊTES ABANDON-NÉES. - Le dimanche 12 décembre (de 11 à 20 heures), le Parc des expositions de Paris deviendra, pour une journée exception nelle, « la pius grand refuge de France s. En effet, comme chaque ée. Assistance aux animaux e la S.P.A. y organisent le désormais traditionnel « Noël des bêtes abandonnées ». Plus de cinq cents chiens et chats sans maîtres seront proposés à l'adoption.

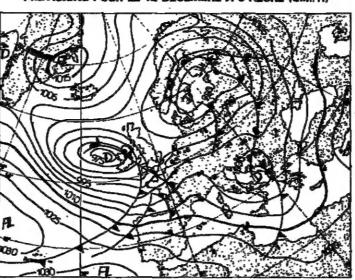
Assistance aux animaex, 90 rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris, Tél.: 355-76-57 et Société protectrice des animaux, 39, boule-rard Berthier, 75017 Paris, Tél.:

TRANSPORTS PARISIENS PROLONGEMENT DE LA LIGNE DE METRO Nº 7 AU KREMLIN-BICETRE. — La ligne du métro parisien nº 7 — Fort-d'Aubervilliers - Mairie-d'hvry - s'est enrichie de 1 756 mètres de voles supplémentaires et d'une nouvelle station : le Kremlin-Bicêtre. Certe section de ligne, qui se greffe en fourche à la station Maison-Blanche, est la première étape d'une ligne de 4,2 kilomètres comportant quatre stations. Elle desservira à la fin de 1984 la sta-

QUALITÉ



PRÉVISIONS POUR LE 12 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



niveau de la mer était à Paris, le 11 dé-cembre à 7 heures, de 998 millibars, soit

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 décembre ; le second le minimum de la nuit du 10 décembre au 11 décembre) : Ajaccio, 18 et 11 degrés ; Biarritz, 18 et 8 : Bordeaux, 14 et 6 ; Bourges, 12 et 4 ; Brest, 7 et 3 ; Caen, 9 et 4 ; Cherbourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 11 et 3 ; Grenoble, 14 et 4 ; Lille, 10 et 1 ; Lyon, 13 et 3 ; Marseille-Marignane, 17 et 7 ; Nancy, 11 et 2 ; Nantes, 4 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 8 ; Paris-Le Bourget, 12 et 4 ; Pau, 17 et 5 ; Perpignan, 17 et 7 ; Rennes, 13 et 5 ; Stras-

bourg, 13 et 3; Tours, 11 et 3; Toulouse, 12 et 5; Pointe-d-Pitre, 31 et

Températures relevées à l'étranger Alger, 19 et 13 degrés; Amsterdam, 9 et 5; Athènes, 18 et 13; Berlin, 12 et 4; Boan, 12 et 3; Bruxelles, 10 et 3; Le Caire, 19 et 7; Iles Canaries, 20 et 17; Copenhague, 8 et 5; Dakar, 25 et 20; Djerba, 16 et 13; Genève, 13 et 2; Jérusalem, 11 et 2; Lisbonne, 17 et 11; Londres, 7 et 0; Luxembourg, 10 et 1; Madrid, 16 et 8; Moscou, -3 et -3; New-York, 1 et -3; Palma-de-Majorque, 19 et 10; Rome, 18 et 14; Stockholm, 5 et 3; Tozeur, 16 et 9; Tunis, 17 et 10.

avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 339

HORIZONTALEMENT 1. Très mauvais sujets. Cause de fraîcheur que l'on rencontre avec beau-

coup de chaleur. - II. Abus de confiance caractérisé. On peut l'être dans les fonds ou la forme. - III. Importun que l'on vide avec soulagement. Vide et remplit des godets. A moitié normal. -IV. Sont brillants (épelé). Fort péni-

n n ble. Ecrivain italien. - V. Assurent une retraite tranquille. On est sûr, dans sontraitement, de toucher des arriérés. -VI. Sont souvent exécutées pour le solut public. Lettres saintes. - VII. Na qu'un geste à faire pour balayer la cour. En hausse. A donc XI fait l'objet d'une XII séparation. - VIII. État d'ivresse. Est XIII XIV donné pour assurer une bonne forma-

tion. - IX. Services religieux. Certains préférent attendre qu'il soit avancé pour n'en faire qu'un bouchée. - X. Marque un emplacement. En Finlande. Les derniers de la classe y sont genérale-ment les premiers. — XI. Facilité les déplacements sous l'eau. Une partie de nous-mêmes. — XII. Il peut être bourré et conserver la ligne. Doit être soignée pour une bonne articu-lation. — XIII. Il faut souvent compter avec lui. Avec lui, on peut se permettre de juger. - XIV. Ensemble de nuit. Personnel. Danseuse occasionnelle. - XV. Sont fréquentés par des ouvriers ou des artistes. Sont parfois préférables à une parole, füt-

VERTICALEMENT i. Ce n'est pas le reflet de la vérité, bien qu'elle soit réfléchie. Note. - 2. Faire en sorte que tout marche comme sur des roulettes ou que tout échoue. Croustillant, mais conseillé aux enfants. - 3. Confirme certains dires. Telle une conduite qui n'engendre pas l'autosatisfac-tion. - 4. Salut. On le fait monter avec l'espoir d'une descendance. Article étranger. - 5. Circulaient à Rome. Devient plus aigu dans les moments graves. - 6. Abréviation. Sont donc arrivées à leur fin. C'est un enchantement. - 7. Ville d'Allemagne. Parfois un solitaire qui n'a que faire des ragots. - X. Anonyme. Manière de goûter. Plus il est gros et

moins il est facile à toucher. -9. Telles des personnes avec lesquelles on ne peut avoir aucun contact. Permettent à certains de s'apprécier, ou sont très appréciées par d'autres. - 10. Sont toujours sensibles à l'oignon. Participe. Clôture de la chasse. - 11. Marque de solidarité africaine. Se lève souvent avec précipitation. - 12. Symbole. Les têtes en l'air ne peuvent préten-dre à une telle position. Symbole. -13. Chambre en travaux. Cela ne s'apprend donc pas. Inconnu qui vient de l'inconnu. - 14. Non pro-grammé. Fait partie de la race des saigneurs. Abréviation religieuse. -Ont donc des traits creusés. Mœurs. Ferrures.

Solution du problème nº 3 338

Horizontalement I. Détention. - II. Étudiant. - III. Cuti. Ho! - IV. Odelettes. -V. Relève. Le. – VI. Olé. – VII. Trésor. – VIII. Io. Anis. – IX. Ost. Émail. – X. Nerf. Ecce. –

Xl. Sieur. As. Verticalement

1. Décoration. - 2. Étude. Roses. - 3. Tutelle. Tri. - 4. Édile. Sa. Fe. - 5. Ni. Evzone. - 6. Tante. Rimer. - 7. In. Sac. - 8. Othello. Ica. -

GUY BROUTY.

POUR LES ÉTUDIANTS EN MUSIQUE

Le foyer-résidence Maurice-Ravel

fense, accueille chaque année une centaine d'étudiants en musique, français et étrangers.

Il a organisé de nombrouses manifestations dans la saile de concert, et reçu la visite de personnalités du monde de la musique, tels MM. Manrice Ohans, Olivier Great, compositeurs, Pierre Petit, directeur de l'Ecole normale de musique de Paris, Raymond Gallois-Montbrun, directeur du Conservatoire national

supérieur de musique. Conçu tout spécialement pour hé-berger les jeunes musiciens de dixhuit à vingt-cinq ans, ce foyer uni-que en son genre en France, met à leur disposition outre cent studiosateliers en duplex, une salle de concert de cent cinquante places, une discothèque (qui compte plus de cinq mille disques) une bibliothèque, des salles de réunion et de jeux, etc.

On y trouve à peu près autant de garçons que de filles, et presque autant d'étrangers - représentant quatorze nationalités – que de Français. Toutes les disciplines musicales et une quinzaine d'instruments y sont

Le coût de gestion est élevé en raison des équipements spéciaux et de pour maintenir au plus bas le taux de la redevance demandée aux rési-dents, l'association gestionnaire sollicite l'aide de tous afin de pouvoir

attribuer des bourses aux jeunes mu-* On pent adresser des dons naîme très modestes — à la Fonda-tion de France, «Il, avenue Hoche, 75016 Puris, par chèque bancaire ou postal (C.C.P. 369 G Paris) en préci-saint : «An profit de la Malson des hence restéciente.

On pent enfla adhirer à l'an On personal subsections in Maison des jeunes musiciens, 4, place Raoul-Dunty, 75741 Paris, cadex 15. Dreft d'entrée: 10 F; cotta-tion annuelle: membre actif 70 F, membre blenfaitour minimum 300 F,

-

 $\chi_{\overline{L}}$

-

學上藥

.

*

Ξŧ

1

1.88

-

100

-11

-

1184

:- 192

- Fac

-

-

66

4

神

0015

建

CONCOURS

COMPOSITION DE QUATUOR A Philip Morris lance un grand concours de composition de quatuor à cordes pour l'année 983. Ce concours est ouvert à tous les compositeurs français sans limite d'âge et aux compositeurs étrangers résidant en France depuis plus de dix ans.

* Marie-Hélène Reliquet, 45, rue La Boétie, 75008 Paris, 181. 321-31-13 et 758-97-00.

CARNET

Ghislaine PAGET

et
Dominique IRIARTE
sont henreux de faire part de leur
mariage, qui a été célébré en l'égise
Saint-Martin d'Ainay à Lyon le

12, rue de Penthièvre, 60500 Chantilly. - M= Bruno Chazelas, née Déa Abbou, son épouse, Anouk, Léonard, Jonathan,

ses enfants,
M. Léon-Auguste Chazelas, 200 père,
Les familles Chazelas, Abbon, Wolfman et Faresu ont la douleur de faire part du décêl de

M. Bruno CHAZELAS,

survena, le 9 décembre 1982, à l'âge de quarunte et un ans, à Paris. Le service religieux sera célébré en l'église Sainte-Pauline (bouleværd d'Angleterre) nu Vésinet (Yvelines), le mardi 14 décembre, à 9 h 15.

23 bis, route de Montesson, 78110 Le Vésinet. - M= Jean Lataste. M. et M= Thierry Lataste, Philippe Lataste, Suphie Lataste,

M. et M™ Raymond Lataste, M. et M™ Albert André, M. et M™ Michel Charpentier et leurs enfants, M. et M™ Roland Robin Mª C. André. Parents et allié

ont la douleur de fuire part du décès du docteur Jean LATASTE, maire de Lanouaille, survenu accidentellement à l'êge de

cinquante-quatre ans.
Les obsèques auront lieu le dimanche
12 décembre, à 11 heures, en l'église de Inhumation an cimetière de Lanousille (Dordogne).

- M= Buriliano, Ses collègues du Laboratoire de chimio physique, L'Association des amis d'Enesco, Et tous ses ame ont la douleur de faire part du décès de

Mª Ioana MANESCO, nieur de recherches au C.N.R.S.,

survenu le 7 décembre 1982. Le service religieux aura lieu le 13 décembre 1982, à 13 h 45, en l'église orthodose roumaine, 9 his, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5. 48, rue Raffet, 75016 Paris. 11, rue Pierre et-Mario Curie, 75231 Paris Cedex.

- Le personnel et les élèves du lycée Paul-Clandel de Laom ont le chagrin de faire part du décès de M= Aussie MORAND, agrégée de l'Université, professeur de lettres, sarvena, le 9 décembre 1982, à l'âge de leures et le lettres de le leures et le lettres de le leures et le lettres de le leures et le leu

trente-neuf am.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses nombreux amis.

L'ART EN VILLE MOUVELLE D'EVRY. Inauguration à Courcouronnes

harpeau du Bon-Puits Dimanche 12 décembre à 17 h

Trois fresques murales réalisation : Ateliar du Regard animeteur : Vincent Guiro

ncount de la Maison de quartie et de l'aimable perticipation des habburns du lemeau du Bon-Puis Renseignements: tal. 077-03-95 On nous prie d'annoncer le décès,
 le 6 décembre 1982, dans sa quatrevingt septième année, de

M' Georges TOUJAS, agréé bonoraire près le tribunal de commerce de Toulouse, chevalier de la Légion d'honneur

pour titres de guerre, croix de guerre 1914-1918. De la part de : M. et M™ René Toujas.

M. et M. Christian Trouille. ses enfants, Dominique Toujas, Vincent et Véronique Trouille,

Scion la volonté du défunt, la cérémo-nie schigieuse, a en lieu dans l'intimité en l'église de Pouzac (Hautes-Pysénées)

Anniversaires

- Aix-cir-Provence, Blide A l'occasion du troisième anniversaire e la disperition de

Monique LENGRAND-QUEFFELEC,

lacques, Bénédicte et Sophie l'ont aimée de s'enir à eux par la pens

Communications diverses

- Un début sur les probièmes de l'aiimentation aura lieu, le lundi 13 décembre, à 18 h 30, 35, avenue Franklin-Rossevelt (Paris-8*), avec les professeurs Marien Abselbaum, chef de service à l'hôpital Bichat, et Guy Grand, chef de terrice à l'Hôtel-Dieu.

- Le prix Léonard-de-Vinci, présidé par la princesse yasmine d'Ouezzan, fondé en 1971 pour récompenser de jeunes créateurs, a été décerné, cette année, au peintre Michel Bruce. La métaille d'or 1982 his sera remise le 13 décembre dans les salons Frantel-Windsor.

Portez-la pour les fêtes



Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit Un choix considérable :

Diamants - Rubis - Saphirs -Emeraudes et tous les bijoux or MP 4 place de la Madeleine 260,31,44

86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette Catalogue confeur gratest sur demand

 De nominations dans l'ordre ne-tional du mérite. tion Villejuif-III. goûtez au soleil clémentines

Tumulte à la Scala

Au soir de la Saint-Ambroise: l'ouverture de la saison scaliere » est toujours un speciacle que les Milanais se donnent à ceuxmêmes: pour maintenir la réputation du meilleur public tiprique du monde, ce ne sont que délirés den thousiasme, râles de bonheur, ou tout au contraire grandes indignations, cris et gestes dispropor-tionnés qui accablent les intér-prètes, fussent-ils les phis adulés. Mais l'honneur est sauf : les Mila-nais ont tranché souverainement, comme les foules ussoiffées de sang des théâtres antiques.

L'Ernani présenté le 7 décembre appartient à la seconde caségorie. MM. Badini et Siciliani, surintendant et directeur aristique de la Scala, n'ons décidément pas de chance : après le scandale de la Ca-balle dans Ama Bolena, après le semi-divorce avec Abbado et Strehler, ils avaient réunt pour l'inqueuration vraiment ce qui se fait de mieux aujourd'hui : dans un Verdi brillant de jeunesse (absent du théatre deouis treize ans), une mise en scène de Ronconi, des décors de Frigerio, Ricardo Muti au pupitre, et un plateau Freni, Ghiaurov, Bruson, Domingo, ce dernier ayant an-

M. Jack Laug, ministre de la

culture, a présenté le 11 décem-

bre le plan de relance de la fac-ture instrumentale française.

conçu en liaison avec les minis-

tères du commerce et de l'arti-

sanat, de la recherche et de l'in-

dustrie, et du commerce

Celui qui veut acquérir un piano

de concert doit se rendre le plus sou-vent en République fédérale d'Alle-magne pour avoir un vrai choix, sans

parler de tous les musiciens plus mo-destes qui ont décidé de faire

confiance aux marques japonaises, bien distribuées en France: ainsi,

46 % des pianos sont-ils importés.

De leur côté, les responsables de stu-

dios électroacoustiques vont se four-

nir principalement aux États-Unis:

26 % du matériel pécessaire à la fa-

brication de la musique électronique

ou électroaconstique est importé. Pour ne pas parler des instruments à

la balance extérieure française n'est

pas déficitaire. Ceux qui voient ac-

courir à Paris par exemple les hant-

Dans 37 % des foyers français, on

peut trouver au moins un instrument

de musique (la consommation ayant

boïstes étrangers le savent bien.

noncé urbi et orbi « une soirée parfaite - après un mois de labeur

La mascotte, alias M. Sandro Pertini, président de la République, était là avec son bon sourire et sa pipe, déclenchant une bousculade de paparazzi inconnue depuis le temps de Callas, et aussi Wally Toscanini, Birgit Nilsson, Burt Lancaster et cent personnalités po-litiques, au milieu d'une foule de plus en plus élégante qui semble avoir conjuré la grande peur des œufs pourris de 1968.

Et puis, patatras, dès le premier acte, la tendre Mirella Freni montre qu'elle n'est pas faite pour le rôle terrible d'Elvira (Dona Sol); sa délicieuse voix se bronze, se tord, crie, devient méconnaissable, presque vulgaire; de plus, elle commet l'impardonnable erreur de ne pas chanter la cabaletta, et elle est împitoyablement sifflée. Au deuxième acte, Charles-Quim (Re-nato Bruson, le Faistaff de Giulini), la gorge sans doute nouée par le trac, canarde par deux fois et declenche les huées qu'on devine. Miracle au troisième acte, tout va bien, et les acciamations du public semblent vouloir réparer tant de

ments sont importés, car « acheter

français » dans ce domaine est diffi-

cile : l'offre ne répond pas à la de-

Le plan de relance, destiné à favo-

riser « la reconquête du marché in-

térieur » comporte vingt et une me-

sures concernant aussi bien le

développement (ou la simple sur-

vie) des entreprises artisanales et in-

dustrielles que l'organisation et la

représentation de la profession de facteur (quelque trois mille sept cents salariés). Des efforts concer-

nent la formation de ces profession-

nels sont prévus : d'ores et déjà, un

décret concernant les premiers di-

piòmes nationaux des luthiers et ar-

chetiers d'art a été publié ; et l'ou-

verture d'un centre national de

formation d'apprentis en facture d'orgues est annoncée à Eschau

A côté d'actions de promotion,

d'incitation et d'aides à la diffusion

naux de coordination de la facture

instrumentale seront mis en place.

Enfin, à Lyon, des fonds publics se-

rout consacrés à la restructuration et

au développement de la production

locale, ce projet devant aboutir d'ici trois ans à la fabrication de 4 000

(Bas-Rhin).

méchanceté. Catastrophe au quatrième acte, admirablement chanté et mis en scène pourtant; tout le monde en prend pour son grade, même Ghiaurov, même l'impeccable Domingo, et surtout : . Bouh, Ronconi, à la porte! » avec mouvements de bras explicatifs, dix minutes durant. Seul Muti (que le président est venu embrasser sous folles acclamations à l'entracte) échappe à la honte... Les Milanais ont-réussi leur Saint-Ambroise. mais bien injustement, après avoir adoré l'an passé un Lohengrin assez nédiocre vocalement

Nous emportons au contraire le souvenir d'une très bonne soirée. Quelle vigueur dramatique chez ce Verdi de trente ans qui trouve pres-que infailliblement les mélodies, les rythmes, les accents les plus directs, pour traduire cette action haletante, d'une violence extrême, aux rebondissements perpétuels, où les duos des amants traqués sont constamment interrompus sous les seux croisés de Charles-Quint et de Don Ruy Gomez! Pas la moindre gaucherle dans cette musique or-chestrée avec une simplicité si frappante, où le chant se déploie très naturellement selon la courbe des sentiments. Et si le livret de Piave reste assez proche de l'intrique hugolienne, la musique est déjà si ver-dienne qu'elle semble présigurer Don Carlo.

Alluvions historiques

Le spectacle de Ronconi tranche radicalement sur la convention de l'opéra historique. Ni seizième, ni dix-neuvième, ni vingtième siècle: les ravissants costumes de França Squarciapino mêlent allégrement les époques (casques du seizième nobles à fraise, robes Directoire, redingotes Empire, toilettes de carnaval vénitien (1), tiare papale de Charles-Quint, etc.), comme pour indiquer, selon Sergio Segalini, le gigantesque brassage des alluvions historiques qui se bousculent à l'embouchure de l'opéra, sous les yeux de dilettanti en habit qui ont pris place à gauche sous les lourdes colonnes étincelantes chères à Pri-

Si Ronconi respecte une tonalité espagnole dominante, c'est avec la nême désinvolture quant aux lieux et aux temps (danseurs de flamenco, contrebandiers, mariées

grosses colonnes torsadées...). Et. dans le formidable caveau de Charlemagne à Aix-la-Chapelle, soudain jaillissens les électeurs du Saint-Empire romain germanique, tout en rouge à leur banc comme les membres d'un tribunal britannique, qui proclament Charles-Quint

Ce tohu-bohu réjouissant, qui a certes de quoi indigner les abonnés de la Scala, est comme toujours magistralement mis en œuvre par la science des gestes, les éciatrages saisissants, les mouvements de foule de Ronconi, qui a même invente de nouvelles possibilités scéniques en creusant au milieu du plateau un vaste ravin (ou une espèce de piscine) dont le « relief » casse les défilés et permet de faire surgir ou disparaitre en un instant une foule ou une armée.

Ce spectacle plein d'imprévu et de charme, malgré les décors mo-numentaux de Frigerio, aboutit à dépouiller l'œuvre de son • réalisme . traditionnel, et elle apparait toute ieune, fraichement éclose. comme la partition, étonnamment décapée par Riccardo Muti, dont la direction lumineuse, frissonnante, passionnée, est si svelte qu'on en ressent la merveilleuse qualité sans

presque s'en apercevoir.. Quam aux malheurs de la distribution, disons qu'ils sont totalement injustifiés pour Domingo, Ernani « superbe et généreux » autant qu'emouvant, et pour le Don Ruy Gomez de Nicolas Ghiaurov, moins à l'aise cependant en ce · vieillard stupide », cruel et quelque peu libi-dineux qu'en son inoubliable Philippe II. Les déraillements de Renato Bruson ne sont qu'un accident, et seule Mirella Freni est victime d'une erreur de distribution qui lui rappellera sa cuisante Traviata en ce même théâtre, encore qu'elle ait été admirablement elle-même au dernier acte. On n'oubliera pas enfin les formidables chœurs de Romano Gandolfi.

Mais les ingénieurs d'EMI. venus pour enregistrer sur le vif ce grand événement . auront bien du mal à tirer une bande propre de cette soirée aussi tumultueuse que la fameuse baraille de 1830.

nice de Venise, où il fut représenté le 9 mars 1844, pendant le carnaval.

FORMES

D'un continent à l'autre

Une saison outre-Atlantique a permis à Raymonde Codin de reconnaître son loiutain Canada (1). Il a été bénéfique, re vent de liberté qui s'est levé pour elle et a insufflé à ses dernières œuvres, celles du retour, une vie toute neuve. Il y a, transposées à l'extrême bien sûr, ces étendues morcelées ocres, beiges, dorées, où parfois fait tache la poussée végétale qu'elle appelle Vert Labrador. On ne décèle pourtant pas de solution de continuité entre les formes actuelles et celles d'avant - il aurait été dommage que Raymonde Godin voue à un total abandon ses colonnades corallines. Mais quelle délivrance, quelle joie transportée par d'invisibles ondes qui servent de joints aux divers éléments d'une composition dense et légère !

La méditation de Jean-Yves Bourgain a besoin de grands espares pour s'épanouir à l'aise (2). Et les teintes mates, assourdies. (survivance de son passé de fresquiste), d'azur et de colchique, de rose et de sable, conviennent à merveille à une nature contemplative. plongée dans le poème. Les titres qui accompagnent ces toiles, presque toujours habitées par quelque petit personnage, qui en semble l'âme rêveuse, ne laissent planer aucun doute sur l'univers spirituel du peintre : Polyptyque des quatre temps, triptyques pour les jours enfuis, pour les jours oubliés, pour les jours à renir. De courts textes d'inspiration mystique, biblique. en prolongent les résonances.

Chez Carl Liner, qui après douze ans réaffronte le public parisien (3), le monde environnant se contente désormais, avec une violence croissante, de sous-tendre des compositions qu'on serait tenté de ranger dans l'abstraction lyrique. pour la compréhension du lecteur. Le regretté Denis Chevalier préférait parler à son sujet d'une « combinaison de fauvisme par son langage et d'expressionnisme par sa passion intérieure ». On est frappé par la vigueur de l'armature fortement charpentée de blocs homogènes, maintenus par des cernes pais et solidemnt posés sur des fonds d'une coloration intense, de préférence d'un rouge éclatant. On aimera au moins autant les œuvres sur papier, d'une subtile tendresse. Sans vaine prétention. Dominique Marty s'est, en loute simplicité et en toute sensibilité, laissé convaincre par le (ou les) pays qu'il avait sous les yeux (4). Mieux encore que ses gouaches acryliques tissées d'herbes et de fleurs, ce sont ses lavis qui nous charment. Un minimum de moyens lui suffit pour perpétuer l'estuaire de l'Aven, ses ouquets d'arbres filtrant la lucompénètrent. Dominique Marty a si conserver intacte sa faculté d'inerveillement. L'age n'a rien à voir avec la jeunsse du cœur.

Un a souvent sous-estimé l'importance de l'apport des « Amériraius de Paris ., de ceux qui ont préféré se fixer chez nous, ou y ont longuement séjourné. Phénomène d'import-export, pourrait-on dire, car ce commerce (au noble sens du mot) était, et reste, à double sens. Tous ont donné autant qu'ils avaient reçu en leur pays d'élertion. Et d'abord la liberté, au lendemain de la guerre. Il fallait les grouper au moins temporairement. donner de la colonie américaine un nanorama qui puisse trouver un espace à sa taille. L'immense Paris Art Center (5) le lui a offert. Il rassemble une anthologie de vingtquatre artistes, et non des moindres, grace à la collaboration d'une dizaine de nos meilleures galeries. D'une liste prestigieuse, on retiendra (tous seraient à citer) de Calder. Downing. Sam Francis, Elizabeth Franzheim, objet ailleurs d'une exposition personnelle (6), Sheila Hicks, Paul Jenkins, Kline, Man Ray. Charles Pollock, Hugh Weiss, représentés par des œuvres plus d'une fois inédites.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Nane Stern, 25, avenue de Tour-

 (2) Unifor, 6, rue des Saints-Pères.
 (3) Galerie Suisse, 17, rue Saint-(4) Galerie Marthe Nochy, 93, rue

de Seine.
(5) 36, rue Falguière.
(6) Galerie d'art international.
12, rue Jean-Ferrandi.

VENTES

A Londres **LE DESTIN** D'UN BOTTICELLI **VRAI OU FAUX**

Faux ou vrai ? Mini ou grand évérement chez Christie's à Londres, le 10 décembre, avec la vente du porrait de Giovanni di Francesco dei Medici, attribué à Botticelli?.

Les enchères ont démarré à 300.000 livres, ont grimpé vite, mais se sont arrêtées également assez vite: 750.000 livres, avec les frais 810.000 livres, soit environ 9 millions de francs.

Le prix est relativement modeste s'il s'anit d'un Botticelli tardif comme l'affirme un expert de chez Christie's : la National Gallery, qui d'ailleurs l'a exposé sous l'étiquette Rotticelli, vient d'acquérir un Renoir, la Seine à Asnières et un Monet. la Gare Saint-Lazare, estimés chacun à plus d'un million de livres. Il n'est pas excessif non plus, s'il s'agit, comme d'autres experts le pensent, d'une œuvre de Botticini, élève de Botticelli, ce qui la situe toujours dans le quinzième siècle loscan.

Le portrait en question (58 cm × 39,2 cm), où l'on voit le prince tenant un médaillon comme dans le Portrait d'homme des Offices (Botticelli, 1474) était arrivé en Angleterre au dix-huitième sièle premier lord de Newborough, qui avait longtemps séjourné en Toscanc. Découvert chez un descendant de celui-ci à la fin des années 30, il avait été acheté par un marchand londonien pour 80 livres, racheté par Christie's presque immédiatement pour 10 000 livres et revendu le dou-ble à Sir Thomas Marton dont la familic, le 10 décembre, l'a vendu à un mière et surtout ses échappées vers le large où l'eau, le roc, le ciel se prosaïquement. — G. B.

Le meilleur

dessin animé

depuis l'âge d'or

de l'animation.

MARIGNAN PATHÉ V.O. et V.F. — QUINTETTE PATHÉ V.O. — en V.F. : FRANÇAIS PATHÉ ~ GAUMONT RICHELIEU — LES MONTPARNOS GAUMONT CONVENTION ~ GAUMONT GAMBETTA — ATHÉNA — GAUMONT HALLES — MISTRAL — CLICHY PATHÉ —

MAXEVILLE - BELLE ÉPINE Pathé - CHAMPIGNY Multiciné -

BOULOGNE Gaumont-Ouest - ARGENTEUIL Alpha - ENGHIEN Français - COLOMBES Club - ORSAY Ulis - VILLENEUVE St-GEORGES Artel - PARLY 2 - POISSY U.G.C. - LA DÉFENSE

4 Temps - CERGY P.B. - SAINT-CLOUD les 3 Pierrots

EXPOSITIONS

Au musée du Louvre CIMABUE **SAUVÉ DES EAUX**

Les visiteurs de la grande galerie bénéficieront pandant cinq semaines d'un groupement insolite. L'immense Crucifix peint par Giovanni Cimabue, « l'artiste universellement illustre » (Vasari), pour l'église des franciscains à Florence, est suspendu à quelques pas de la Madone aux anges et de la Pala de Giotto (1). On peut relire le vieux Vasari pour apprécier la portée de cette confrontation, qui nous ramene à Florence vers 1290 (2). Elle a une immense signification pour la ville, dont ce crucifix de bois de plus de quatre mètres est devenu

Déposé depuis longtemps au musée de Santa-Croce, il reçut les saux noires de l'inondation dans la nuit tragique de novembre 1966, commenca à s'écailler et ne fut sauvé de la décomposition totale que par l'effort passionné des services dirigés par V. Procalci. La restauration fut lente, laborieuse et sage. Umberto Baldini adopta un parti original pour compenser les manques trop nombreux, sans les nier par des copies.

Dans ce chef-d'œuvre, tous les détails comptent : les taches de sang qui s'étalant sur les rebord sont, par exemple, une démonstration prodigieusement neuve. Les Italiens ont voulu présenter à l'étranger le résultat de leur travail.

ANDRÉ CHASTEL

(1) Cimabue : le Crucifix de Santa-Croce, étude par Umberto Baldini et O. Casazza, Grande galerie du Louvre (jusqu'au 17 janvier 1983).

(2) On peut s'aider de la nou-velle édition de Vasari en français : vol. 2. édi. Berger-Levrault, 1981.

■ Une licence d'exportation vient d'èrre refusée à un marchand français qui avait proposé une peinture de David à la National Gallery de Loudres. Il s'agirait du Portrait de M. Blauw, ministre bollandais peint par David, à Paris vers 1790.

L'enquête sur les pratiques culturelles des Français, menée par le ser-vice des études et recherches du ministère de la culture ile Monde du 8 décembre) est publiée aux éditions Dalloz (438 pages, 92 F).

■ Devant le succès d'Opening Night, film de John Cassavetes, le Festival d'automne organise une projection supplémentaire, le 12 décembre à 20 beures à l'Olympia



BOIS DE CHAUFFAGE **A PARIS**

Livraison rapide selon vos besoins. Un bon feu au bon prix.

BUCHES SERVICE, (1) 677-00-37

THÉATRE

L'Opéra nomade

domaine des instruments à vent que de la recherche. Des comités régio-

doublé ces cinq dernières années), violons, 4 000 archets et 30 000

et pourtant 80 à 85 % des instru- flutes à bec. - M. L. B.

Plan de relance

de la facture instrumentale

(Suite de la première page.) Les acreurs du Lierre Théâtre ne se conduisent pas ici en olibrius de passage. Les spectacles qu'ils donnent, leur extérieur physique même, le climat simple et fraternel de la maison, participent d'un certain calme, d'une certaine réflexion posée, d'une simplicité matérielle, et d'une chaleur sourde, propres aux nuits qui commencent dans ce fragment de la ville.

Les acteurs du Lierre Théâtre. dans la journée, étendent peu à peu leurs liens avec les habitants les plus anxieux du quartier, c'est-à-dire les jeunes et les personnes âgées. Tont se passe en effet comme si l'age d'homme et les servitudes de soutien de famille qu'il implique poussaient à accomplir, même dans le noir, même dans une absence presque en-tière de bonheur, quantité d'actes nécessaires, mécaniques, afin sim-plement de survivre. Alors que, chez l'adolescent, la peur risque de l'em-porter, plusieurs fois par jour, et que, chez les gens en fin de vie, la démission gagne.

Alors les actes du Théâtre, l'amitié des comédiens, cet empêchement des solitudes, l'incitation à « joner » des choses, à actionner corps, voix, facultés spirituelles, ensemble, en groupe, à figurer peu ou prou une vie ., tout cela restitue un allant. une respiration, en tout cas un projet, à des êtres découragés.

C'est ainsi que le théâtre, l'exercice du théâtre, à l'usage, de toute evidence, redonnent, aux personnes tres agées, une - mémoire - : elles se sentaient comme vides à l'approche de la fin, et voici qu'en compagnie des acteurs elles retrouvent des souvenirs, des dialogues anciens, des chansons oubliées. Les jeunes, eux, 22, rue du Chevaleret.

privés de cette sorte de grenier à images, inventent des représentations de leur angoisse, de leurs ran-

Tout cela, certes, n'améliore pas en fait des situations précaires, mais apporte néanmoins un peu de force, dégage un peu l'impasse.

Le soir, dans leur théâtre - ferroviaire », dans le grondement proche des trains qui passent, les comédiens du Lierre réalisent des choses fort belles qui ne « jurent » pas avec le climat du quartier.

La dernière en date, l'Opéra nomade, figure la rencontre, une nuit, le temps d'une halte, d'un sommeil de deux couples de gitans.

Pen d'objets : valises, couvertures du feu et, une bouilloire. Rien d'antre qu'une seule muit partagée, des regards, des égards, peu de paroles.

L'originalité de la pièce est qu'elle est entièrement chantée, la plupart du temps sans paroles : des murmures. Musique très étrange, impressionniste, qui rappelle les appels de chasse », dans la nuit de la forêt, des Pygmées Aka, ou les chants de rivière des Mélanésiens des îles Salomon. Ces musiques immatérielles, fuyantes, sont soutenues aussi par la violence rauque des cris andalous. Comme si s'alliaient, en un seul contrechant fragile, hésitant, les voix de plusieurs peuples errants,

C'est la précarité de ce spectacle qui fait sa force, ce sont ses ténèbres qui font sa flamme. C'est simple et beau. Il fant aller soutenir ces acteurs du Lierre Théâtre qui pratiquent un art courageux et salutaire.

MICHEL COURNOT. * Lierre Théâtre, 20 h 30 le mercredi. JACQUES LONCHAMPT.

(1) Emani avait été écrit pour la Fe-

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

MA ELO. - Pezit Athénée (742-67-27), 20 h 30 (sam.). PHILOCIETE LE BOURREAU. -Centre culturel suédois (271-82-20), 20 h 30 (sam, dim.). AMOUR, LA MORT, LA BOUFFE ET MOL – La Huchette (326-38-99), 22 h 30 (sam.), DES FLEURS ET DE L'ÉTÉ. -Cergy-Pontoise, contre cultural (030-33-33), 21 h (sem.). DU BON USAGE DU DOMESTI-QUE. — Artistic-Athevains (379-06-18), (sem.) 14 h at 20 h 30; (dim.) 17 h.

ΒL

de

U

рC

20

Pc

Les salles subventionnées

et municipales OPÉRA (742-57-50), (sam.) 19 h 30 : SALLE FAVART (296-12-20) : (sam.)
19 h 30 : les Contes d'Hoffmann.
COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : COMÉDIE-FRANCAISE (296-10-20):
(dim.) 20 h 30: Intermezzo; (sam.)
20 h30; (dim.) 14 h 30: le Plaisir de
rompre; le Voyage de M. Perrichon.
CHAILLOT (727-81-15): Grand Poyer
(sam.) 20 h 30: Setrak (Lizzi, sonate en
ai mineur); le Voix humaine, soprano:
A. Béranger; Théâtre Gémier 20 h 30;
(sam.) (dim.) 15 h:le Père.
ODÉON (325-70-32): (sam.) 19 h 30;
(dim.) 15 h: Grand et petit.
PETIT ODÉON (325-70-32): (sam.,
dim.) 18 h 30: les Vacances; Rixe.
TEP (797-96-06): (sam.) 20 h: les Poseédés II;
(sam.) 14 h 30: Un verre de trop; Sibériade; (dim.) 20 h: les Poseédés II;
Lettre de Chine: Marcel; (sam.)
20 h 30: Poste close; Marcel; (sam.)
10 h 30: Histoires de quartiers, histoires
de famille, un bilan.

10 h 30: Histoires de quartiers, histoires de famille, un bilan.

BEAUBOURG (277-12-35) débais et rencontres - musée : (sam.) 20 h 30 : Allen
Ginsberg - A. Oznessensky; cinémavidée (sam., dim.) 13 h, 16 h, 19 h : nouyeaux films B.P.I.; (sam., dim.) 15 h,
17 h, 20 h : cinéma D. W. Griffith;
Comert : (dim.) 18 h 30 : Mélodies pour chant et piano d'après Eluard. THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-

19-83), Opérette, (sum., dim.) 14 h 30 : la Veuve loveuse. THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) (nu Théstre de Paris), petite selle, (sam.) 20 h 30; (dim.) 14 h 30: la Fuite en Chine; Grande selle, (sam.) 20 h 30; (dim.) 14 h 30: Une journée particu-

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) (sam.), 20 h 30, (dim.) 15 h 30 : Varieza ; 22 h 30 : les Mirabelles.

ANTOINE (208-77-71) (sam.), 20 h 30, (dim.) 15 h 30 : Coup de solei ARTS HÉBERTOT (387-23-23) (sem.) 16 h et 21 h, (dim.) 16 h : l'Exil. ASTELLE - THEATRE (238-35-53)

ASTELLE - THEATRE (238-35-53) (sam.), 20 h 30 : le Malentendu ; (dim.), 16 h : les Bonnes.

ATELIER (606-49-24) (sam.), 21 h ; (dim.), 15 h : le Nombril.

ATHÉNÉE (742-67-27), Salie L.-Jouvet, (sam.), 21 h : Platonov ou l'homme sans

BOUFFE (sam.), 20 h 30, (dim.), 15 h et 18 h 30 : En sourdine les sardines.

En sourdine les sardines.

CARTOUCHERIE. - Th. de l'Aquarium (374-99-61) (sam.), 20 h. (dim.), 16 h:

Correspondance. - Théitire du Solell (374-29-03), (dim.) 15 h 30: ha Nuit des rois; (sam.) 18 h 30: Richard 11. - Ateller du chandron (328-97-04) (sam.), 20 h 30, (dim.), 16 h : les Soupirants. CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (sam.), 20 h 30 : Bousti-

CINO DIAMANTS (588-01-00) (sam.), 21 h : Un si joli petit square. CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69) Resserve (sam.), 20 h 30 : Cendre rouge. COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) (sam.), 21 h. (dim.), 15 h 30 : Reviers dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21) (sam.). 20 h 45, (dim.), 15 h 30 : Ça ira comme ça.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) (sam.), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoi-

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (sam.), 20 h 30 : Moi. DAUNOU (261-69-14) (sam.), 21 h, (dim.), 15 h 30 : La vie est trop courts. EDOUARD-VII (742-57-49) (sam.). 21 h. (dim.). 15 h : la Dernière suit de l'été.

ELDORADO (208-45-42) (sam.), 20 h 30, (dim.), 14 h 30 et 18 h : les Rus-

ESCALIER D'OR (523-15-10) (sem.), 20 h 30, (dim.), 14 h 30: 1981. ESPACE-GAITÉ (327-95-94) (sem.), 22 h, (dim.) 20 h 30: Kadoch. ESPACE-MARAIS (271-10-19) (mm.), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.

ESSARON (278-46-42), I: (sam., dim.) 20 h 45 ; les Palhasses ; II : (sam., dim.) 20 h 30 : Bethsabée - la Kabbale selon



13-14 décembre, 20 h 30

COSI FAN TUTTE

de W. A. MOZART **OPERA DE LEIPZIG GEWANDHAUS ORCHESTER** direction musicale

GERT BAHNER alvador Allende tél 899 94 50 M'Créteil Prèfecture

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (258-67-55) (sam.) 20 h 30 : Léonce et Léna.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) (sam.), 18 h 30, (dim.), 14 h 30 : l'île de Tulipatan; (sam.), 20 h 15, (dim.), 16 h 30 : Vive les femmes; (sam.) 22 h, (dim.) 18 h 30 : Michel Lagneyrie : Rouleur GALERIE 55 (326-63-51 (sam.) 21 h :

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) (sam.) 20 h 30, (dim.) 17 h 30 : la Poule à Jupiter.

HUCHETTE (326-38-99), (sam.) 19 h 30 : la Camarrice chaeve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque. JARDEN D'HEVER (255-74-40), (sam.)
15 h : Samedi onverture da jardin d'hi-LA BRUYÈRE (874-76-99), (sam.) 21 h,

(dim.) 15 h : L. Rocheman : Grand-Père Schlome

LIERRE-THEATRE (586-55-83) (mm.) 20 h 30. (dim.) 16 h : Armas LUCERNAIRE (544-57-34), I. (sam.) 18 h 30: J. Supervielle; 20 h 30: Six heures an plus tard; 22 h 15: Tehoufa; II. (sam.) 18 h 30: Noose de sang (der-nière); 20 h 30: La Nooe; 22 h 15: Mo-Petite Salle (sam.) 18 h 30 : ons français : 22 h 15 : les Soupirs du

MARIGNY (256-04-41) (sam., dim.), 21 h, (dim.), 15 h : Amadeus, — Salle Gabriel (225-20-74) (sam.) 21 h : l'Education de Rita.

MATHURINS (265-90-00) (sam.), 21 h, (dim.), 15 h et 18 h 30 : L'avantage d'être constant. MICHEL (265-35-02), (sam.) 18 h 15 et 21 h 15, (dim.), 15 h 30 : On dinera au

lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), (sam.),
20 h 30, (dim.), 15 h : Joyeusea Pâques.
MONTPARNASSE (320-89-90), (sam.),
21 h, (dim.), 15 h : R. Devos : Petit
Montparnasse (sam.) 21 h, (dim.)
16 h : Eupalinos (dermère). NOUVEAUTÉS (770-52-76), (sam.) 20 h 30, (dim.) 15 h et 19 h : Hold-up

CEUVRE (874-42-52), (sam.), 20 h 30 : Sarab et le cri de la langouste. PALAIS DES GLACES (607-49-93), (sam.) 20 h 30, (dim.) 17 h : Cie Ph. Ginty : Road comme un cube.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), (sam.) 19 h 15 et 22 h, (dim.) 15 h 30 : Pauvre

France. Rescoutres : (sam.) 14 h. PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), (sam.), 21 h : Intrigues. POCHE-MONTPARNASSE (548-

92-97), (sam.), 21 h : Plock.

POTINERE (261-44-16), (sam.)
20 h 45, (dim.) 15 h et 18 h 30 : Sol
dans : « Je m'égalomane à moi-même ». 89, QUAI DE LA GARE (583-15-63), (sam.) 20 h 30 : la Manufacture.

RANELAGH (288-64-44), (dim.) 20 h 45 : Périclès. SAINT-GEORGES (878-63-47), (sam., dim.) 20 h 45, (dim.) 15 h : le Chari-

SALLE VALHUBERT (584-14-18)
(sam.) 20 h 30, (dim.) 15 h : les Petits
Oiscent.
STUDIO SERTRAND (783-99-16) (73-39-16)
(stm., dim.) 20 h 30: les Burlingeum.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-35-10), (sam.) 20 h 45, (dim.)
15 h et 18 h 30: les Enfants du silence.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79). (sam.) 20 h 30 : la Voix humaine; (dim.) 18 h 30 : l'Ecume des jours ; (sam.) 20 h 30, (dim.) 15 h : la Maison de poupée ; (sam.) 22 h., (dim.) 17 h : A. Allais ; (sam.) 17 h., (dim.) 20 h 30 : Français, encore un effort.

TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02) (sum.) 20 h 30 : Bruissoment d'elles : (sam.) 20 h 30 : Bruissoment d'elles ; 22 h : Liberté d'action. HEATRE D'EDGAR (322-11-02), (sam.), 20 h 30 : les Babes cadres : 22 h : THEATRE Nous on fait oft on nous dit de faire.
THÉATRE EN ROND (387-88-14).
(sam.) 21 h : Complet vestos sur mesure

en trois essayares. THEATRE DU LVS (327-88-61), (sam.) 19 h, (Dim.) 15 h : Voyage en Dualie; (sam.) 22 h 30, (dim.) 15 h : l'Enfant.

POUR LES SALLES

VOIR LIGNES PROGRAMMES



MELVYN DOUGLAS

LILA KEDROVA

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures,

sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 11, dimanche 12 décembre

THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), (sam.), 18 h 30 : le Sileace de la mariée ; 20 h 30 : le Misanthrope. 20 h 30 : le Misantirope.

THÉATRE DE MENILMONTANT

(366-60-60) (sam.) 20 h 45, (dim.)

14 h 30 : Famille Fenouillard dare dare.

THÉATRE DE LA MER (671-47-61),

(sam.) 21 h, (dim.) 16 h : l'Invitation.

THÉATRE DE PARES (274-22-77),

Grande Selle. (sam.) 20 h 30 (dim.)

Grande Seile, (sam.) 20 h 30, (dim.) 14 h 30: Une journée particulière: Pe-tine Selle : (sam.) 20 h 30, (dim.) 14 h 30: la Fuine en Chine. THÉATRE DE LA PLAINE (842-32-25), (sum.) 20 h 30 : la Neit suspen-

due.

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55)
(sam.) 17 h et 20 h 30, (dim.) 15 h 30 :
Enjeux la vie.

THÉATRE DES 466 COUPS (63301-21), (sam.), 20 h 30 : Ma vie en vrac ;
22 h : Excuser-moi d'exister.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), (sam.) 20 h 30, (dim.) 15 h : les Strauss ; (sam.) 20 h 30 : l'Ambassade. THÉATRE 13 (588-16-30), (sam.) 20 h 30, (dim.) 15 h : Lorenzaccio. THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), (sam.) 18 h 30 : Un hain de mé-nage ; 20 h 30 : le Mal court.

(sam.) 21 h; (dim.) 17 h; Arlequin va-let de deux maires. let de deux maîtres. TRISTAN BERNARD (522-08-40). (sam.) 20 h 30, (dim.) 15 h et 18 h 30 : le Retour du béros (dernière). VARIÉTÉS (233-09-92), (sam.) 20 h 30, (dim.) 15 h et 18 h 30 : Chéri.

THÉATRE DE LA VILLA (542-79-56),

La danse A DÉJAZET (887-97-34) (sami, dim.), 18 h 30 : Elle dit qu'elle est seule. CISP (343-19-01) (sam.), 20 h 45; (dim.), 15 h; Jazz Dance Company.

LA MAIN D'OR (700-02-34) (spm., dim.), 20 h 30 : M. Vossan. THEATRE DE LA BASTILLE (357-42-14) (sam.), 20 h 30; (dim.), 17 h 30; Solon. THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77) (sam.), 20 h 30; (dim.), 21 h : Ballet national de Marstille.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80) (sum., dim.), 20 h 30 : Malavika, l'Inde à travers la danse et son langage. Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75) (mm.) 14 h 30 et 20 h 30 (dm.) 14 h 30 et 18 h 30 : le Vagaboud tzigans.

Les concerts SAMEDI

EGLISE DE LA TRINITÉ, 20 h 45 : Oc-tuor de l'Academy St-Martin in the Fields (Mozart, Brahms, Mondelsschu). EGLISE ST-MERRI, 21 h : Ensemble ins-

cinema

La Cinémathèque CHAILLOT (704-24-24)

BEAUBOURG (278-35-57)

DIMANCHE

les Damnés, de J. Losey; 21 h, le Crépus-cule des aigles, de J. Guillermin.

Les exclusivités

AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**): Rio-Opéra, 2* (742-82-54); U.G.C. Rotonde, 6* (633-08-22); Ermi-

tage, 8 (359-15-71).

AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AU-TEUR (A. v.o.) : U.G.C. Marbent, 8-(225-18-45).

LA BALANCE (Fr.) : Gaumont Halles, 1-A BALANCE (Fr.): Gaumout Halles, 1= (297-49-70); Quintette, 5* (633-79-38); Publicis Saint-Germain, 6* (222-72-80); George-V, 8* (562-41-46); Marignan, 8* (359-92-82); Hollywood Bd, 9* (770-10-41); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Nations, 12* (343-04-67); Fanvette, 13* (331-56-86); Mistral, 14* (539-52-43); Montparmasse Pathé, 14* (322-19-23); Gaumout Convention, 15* (828-42-27); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Clichy Pathé, 18* (522-46-01).

ASSOCIATION CULTURELLE DU XII^a, 20 h 30 : C. Lupovici, N. Maison (Možart, Schubert, Besthoven). SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Essemble or-chestral de Peris, dir. : J.-P. Wallez (Vi-valdi).

TH. DU RANELAGH, 21 h : Chœur d'hommes de Chaillet, N. Bera-Tagrine (Schubert). SALLE GAVEAU, 17 h : Quatuor Panc-

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Quatuor Obojowy (Mozart, Britten, de Falla). ÉGLISE ST-JULIEN LE PAUVRE, 20 h 30 : A. Devorsine, R. Martin, O. Boussus (Bech, Debussy, Haydn...). SAINTE-CHAPELLE, 21 h : Essemble M. Zarav (Bach, Pergolèse, Vivaldi, Charpentier).

DIMANCHE EGLESE ST-MERRI, 16 h : Quatuor de Clarinettes Lutère (Albinoni, Fisendel,

THÉATRE DU ROND-POINT, il à : Quatuor Eder (Haydu, Beetheven, Webern). SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Essemble or-chestral de Parie, dir. : J.-P. Wallez (VIvaldi). EGLISE ST-THOMAS D'AQUIN, 17 h 30 : F. Clement (Bach, Grigny, Le-

gusy).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
17 h 45 : Concerts Pasticione (Rachem-

CONCIERGERIE, 17 h 30 : La Grande Écurie et la Chambre du Roy (Vivaldi). NOTRE-DAME, 17 h 45 : D. Maurer (Dupré, Frank, Widor, Langlais). EGLISE DES BILLETTES, 17 h : Emem-

ble 12, Ph. Bride, R. et B. Pasquier (Mo-EGLISE ST-NICOLAS DU CHARDON-NET, 15 h : Chœur et Orchestre de l'École normale supérieure, dir. : P. Holi-ner (Haendel). EGLISE ST-LOUIS DES INVALIDES,

17 h : Orchestre da Val-de-Marne, dir. : B. Mayan (Back, Hummel, Boccherini). GALERIE BRETEAU, 20 h : La Couleur du son, munique d'O. Coupille.

Les festivals

FESTIVAL DE L'ULE-DE-FRANCE (225-11-40)

COMBS-LA-VILLE, Église, (sam.) 20 h 45 : Duo Courtois-Collard (Mozart, Beethoven, Schubert, Webern). FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

HALLE DU MARCHÉ, (sam.) 20 h 30, (dim.) 17 h : Le Saperleau. JEUNE THÉATRE NATIONAL (271-51-00) (sam.) 20 h 30 : La Comédie de

SAMEDI 15 h : hommage à B. Boetticher : L'aven-turier du Texas ; 17 h : Qui tire le premier ; 19 h, hommage à J. Huston : la Charge vic-torieuse ; 21 h : le Barbare et la Geisha. DIMANCHE 15 h : bommage à S. Bosticher : Com-manche Station; 17 h : Arraza ; 19 h, bom-mage à J. Huston : les Racines du ciel; 21 h : le Vem de la plaine.

SAMEDI
SAMEDI
15 h, jeune cinéma italien : T. Curagi et
V. Galofargo : A. Carzaniga ; 17 h, aspects
du cinéma en R.F.A. : Lueurs à l'Ouest, de
N. Schilling : 19 h, films de Ben Barzman :
Temps sans pitié, de J. Losey ; 21 h : l'Enquête de l'impecteur Morgan, de J. Losey.

DIMANCHE

15 h. jeune cinéma italien : E. Stella; C. Torrini : 17 h. aspects du cinéma en R.F.A. : Salade mixte Franch Dressing, d'E. Koeihel ; 19 h. films de Ben Barzman :

tage, 8* (359-15-71).

L'AS DES AS (Fr.): Berlitz, 2* (742-60-33); Richelieu, 2* (233-56-70); Paramount Odéon, 6* (232-59-83); Ambassade, 8* (359-19-08).; Publicis Champs-Elysées, 8* (720-76-23); Fauvena, 13* (331-60-74); Gammont Sud, 14* (327-84-50); Montparnasse Pathé, 15* (320-12-06); Grand-Pavols, 15* (554-46-85); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Clichy Pathé, 18* (522-46-01).

(223-16-45).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.): George-V, § (562-41-46). – V.f.: 3 Haussmann, 9 (770-47-55).

Les films marquis (*) sont interdits aux moins de tretze aux, (**) aux moins de dix-lant aux moins de dix-lant

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3 (271-52-35); Quintette, 5 (633-79-38): Elyyées Lincoln, 3 (359-36-14): Parnassiens, 14 (329-83-11). 36-14): Parmassions, 14 (329-83-11).

CAMP DiSCIPLINAIRE (A., v.o.):
Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71). - V.f.: Res. 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-90-32); Montparnasse 83, 6 (344-14-27); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Magic Convention, 15 (828-20-64); Images, 18 (522-47-94).

20-64); Images, 18: (522-47-94).

COMEDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT
D'ÉTÉ (A., v.o.): Forum, 1" (29753-74); Studio Alpha, 5: (354-39-47);
Paramount Odéon, 6: (325-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8: (720-76-23).

- V.f.; Paramount Opéra, 9: (74256-31); Paramount Montparasse, 14:
(329-90-10): Passy, 16: (288-62-34);
Paramount-Montmartre, 18: (60634-25).

LE CRIME D'AMOUR (Fr) : Marais, 4 LE CRIME D'AMOUR (Fr): Marais, 4 (278-47-86).

DE MAO A MOZART (A., v.o.): Impérial, 2 (742-72-52); Hautefeuille, 6 (633-79-38); Pagode, 7 (705-12-15); Marignan, 8 (359-92-82).

DEUX DEBILES CHEZ LE FANTOME (A., v.o.): Ambassade, 6 (359-19-08).

- V.I.: Français, 9 (770-33-88).

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33); Ambassade, 8 (359-19-08); Montpernasso-Pathé, 14 (322-19-23).

DIVA (Fr.): Movies, 1* (260-43-99); Panthéon, 5* (354-15-04): Ambassade, 5* (359-19-08).

DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.): Quintena, 5 (633-79-38): U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Blarritz, 8 (723-69-23); Marigman, 8 (359-92-82); v.f.: Rez., 2 (236-83-93); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C. Garr de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelina, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Bienventle-Montparnetae, 15 (524-2-02); Magio-Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16 (651-99-75); Images, 18 (522-47-94); Secrétan, 19 (241-77-99).

LE DRAGON DU LAC DE FEU (A.) v.f.: Napoléon, 17 (380-41-46).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A.,

E DRAGON DU LAC DE FEU (A.)
v.f.: Napoléon, 17 (380-41-46).
T. L'EXTRA-TERRESTRE (A.,
v.o.) Gaumont-Halles, 1= (297-49-70);
U.G.C. Danton, 6= (329-42-62); Hautefeuille, 6= (633-79-38); Marignan, 8
(359-92-82); George-V. 8= (56241-46): Parmassicas, 14= (329-83-11);
14 Juillet-Beaugrenelle, 15= (57579-79); Kinopanorama, 15= (30650-50): Mayfair, 16= (525-27-06);
v. f.: Richelica, 2= (233-56-70);
U.G.C. Opéra, 2= (261-50-32); Mercury, 8= (562-75-90); Mormandie, 8=
(359-41-18); Lumière, 9= (246-49-07);
Paramount-Opéra, 9= (742-56-31); Nations, 12= (343-04-67); U.G.C. Gare de
Lyon, 12= (343-01-59); Fauvette, 13=
(331-56-86); Paramount-Galaxie, 13=
(580-18-03); Gaumont-Sud, 14= (32784-90); Monitparnasso-Pathé, 14= (32219-23); Bianvento-Monitparnasse, 15=
(524-42-27); Paramount-Mailiot, 17=
(758-24-24); Secrétan, 19= (24177-99); Wepler, 18= (522-46-01);
Gaumont-Gambetta, 20= (636-10-96).
*ÉTAT DES CHOSES (AL, v.a.); Si-

L'ETAT DES CHOSES (All., v.a.) : St-André-des-Arts, 6º (326-48-18) ; Escu-rial, 13º (707-28-04).

LE GENDARME ET LES GENDAR-METTES (Fr.) : U.G.C. Marbest, & LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34). LA GUERRE D'UN SEUL HOMME (Fr.) : Foram, 1" (297-53-74) ; Studio Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

LES GUERRIERS DU BRONK (*) (v.f.) : Paramount-Marivana, 2 (296-HANKY PANKY, LA FOLIE AUX TROUSSES (A., v.f.); Lamière, 9-(246-49-07); Montparanae-Pathé, 14-(320-12-06).

(320-12-06).

HECATE (Fr.) (*) Geumont-Halles, !*
(297-49-70): Barlitz, 2* (742-60-33);
Saint-Germain Huchette, 5* (633-63-20); Olympio-Luzembourg, 6* (633-97-77); Colisée, 3* (359-29-46); Saint-Lazare Pasquier, 3* (387-35-43);
Olympio-Balzac, 3* (361-10-60); Nenions, 12* (343-04-67); Olympic, 14* (542-67-47); Parmassiers, 14* (329-67-47); Olympic, 14* (542-67-47); Olympic, 14* (542-67-47-47); Olympic, 14* (542-67-47-47); Olympic, tions, 12 (343-04-67); Olympic, 14 (542-67-42); Parmaniens, 14 (329-

LES FILMS NOUVEAUX

AMOUR JEUNE, AMOUR FOU, film italien de Giorgio Stegani Caso-rati. V.F.: Max-Linder, 9 (770-40-04): Paramount-Montmertre, 8 (606-34-25): Paramount-Oritans, 14 (540-45-91): Convention St.-Charles, 15 (579-33-00); Paramount-Gobelins, 14 (707-12-28); Paramount-Bastille, 12-(343-79-17).

(343-79-17).

LA BOUM № 2, film français de Ciasde Fisocean: Gaumont-Helles, 1* (297-49-70); Berlitz, 2* (742-60-33); Riobelieu; 2* (233-56-70); Cluny-Palace, 5* (354-07-76); Paramount-Odéon, 6* (325-59-83); Bertagon, 6* (222-57-97); Ambustade, 8* (359-19-08); Le Paris, 8* (359-53-99); Français, 9* (770-33-88); U.G.C. Bistritz, 8* (723-69-23); St-Lazare-Pasquier. 8* 33-88); U.G.C. Bistritz, 8 (723-69-23); St-Lezere-Pasquier, 8 (387-35-43); Mazeville, 9 (770-72-86); Athéns, 12 (343-00-65); Fauvette, 13 (331-56-86); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Gaumont-Convention, 19 (828-42-27); Victor Hugo, 16 (727-49-75); Paramount-Maillot, 17 (758-24-24); Wepler, 18 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

BRISHY, I.E. SECRET DE NIMHL

(636-10-96).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH, film d'animation américain de Dom Bluth. V.O.: Quintente, 5º (633-79-36); V.F./V.O.: Marignan, 8º (359-92-82); V.F.: Gaumont-Hailles, 1º (297-49-70); Berlitz, 2º (742-60-33); Français, 9º (770-33-88); Maxeville, 12º (343-00-65); Mistral, 14º (539-52-43); Montparnos, 14º (327-52-37); Gaumont-Convention, 15º (828-42-27); Clichy-Pathé, 18º (522-45-01); Gaamont-Gambetta, 20º (636-10-96).

(636-10-96). (636-10-96).

S.A.S. A SAN-SALVADOR, Film français de Raoul Contard : Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Montparinesse 83, 6 (544-14-27); Rotonde, 6 (633-08-22); Normandic, 8 (359-41-18); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); U.G.C. Garg de Lyon, 12 (1998-11-24); U.G.C. Garg de Lyon, 12 (1998-11-24); U.G.C. Garg de Lyon, 12 (1998-11-24); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); U.G.C. Garg de Lyon, 12 (1998-11-24); U.G.C. Boulevard, 9 (1998-11-24); U.G.C. Garg de Lyon, 12 (1998-11-24); U.G.C. Boulevard, 9 (1998-11-24); U.G.C. Boulevard, 9 (1998-11-24); U.G.C. Garg de Lyon, 12 (1998-11-24); U.G.C. Boulevard, 9 (1998-11-24); U.G.C. Boulevard, 9 (1998-11-24); U.G.C. Garg de Lyon, 12 (1998-11-24); U.G.C. Boulevard, 9 (41-18; U.G.C. Boulevard, 9 (776-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12-(343-01-59); U.G.C. Gobelina, 13-(336-23-44); Mistral, 14- (539-52-43); Magie-Convention, 15-(828-20-64); Murat, 16- (651-99-75); Images, 18- (522-47-94); Secretans, 19- (241-77-99).

Secrétans, 19 (241-77-99).

TELL ME..., film américain de Lec
Grant. V.O.: Forum, 1= (29753-74); Studio Logos, 5 (35426-42); Olympic-Balzac, 8 (56110-60); Olympic-Entrepôt, 14 (542-67-42); V.F.: ParamounMontparnasse, 14 (329-90-10);
Convention St.-Charles, 15 (57933-00).

HITLER, UNE CARRIÈRE (AIL, v.o.):
Veadème, 2 (742-97-52).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.): Paramount-Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount City, 8 (562-45-76).

Paramount City, & (\$62-45-76).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME
(It., v.a.): Gaumont-Halles. I= (29749-70): Studin de la Harpe, 5= (63425-52); Hautsfeuille, 6= (633-79-79);
Gaumont Champs-Elysées, 8= (35904-67): Parmasions, 14= (329-83-11);
P.I.M. Saint-Jacques, 14= (389-68-42);
14_Juillet-Beaugrenelle, 15= (57579-79): v.I.: Impérial, 2= (742-72-52);
Miramar, 14= (320-89-52); ClichyPathé, 18= (522-46-01).

LA LOTERIE DE LA VIE (Ft.): Marais.

Anthress, 11 (100-27-10) 12-59.
LES MISÉRABIES (Fr.): U.G.C. Danton; 6 (329-42-62); Montparasse 53, 6 (544-14-27); Colisée, 8 (359-29-46); Français, 9 (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

NEW-YORK, 42" RUE (A., v.o.) (*) : Fo-

50

<u>_</u>*

等 安美

¥

-10

1

3

 $\hat{\mathcal{L}}_{\mathcal{A}_{i}}^{\mathrm{opt}}$

77

1.3

100

: *

. 1

4

Sec

44

.

1

1,77

等。

200

-

2 -

--

THE PARTY.

-

4 -

-

-

-

-

rum, 1= (297-53-74); Parm (329-83-11). (329-83-11).

LA NUIT DE SAN LORENZO (it., v.o.); 14 juillet-Racine, 6* (633-43-71); 14 Juillet-Parmasse, 6* (326-58-00); Biarritz, 9* (723-69-23); 14 Juillet-Bastille, 11* (357-90-81); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15* (575-79-79). — V.L.; U.G.C. Boulevard, 9* (770-11-24); Montparmos, 14* (327-52-37).

52-37). L'OMBRE DE LA TERRE (Fr. Tun.) : Studio de la Harpe, 5 (63-25-52); 14 Juillet-Parnesse, 6 (326-38-00). PHILADELPHIA SECURITY (***) (A., v.o.); U.G.C. Marbeuf, 8** (225-18-45); v.f.; U.G.C. Boshward, 9**

(246-66-44). PINE FLOYD THE WALL (A., vo.) :

Saint-Michel, 5 (326-79-17); Paris Loisirs Bowling, 13 (606-64-98). Loisirs Bowling, 18: (606-64-98).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS
(Fr.): Berlitz, 2: (742-60-33); Richelieu, 2: (223-56-70); Breungne, 6: (222-57-97); Marigana, 3: (359-92-82); Français, 9: (770-33-88); Maxéville, 9: (770-72-86); Nations, 12: (343-04-67); Fauvette, 13: (331-56-86); Gaumoit Sad, 14: (327-84-50); Montparnasse: Pathé, 14: (322-19-23); Grand Pavois, 15: (554-46-85); Clichy Pathé, 18: (522-46-01); POLITERGEIST (A., vf.) (***); Pare-

POLTERGEST (A., vf.) (**): Para-mount Opéra, 9 (742-56-31); Para-mount Moutparasse, 14 (328-90-10). QUERELLE (AB., v.o.) (**): Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE QUART D'HEURE AMERICAIN
(Fr.): Arcades, 2º (233-54-58); Biar-ritz, 8º (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9º (770-11-24); Mostparnot, 14º (327-52-37).

QUE LES GROS SALAIRES LÉVENT UE LES GROS SALAHRES LEVENT LE DOIGT (Pt.): Paramount Mari-vaux, (296-80-40): Paramount Odém, 6' (325-59-83): Paramount City, 9-(562-45-76): Paramount Opéra, 9-(742-56-31): Paramount Monipar-

mass, 14 (329-90-10). SPEED DRIVER (IL., v.f.) : Maximile, 9

(770-72-86).

SUPERVIKENS (***) (A. v.o.): Studio Cojes, 5* (354-89-22): Etypies Lincoln, 8* (359-36-14). THE THING (A., v.o.) (*): Normandie, 8* (359-41-18) — (V.f.): U.G.C. Opéra, 2* (261-50-32); Maxéville, 9* (770-72-86); Miramar, 14* (320-89-53); Tourellés, 20* (364-51-98).

TIR GROUPÉ (Fr.): Paramount Opéra, 2 (742-56-31); Paramount Montpar-mane, 14 (329-90-10). UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE

(Fr.): Marnis, 4 (278-47-86). UN TUEUR DANS LA VILLE (A., v.o.)
(*): Paramount City, # (562-45-76).

- V. f.: Paramount Opera, 9 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14-(329-90-10); Paramount Montpartre, 18- (606-34-25).

LA VENGEANCE EST A MOI (Jap., v.o.) (*) Studio Médicis, 5 (633-25-97); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Monte-Carlo, 8 (225-09-83); Paramount Montparnasse, 14 (328-90-10).

90-10).

VICTOR, VICTORIA (A., v.u.): Mevies, 1= (260-43-99); Saint-Micket, 5- (326-79-17); George-V, 8- (562-41-46); Colisée, 9- (339-29-46); 14-Inillet Beaugrenelle, 15- (575-79-79). — V.f.: impérial, 2- (742-72-52); Montparmasse 83, 6- (544-14-27); Saint-Lazare Pasquier, 9- (387-35-43); Paramount Bestille, 11- (343-79-17); Paramount Calaxie, 13- (580-18-03); Montparmos, 14- (327-52-37); Cilchy Pathé, 18- (522-46-01).

UNE CHAMBERT EN 2007-18-

(52246-01).

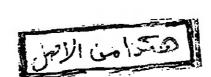
UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.):
U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32): U.G.C.
Danton, 6 (329-42-62); 14-fuillet Parmasse, 6 (326-58-00); Blarritz, 8 (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.): Pablicis Matignon, 8 (359-31-97); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Griens, 14 (540-45-91).

YOL (Turn vo.): U.G.C. Orders 6 (236-

YOL (Ture, v.o.): U.G.C. Odéon, 6: (325-71-08); Biarritz, 8: (723-69-23); 14-Juillet Bastille, 11: (357-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15: (575-79-79). - V.f.: U.G.C. Opéra, 2: (261-50-32).

· Ambiance musicale m Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repus - J., H. : ouvert jusqu'a... heures DINERS J. 23 h. Grande Carta. Menu d'affaires : 100 F s.n.c. Menti dégustation : 240 F s.n.c., salon de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale. LAPEROUSE 326-90-14 et 68-04 51, quai Grands-Augustins, 6c. F. dim. J. 22 h. Cuisine périgourdine. Mena 140 F 1/2 vin du pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassoulet su confit. SA CARTE. LE SARLADAIS 522-23-62 2, rue de Vienne, & F. sam. midi, dim. De 12 h à 2 h du marin. Ambiance musicale. Spécialités abaciennes. Vins d'Alsace Son BANC D'HUFTRÉS et sa CARTE DES DÉSSERTS. AUB. DE RIQUEWIKR 770-62-39
12, rue du Fg-Montmartre, 9. Ts.Ljrs.



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 11 décembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

M 9 35 Droit de réponse Emission de Michel Polac.

Alles les femmes. Avec notamment Mar B. Grass, A. La-guillier, A. Lartéguy, M. G. Halimi, MM. A. Richard et G. Gantier.

THE TAX PARTY OF THE PARTY OF T

21 h 50 Série : Dallas

Lucy et Mona se marient a Southfork. Sue Ellen redé-couvre que J.R. s'intéresse à la sœur de Mitch...

22 45 Magazine d'actualités. Sept sur sept
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Bonlay.

La télévision d'Allemagne de l'Est; Coup de cœur :
première greffe d'un cœur artificiel?; Unurel Garcia
Marquez, prix Nobel de littérature 82 et Jean-Jacques
Servan-Schreiber grand témain. Servan-Schreiber, grand témoin.

23 h 40 Journal

DEUXIÈME CHAINE: A 2



35 Variétés : Champs-Elysées M. Drucker, de C. Aznavour, Nicoletta, les Compagnons de



21 h 50 Téléfilm: La Secte des posses.
Réal. W.A. Graham (1st partie) - Avec P. Boothe,
N. Beatty, I. Cara, V. Cartwright.

Le 18 novembre 1978 le monde entier apprit la mort de 914 adeptes du Temple du en Guyane. « La Secte des possèdés » montre la genèse du drame : un l'enfance du révérend Père Jim Jones (chef de la secte)

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR

h 35 On sort ce soir... Rendez-vous l'Paris d'après le roman de V. Baum, réal. G. Kubach. L. B. Rudolph, B. Stokes, C. Bronner... Evelyne et Kurt, un coupli bien assorti, entre Berlin et Paris en compagne de Marianne une femme vive et dynamique. Pin malheureuse.



22 h Bleu outre-mer,
En les touples de nacre : des coquillages qui deviendront
Guyane, il était of fois : des chants de Noti.
23 h 45 Prélude e la nuit.

Coin de cimetière au printemps », de D. de Séverac, par A. Bremski, plano.

FRANCE-CULTURE 26 h, Kaspar Gearmerius, de C. Rubon. Avec M. Lonsdale, N. Nerval, V. Reyder.

22 h, Ad lib. 22 h 5, La fague de samedi. FRANCE-MUSIQUE

26 k 10. Reconstitution du 1e concert de l'Orchestre natio-

22 h 30, « Température nocturne variable selou los; . (en direct du centre des ondes courtes il Limours).

Sports Dimenche.

15 h 20 Jeu: Qui êtes-vous ?

18 h 55 Les arrange du march

19 h 25 Jeu: J'al un

Série : Arnold et Willy.

De M. De La Grange et A. Reille : le pari,

sure noire. Film français M. Y. Marri (1972), avec P. Richard,

17 h Pour yous.

20 h Journal.

savoir, d'appat au chef 🔤 service 📦 renseignements français qui veut = débarrasser = son adjoint = rival.
Pierre Richard excellent, dans une comédie d'esplondu meilleur style • boulevardier •, 📰 📰 le concours de Francis Veher



III h 05 Pleins feux.

Magazine culturel de J. Artur ■ C. Garbisu magazine:tutured de 3. Artur C. Galossi Mogador : Mogador : X' Peter Ustinov, mise Philippe Rondest ; Falstaff Verdi, en scène de Georges Wilson,

22 h III Sports dimanche solr. 22 | 45 Journal.

23 h 01 A 0.00 mmm.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 40 Cours d'anglais.

10 h Gym tonio. (et à 10 b 45).

10 h 30 Magazine du cheval. 11 h 45 Dimanche Martin.

Entrez les artistes. 12 h Journal.

h 30 Dimenche Martin (suite).

la pic; 15 h 20, L'école des fans | 15 ll 55, Les voyageurs de l'histoire; 16 h 25, Thé dansant.

17 h 05 Série : Le mythomane.
Nº 1 : Les jonquilles III II grande (Rediffusion).

autour du monde 18 h

Journal

20 h 35 🛍 cirque de demain.

5 Festival mondial 1981. Voltige cosaque, équilibristes français, clowns, sur fil, danseur sur corde des quatre coins du monde.

21: h - Water en - : Un homme, un vrai. V. Sarmiento Film tourné à Costa-Rica en Amérique latine sur le

chisme : témoignages de Jeunes hommes à la conquête femmes, d'hommes (machos), d'une prostituée, 22 h JE Musique.

de Haendel, Franck, Vivaldi. Bizet, Schubert Albinoni, avec P. Domingez et 1. Solisti Veneti. dir. C. Faccon Ce concert donné le 30 octobre Same I in salle Nervi - Vatican. 21 h 10 June

TROISIÈME CHAINE: FR 3

10 h Images du Maroc

10 h 31 Mario

13 h Les Jes du lineau

15 h Ouvert le dimanche. tromene : 17 h, la littérature et la bistouri : por-traits de Suffran et J. Reverzy.

h Magazine de la photo ; Flash 3.
Les coulisses du grand reportage ; les photos de la guerre 1914-1918 ; portrait la Bruno Barbey ; la photo

III II 45 L'écho des bananes.

Avec Moon Martin, Elisabeth Wiener | le groupe

19 40 Spécial DOM-TOM. 20 h Série : Benny Hill.

20 1 30 La minute M. Cyclopède.

h 35 Document : www.wie. La vie d'un boxeur, Robert Charron. Réal. G. Birtchansky.

Heurs maiheurs d'un challenger in Marcel Cerdan

qui n'a accèder la la consècration suprème. 21 h 20 Aspects du man métrage français

Hommage à Rodin -, de M de Gastyne; « Victor », de
D. Maillet : « Rencontres », de G. Bensttar.

22 li Journal.

III h 30 Cinéma de minult (cycle Vincente Minn 30 Criegfeld Follies.
Film américain de V. Minnelli (1945), avec F. Astaire,
W. Powell, L. Ball, E. Williams, L. Bremer, R. Skelton,
J. Garland (v.o. sous-titrée).

U h 15 Prélude à m nuit Concerto # 3 ., de Scarlatti per l'Ensemble la Follis.

FRANCE-CULTURE

7 h 9, La fenêtre ouverte. 7 h 15, Horizon, magazine Horizon, magazine religieux.

7 h 40, Chasseurs de son. h, Orthodoxie.
h 30, Protestantisme
h 10, Écoute Israël.

9 📱 40. Divers aspects de la pensée contemporaine : La li-

b. Messe à Viroflay.
l. h. Regards sur la musique : « Concerto pour violon et orchestre », de Stravinski ; « Tzigane », de Ravel.
h. 5, Allegro.
45, Musique : MC2... musique contemporaine en Provence (et à 15 h 28 et 23 h).

14 h. Sons.
14 ll 5, Albert et son pont, de T. Stoppard, Avec J.-L. Mareau, C. Morain, R. Carel, 117 h 30, Rencontre avec... F. Calvi M. Padovani, L. Pace

18 h 30 Ma non troppe. 19 h 10, Le cinéma des il 20 h. Albatros : Pierre Mabille, rebelle du merveilleux, par P. Drachline.

20 h 46, Arelier radiophonique | Pologne, Polska, Polcha, par R. Farabet (Redif. | 23 MC2, musique contemporaine en Lubéron).

FRANCE-MUSIQUE

■ b 2, Concert promenade ; Musique viennolse et musique

légère : œuvres de Haydn, Tchaïkovski, Becthoven, Wie-niawsky, Liszt, Leoncavallo, Albinoni, Rossini, J. Strauss, Jarno, Sandauer, Eysler ; 2. Cantate : Intégrale des camates de J.-S. Bach ; h 10, Les matinées de l'orchestre ; L. Stokowsky ; œu-vres de Haendel, Beethoven, J. Barta, R. Strauss,

n, Concert : un Geral du Taoure du Champs-Elysées à Paris, œuvres de Haydn, Beethoven, Webern, par le Quaturo Eder.

Webern, par le Quaturo Eder.

12 h 5, Magazine international.

14 4, D'une oreille Pautre; de Debussy, C.P.E. Schönberg, Beethoven, Mozart, Dowland.

17 h. "l'entendez-vous? par P. Combescot; Guvres de Bertrand, Charpentier, M. Meyerbeer, Botelor. Donizotti.

19 Laz vivant; Le septette de B. Goodman.

20 h 30, Concert (donné Lullette, ouverture 29 juin 1982): Roméo Jullette, ouverture 3 en si mineur » de Saint-Saëns; Tzigane », « le Boléro » de Ravel, par le Nouvel C. a. philharmonique; dir. E. Tchakarov; sol. A. Illent, violon.

E.Tchakarov; sol. A. Ilana, violon.

h 30 La nuit sur France-Musique; Musiques de nuit ceuvres de Beethoven; 23 h. Entre guillemets; U h 5, Un voyage en hiver; œuvres de Moussorgski, Reznikov, Rossini.

14 h 15 Les grands enfants. J.-M. Thibault, S.

Marcel Blaustein-Blanchet. P.-D.G. de l'une des plus grandes agences de publicité en France, propriétaire du druge-tores Publicis, est un authentique sel made-man, de ces hommes dont on dit qu'ils se sont faits n è la force du poignet ». Il n'est pas né avec une cuillère d'argent dans III l'a III les caméras du « Nouveau Vendredi », sur FR 3 : ■ Je suis parti tout seul à treize ans et demi.

PREMIÈRE CHAINE : TF 1 9 15 A Bible ouverte.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

Télé-foot.

Journal. 13 🗎 20 Série : Stersky et Hutch

VU-

12 h

Présence protestante.

Messe célébrée à Bailly (Yvelines).

■ 30 La source de vie.

Bref, M. Bleustein-Blanchet est à ranger dans le catégorie des « méritants », et non des privilégiés par héritage. Et vous ? Étes-vous des privilégiés ? Pautêtre bien. Vous avez un travail, vous bénéficiez de la sécurité de l'emploi, vos avantages acquis sont conséquents ? Vous êtes privilégiés, a résumé François de Closets, journaliste auteur livre (Toujours beaucoup de lacteurs privilégient par rapport à d'autres lectures.

Le talent en prime.

Le privilège, ce serait donc aussi cela, ces petites primes que taisons. Heureusement pour notre bonne conscience, M. Philippe Herzog, jeune, beau,

presse » d'Europe 1, ■ 19 heures.

polytechnicien et membre du buresu politique du P.C.F., nous a ressurés. Les privilègiés, ce sont tel coros », rien que les ■ gros ». Les petrons sont incepables, III. Nous caricaturons I peine. A droite, les riches, les bourgeols : voilà les privilégiés. Il gauche, les ouvriers, le monde du travall ;

Dimanche 12 décembre

dredi a tangué sous la direction d'André Campana et de Jean-Charles Eleb. M. Lionel Stoleru, polytechnicien lui ministre de M. Giscerd d'Estaing, a voulu se poser en ressembleur. Français 📰 🗷 stances. Le cilier feet me perti. Il s'embellait même.

mēme. Nous la devons 🛊 M. Christian Pierret, député mapporteur général du budget. Un imites de la verser au Trésor public une somme de 50 millions de francs au titre de l'impôt sur les grandes fortunes. Un privilé-gié, sans doute. Un homme de devoir, en tout cas.

LAURENT GREILSAMER

tique doit se rendre procliment à

ce protocole d'accord.

(Gosteleradio) et la Société ■ Uk protocole d'accord de coofrançaise de production (S.F.P.). pération a été signé, le 6 décembre document, paraphé par les prési-dents des deux organismes, Moscou, mini le de l'U.R.S.S. pour la radio et la télévi-MM. Sergueï Lapine et Bertrand Labrusse, prévoit notamment la réa-lime de films de TRIBUNES ET DÉBATS contribuant à faire progresser à renforcer les rapports tradition-nels d'amitié mus la deux peuples, DIMANCHE 12 DÉCEMBRE a à favoriser le rapprochement culturel » – et la mise à disposition - M. Lionel Stoleru, ancien ministre, membre du bureau politique du parti républicain, participe à réciproque im moyens techniques l'émission « Le Grand Jury R.T.L.-Monde » sur R.T.L., à 18 h 15. pour les équipes de tournage en-voyées sur place. Une mission sovié-- U Yvon Guttac, président du tique doit se rendre proclimation à C.N.P.F., invité au - Club de la Paris pour préciser les mandités de

« Privilégiature »

Ca « programme minimun » prévu par l'article 74 in la le du 29 juillet l'article sur la communication Du coup, la « Nouveeu Ven-

Min information must us

PUBLIC DE L'AUDIOVISUEL

EN CAS DE GRÈVE DANS LE SERVICE

Un projet de décret fixe les modalités d'un « programme minimun »

Le Caminer, prochaine, le projet relatif l'organisation d'un « programme minimun », en cas 🚢 grève dans le service public de la

audiovisuelle, nam la name n'en avaient 🚾 🖦 été 🛍 🕌 ce flou juridique avait provoqué ma polémique, ara la grève du 25 se-vembre dernier, M. Georges Fillioud syndicate to techni-and l'audiovisuel (le syndicate novembre), se c'est se pourquoi le ministre de la communication a law la finition de m

Le projet de décret, qui sum d'un approuvé par la délégation parlementaire pour la communica-tion audiovisuelle, présidée pr M. Estier, député (P.S.) de Paris, prévoit, d'abord, le obliga-tions birm dans le le l'information : cas cessation concertée du travail, TF 1 = Antenne 2 doivent, chacune, diffuser deux journaux, l'un i la mi-journée, l'autre le soir. FR 3 et ses stations régionales doivent assurer l'Allier régionale du soir (la troisième chaîne en se ma per lime d'impéra-tif pour un journal national). Radio-France (chaîne nationale et regionales) doit ouvrir son antenne à trois journaux, le matin, à midi et le soir. Les communications du gouver-Maria les lizzacioni de first de réplique et les campagnes électorales doivent être obligatoirement produites et difficie Il n'est pas imposé il réquisitionner la journa-listes : L'allum seront marie par les rédacteurs non-grévistes ou. à défaut, par le seul directeur 🖆

Pour en qui a trait aux programmes, l'une au moins um sociétés 🖮 télévision concernéees (TF I,A 2,FR 3) retransmettre, après le journal du soir, un programme enregistré, d'une durée minimale 🌆 quatre-vingt-dix minutes. La radio nationale doit, elle, diffuser un programme ininterrompu im musique enregistrée il l'ouverture il ses

heures d'antenne habituelle.

Enfin, Tellettimen de France (T.D.F.) est renue d'assurer la transmission il signaux, ce qui moins quarante-cinq minutes à midi, vingt minutes le soir, et pour la radio, durant immi la journée sur grandes L'Institut national communication audiovisuelle (I.N.A.) et la Sociéte française production (S.F.P.) doivent veiller la sécurité a su maintien le înstallations. La S.F.P. and en outre pourvoir à la production ke campagnes électorales et communications gouvernementales.

ancien journaliste de l'Express II III Nouvel Observateur, devient l'un rédacteurs en cal et le chef du service politique le partir du 10 dé-cembre. Il assurera en particulier les chronique in politique institutor du journal de 20 heures, mulim plasous la responsabilité 🜬 Christine Others.

PRESSE INSTITUT

LE PRIX **BERNARD-J. CABANES**

Le prix international de journa-lisme Bernard-J. Cabanes, réservé aux seuls journalistes d'agences de presse, il irili par iii Association fondée 🛮 la mémoire du rédacteur 🖿 chef de l'Agence France-Presse en juin 1975 au un martin à la bombe commis i un domicile, a été décerné pour la cinquième fois à Paris, par un jury international dont

□ président □ M. Jean Marin, ancien P.-D.G. de l'A.F.P.

Le lauréat IVIII au un journaliste de l'agence Reuter, Nicholas Moore, chargé de couvrir à mante monde activités l'OPEP.

■ L'Association nationale des directeurs de la presse fran-çaise, qui vient de tenir son générale annuelle, a porté 🛚 sa présidence M. Pierre Desclos, ponsable du service im ventes du Monde, m remplacement ## M. Alfred Martin (le Provencul), nommé président d'honneur.



-Vi _ i.vez li-i i_i l -- i.!! WIUE DU SEIGNEUR "...

un conteur biblique VINCENT-PAUL TOCCOLI retrouvez la saveur de ses "histoires":

SI LA BIBLE M'ETAIT CONTEE...

Ed. LE CENTURION

- CHEZ VOTRE LIBRAIRE

M. RAYMOND BLOCH ÉLU à l'Académie des inscriptions

et belles-lettres L'Académie inscriptions belles-lettres i élu, le 9 décembre, Raymond Bloch m remplacede M. Robert Flacelière, dé-

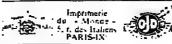
(Né 🖹 Paris 📓 4 📖 1914, 🔜 Ray-Né Paris 4 1914, RayBloch normalien,
agrégé grammaire, ès-lettres.
Il membre de française

a 1947; il a dirigé Algérie, à Wattignies (vallée Chéliff),
puis lalie, à Hama à Casalecchio di supérieur la casalecchio di supérieur la casalecchio di la superieur la casalecchio di la casalecchio tion langues civilisations classiques du C.N.R.S. (1971-1976). Depuis 1949, il directeur de la pratique (épigraphie latine et antiquité romaine).

M. Raymond Bloch est surrout du public par Etrusques, ses travaux, qui ont l'objet de l'apublications savantes, ont porté sur l'archéologie protohistorique, l'histoire, la civilisation preligions l'Ita-Parmi ses livres, on retien-dra entre : l'Art des Etrusques, l'Art | Civilisation étrusques, Mystère étrusque, les Origines

mar la S.A.R.L. le Monde (iërant : Laurens, directeur **iii ii** publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n. 57 437, ISSN : 0395 - 2037.

L'ultime délai pour le dépôt contrats solidarité – permettant d'appliquer de droit la préretraite au taux de 70 % - est-il repoussé au 15 décembre ? Dans le Monde du 3 décembre, nous avions indiqué que, malgré la circulaire du 26 novembre fixant le délai limite 🛏 dépôts au 1ª décembre, le gouvernement acceptait une certaine souplesse a status comme date les environs - 11 10 décembre.

A lumina de la présentation d'un projet de contrat il solidarité
un Galeries Lafayette, l'Humanité, qui a interrogé le ministère la l'em-ploi, écrit, dans son la de medi 11 décembre, que le autre reporté au 15 décembre, les services du ministère précisent que - les dos-doivent être déposés la plus m

Sui ini foi

cit

de mi

de BK

de U

pt. possible .

Il faut, certes, cette souplesse mais, l'absence tion Manua sur la limite - ell nous manual préférable de m pas la communiquer », a répondu le ministère à l'Humanité ... tout ■ le communiquant — de même qu'on nous man parlé officieusement environs du 10 décembre », ne simplifie pas la situation ni pour les entreprises et les syndicats al pour les éventuels bénéficiaires. La plupart dei modélémbles modéléess la circulaire unu nulle, u la C.G.T. demande toujours que seul le prévoit qu'une au : lu prévoit qu'une au : lu arrate de la citre signés a au : 31 dé-

Certes, M. Le Garrec, maintain 311 l'emploi, a man quand il terme que - in préretraite il 55 mm il m économiquement la so-cialement inacceptable », mais c'est son gouvernement qui a le ses services qui ont, I III dernière limite - le M novembre - line par circu-

En réclamant l'annulation 📥 cette circulaire, 🔳 le report - le plus tard possible — délai pour dépôts dossiers, les syndicats l'appui du ministre des Miles Aux ques-tions de M. Couste, député R.P.R. du Rhône, 📶 Bérégovoy a répondu le 10 décembre : - Je lontiers que circulaire 26 no-vembre en inopportune et ne correspondait pas à l'esprit 📥 décret. - Inopportune ! -, le mot devrait faire fortune et donner, si aucune donnée, 👪 armes aux 🖼 🗀

naires sociaux pour exiger de nou-veaux assouplissements.

La retraite à 60 ans

Autre Mal difficile, qui reprend : de l'ordonnance de l'application traite à 60 mm au man plein (50 K w salaires plafonnés dix meilleures années après 37,5 de de cotisations) le partir du 1º avril IV81 Pour que im droit mili une file lité, il la la que la parte-naires sociaux alignent les maries complémentaires (droit la Im E envicomplémentaires (droit à m envi-ron à 65 ans) au régime général pour ouvrir ce droit dès 60 ans. M. Bérégovoy, en réponse à la même question de M. Couste, a indiqué : Les pensions complémentaires MIN du rament des timbal de retraite elles-mêmes. C'est donc aux organisations patronales a syndimes qu'il appartient de conclure un accord. Lorsque je les reçues, fin octobre, ille and alle and alle rechercher accord jusqu'au 15 janvier et a proposer les éven-tuelles adaptations qui s'impose-L'autonomie des régimes complémentaires sera respectée. Il n'est pas question de par règlemantaire d'une auggimes. - Cependant, a ajouté le ministre : « Name arman 📶 obligés 🛝 nous placer dans l'hypothèse 🗯 il n'y much pe d'accord, a que, compte to de comportement du patronat depuis quelques on peut malheureuse pas ciure. Il faudrait alors pur le gouvernement prenne des pour que il salarié prenant m retraite il 60 ans bénéficie d'une valente I celle qu'il mini obtenue 2 65 mms

Les négociations maire patronat es syndicats Elimitar s'ouvrir to 71 décerobre. Va-t-on assister parodie 🚾 discussions que celle 🛍 ces many mois sur l'UNEDIC ? cieux progressent positivement. Le régime m retraites complémentaires de non-cadres serait aligné m impliquerait un accroissement de :+ 0.3 1 + 0.4 %. Pour cadres, le régime ne serait pas - retraite à 65 ans - mais un système intermediale - comme l'a proposé la C.G.C - serait mis en place. Run, in le proche avenir, la vraie question : le C.N.P.F. acceptera-t-il de participer à mu financement? Et s'il manue les P.M.E., et more les P.M.I.,

jouerout-elies partition? J.-P. DUMONT. LE PAIN DE LA LIBERTÉ

Des travailleurs immigrés font redémarrer une boulangerie industrielle à lyry-sur-Seine

prise depuis deux mois et qui, brasquement, m remettent 📗 faire du nain, des croissants, de la pâtisserie, distribuant leurs produits à la clientèle : c'est une conflit pen banal que celui des boulangeries Hédé à Ivry-

Chez Hede, 56, rue Jean-Le-Galleu, à Ivry-sur-Seine - une importante boulangerie industrielle de la région parisienne, - un drapeau neme orne la grille d'arm en audessus d'une banderole de la C.G.T.: • No aux licenciements, non il l'adilioni patronal ! »L'établissement en occupé, depuis le cotobre, en plusieurs dizaines travailleurs en grève - un cinquantaine selon 📓 direction, une centaine la C.G.T., we us william d'environ soixante-dix salariés, - ul le conflit n'a 🔤 💳 🗯 s'enveni-

Mercredi II I grévistes, invoquant la nouvelle législa-🛏 qui permet de sauver l'outil 🖦 travail, 🔳 sont emparés 🗪 📖 🚔 farine 🗷 🗗 📖 🚾 denrées qui risqualent de pourrir de l'usine, [la ont la redémarrer la lacate de la contraction de Dans la cour, un dizaine mionnettes 🏝 livraison : pains 🖦 ménage, boulots, baguettes, viennois chauds remplissent la panetières de une bonne etc de fournil - de cette fois, de la cett M. Kamel Simerabete, délégué C.G.T., on fait trente-cinq have par semaine et pas 📭 🌬 pius. »

Ces ouvriers, qui travaillaient au rythme 🛍 quarante-trois heures par semaine, avec un seul jour 🖛 repos hebdomadaire, réclamaient depuis un certain temps déjà 🜬 trente-neu heures sans perte 🌃 salaire, l'octroi de repos par mente. le treizième mois, la prime d'ancienneté, l'application des augmentations prévues au mon de le personnel, surtout le respect de la dignité ». En octobre, la merca annoncait la déplacement d'un vingtaine de leure de travail con nouvelle de production Saint-Denis, pour laquelle la Société Hédé and l'aide de l'aide de l'aide de la man de soixante-quinze emplois. La

Des grévistes, la plupart immigrés, qui occupent leur entre immigrés d'Ivry, immigrés d'Ivr tima l'entreprise en danger. Dès lors, la tension s'est aggravée.

A coups de fusil

Déjà, le 4 septembre, M. Simerabete était en train de remplacer l'un des pneus de sa voiture par main malveillante, la patron la l'établissement. M. Raymond Posta, which pas I tirer une décharge de fusil de chasse contre ce délégué cégétiste (le Monde daté M septembre). Ce geste, pour le moins members avait valu à ma auteur d'être appré hendé. Il . III mis en II-II provisoire, après plus de deux semaines

Entre temps, un mystérieux sabo-perpétré la nuit, a provoqué un incendie ima la boulangerie. Les ouvriers, and des pompiers, ma pu maîtriser le feu. Depuis lors, ils campent jour muit is l'usine. Ils ont and another use anticirios de la loi de 1901, pour relancer la produc-tion. • Was autor call cinq sections, expliquent-ils : boulangerie, patisserie, viennoiserie, livraison et administration, nous chacune d'elles comme chefs de maile -Pour la clientèle, ajoutent ces sain riés, on joue sur de velours : - On a simplement pris

Depuis quelques jours, des collec-tivités, gérées notamment par la C.G.T., de la leurs de la pain de la liment - matte errer une ristourne III m centimes.

Pour les fêtes de fin d'année, 🕍 boulangers « sauvages » d'Ivry préparent la livraison de dizaines de 🎍 📠 bûches 🗪 Noël. Uze initiative peu appréciée, on le devine, par les dirigeants des établissements Hédé, retranchés avec l'autre partie de les personnel dans leur transcrite usine de Saint-Denis. Ils n'en ont pas moins accepté, cette fois, des négociations qui le se dérouler le jours prochains, man les auspices de l'inspection 🍱 travail.

coups de fusil » des commerçants

Le _____ évident ___ plan collectif. ___ villages de

Quant aux entreprises, leur fermeture with provoque an mola d'août une chute de 3 % de la production industrielle 🖽 un recul

Tous les analystes ne s'accordent

die pure bes à l'allonger

La campagne gouvernementale pour l'étalement des vacances

M. André Henry, ministre du temps libre, s'est fixé un object matière d'étalement des vacances : « Que d'ici au 31 jauvier 1983, des milliers d'entreprises françaises décident, par la concertation interne, de mainteuir leur activité toute l'année, comme c'est le cus dans presque tous les pays du monde, en réalisant un plan d'étalement des congés et d'organisation des activités de production». Objectif plus ambitieux qu'il ne paraît en raison des blocages de la société française en matière de congés.

Tout ■ été dit, tout ■ été écrit au sujet de l'« hyper-concentration » des départs des Français vacances : le mois de juin enregistre 5,2 % des journées de congés d'été ; celui de juillet, 29,8 %; celui d'août, 50,9 s celui de septembre,

Les vacanciers ne connaissent que trop les inconvénients de poussées de fièvre : embonteilla qui s'efforcent de réussir leur année en deux mois, et bondés, exaspération des serveurs de

cinq par Sir 1,5 million d'emplois dénombrés and la tourisme, que que seulement pouvaient que qualifiés de permanenta.

de 25 des exportations.

pas sur l'importance du manque l gagner pour le pays (38 milliards de france environ), mais last reconnaissent que les rummes infiniment phis agréables elles Maletent sur quatre mile su lieu de deux. D'ailleurs, Fort juillet qui est, en France, le plus chaud et le plus ensoleillé; juin est un peu plus frais qu'août, mais il est moins pluvieux et les jours y sont plus longs; enfin, septembre connect moins de pluie que le sacro-saint mois d'août.

Au ministère du temps libre, on de la minu touristique. Tout d'abord il y m la contrainte industrielle qui delle 46 % des entreprises I fermer en août. E il faut il la contrainte scolaire qui concerne 40 🍱 de la population Le manus social et le grégarisme pèsent, cartes, leur poids, mais il faut reconnaître que stations belnéaires ne sont pas

Un certain nombre de mesures ont déjà 📶 prises pour briser ce vicieux. Par exemple, la calendrier scolaire a ramené de onze I dix semaines, sur deux mois pieins, les congés scolaires d'été. La cinonième semaine de congés payés devra obligatoirement être prise séparément des quatre autres. Deux campagnes publicitaires du 25 novembre au 15 décembre et rappelleront que « la l'entre le rester ouverte de juin à septembre »

讀

Ţ.

Ģ

¥

5**6**r

....

14

- 22

4

الْبُلَدِ :

i de ani

44

. 9

ě

1

- 3

**

W

ı ifi

4

内镜

-

2等

**

4

-

4

7110

1773

-

Persuasion et pédagogle

Comme gouvernement précédent, il a été décidé de signer avec certaines stations tourist contrats garantissant, des le qualité d'accocil, de diamin mois le plus = chaud »,

Plus innovateur est le train forum qui aura visité, le 10 décembre, seiza gares situées au cœur des grands bassins industriels (voir ci-contre). Syndicalistes et patrons y sont conviés par les commissaires de la République d'entendre l'énoncé du problème de vacances. Les entrepreneurs qui sernient intéressés per un maintién en activité 🐜 leur établissement peuvent avoir gratuitement recours à une soccété dans le convoi.

An cabinet du ministre du temps libre, on se défend de vouloir faire la loçon à quiconque. Persuasion et pédagogie sont les mais d'une entreprise qui, après tout, vept réalisant les souhaits des Français ». Car, s'ils avaient pu choisir leurs dates de décerts, 23 % de ceux-ci auraient de le mois de juin, 28 % juillet, 18 % août et 13 %

ALAIN FAUJAS.

Les accords salariaux sont signés à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.

(Suite 🛍 la première page.)

A la R.A.T.P., les syndicats C.G.T. personnels d'exécution et des agents d'exploitation du métro, du R.E.R. au autobus ainsi que des ingénieurs et cadres C.G.T. signé l'accord, refusé m revanche par l'accord, de le C.G.C. de F.O. A l'E.G.F., la syndicats ont jusqu'an 15 décembre pour m déter-miner. M. Claude Cambus, délégué général de l'U.N.C.M.-C.G.C. parle de - parodie politique un la seule me-tuelle - estime la seule me-du pouvoir d'achat de fin Or, ajoute-t-il, . le résuitat pouvoir d'achat résultant des propositions faites sera • 0,5 % 1'in-flation atteint, de 1 1,2 1 1 elle vraisemblable, ne serait-ce que pour permettre la retouche proposée in 7 in grille, que cua syndicats d'E.G.F. s'orienteront wir une - non-opposition - au mili

Cette extension de la deser de sauvegarde dans le persur public risque de créer de l'amin nages France. Il douteux, lorsqu'il faudra, début janvier sam doute, négocier un nouveau contrat Charbonnages pour 1983, que la direction accepte was alle de sauvegarde, in augmentations salariales avant la particularité in d'être liées aussi Il l'accroissement du PIB en volume et à l'améliora-la productivité. Les pourrat-elle and à la montante? Cette situation n'est pas sans faire problème dans le privé. Certes, dans trente-neuf accords de branches du privé, seul 📟 🔳 contient une clause de sauvegarde du pouvoir d'achat. entreprises pourront-elles, à leur ni-

Une importante entreprise l'agro-alimentaire avait. fin octobre. signé un accord is sortie du blocage des salaires and la C.F.D.T., la C.G.T. et la C.G.C., s'inspirant pour ses 5 recommandagouvernementales (18% sur 1982 ut 1983). Mais III que Le Pors a accordé la clause de sauvegarde dans la beam publi-

que, la C.G.T. a retiré sa signature, tout devra vraisemblablement âtre renegocié. Exemple isolé? Peut-être, mais, ! significatif.

Dani l'assurance, an - angle alarial : vient d'être signé entre la d'assurances, la C.F.D.T organisations C.F.T.C. Il ne concerne una la région parisienne, mais devrait s'appliquer i de breux province et toucher en fail man 90 000 et 100 000 salariés. Ce texte gouvernement de 18 % sur 111 et 1983 (pour 1983 : 2,25 den mars, 2,10 % en mars, 2,10 % en mars, 2,10 % en décembre). Ces augmentations portent sur des minimas, mais la litteration patronale a ppliquer our beautiful Hat. Des mesures prévues m 1982, et 1991 pour m ha where (ainsi, m dhe 1982. mensuel salariés ayant des 54 000 F par an pourra être injoré de III F).

peu près - piège - de sauvegarde. I d'aug-mentation slur deux dérapage prix au-delà, les si-aire et surtout 🖺 🕍 situation économique le permet. Un conditionnel qui a un importance. Au niveau | | | - c'est une prela C.F.D.T. et certains syndicats C.F.T.C. rémunération annuelle garantie, supérieure au 147 000 F par de la rémunération compris) pour avant mild d'un an il présence et 51 000 F (4 250 F par mois) pour avant au moins un an présence. Un accord qui montre que la sortie de blocage de salaires peut was avoir, maleré ses

MICHEL NOBLECOURT.

Le comité d'entreprise de la Caisse d'assurance-maladie de la région parisienne devrait disparaître le 31 décembre

vrait disparaître le 31 décembre, en raison de la Cale-primaire de la région parisienne. Cette dernière, en effet, en vertu d'un du 8 juillet IVIII en sept départementales qui vont prendre relais l'actuel d'entreprise. La disparition de celui-ci fait d'autant plus problème que le Man qu'il a accumulé - III millions de francs - fait l'objet depuis d'une polémium entre la divers partenaires gé-

Autre pomme de discorde : le sort du personnel employé par le C.E. environ deux cent quarante perma-nents et mille vacataires. Les trois fédérations syndicals - C.G.T., C.F.D.T. et F.O. - envisagent le rede per-C.G.T. du personnel du C.E. Pour celle-ci, en désaccord avec sa fédération, qui est son employeur, le patrimoine du comité pourrait être vendu pour résorber le déficit et payer des indemnités de licenciement.

Les administration provisoires III C.E. ont vu leur mandat prolongé jusqu'au 15 décembre pour tenter de résondre le problème posé.

CONJONCTURE

SELON L'INSEE

Les investissements auraient baissé de 7 % m 1982

Les investissements an entreprises auraient baissé in 7 % en prises auraient baissé in 6 % en au vu de dernière enquête auprès ir trois mille chefs d'entre-prises de la moitié investisse-la plus moitié investisseconfirme réponses faites l'IN-SEE lors son enquête de juin.

C'est dans M Francis biens d'équipement que la lune lune plus faible : 4%, alors qu'elle atteint 8 dans les consommation. On révisions en hause dans le textile-habillement, en baisse dans la sec-teur de l'automobile. Les industries agro-alimentaires maintiennent prévisions basses.

Dans les des biens intermédiaires, i le volume aurait baissé en moyenne i 7 %, situations talliam suivant = ======= bausse en volume ille la lacera la sidérurgie, la transformabaisse dans les matériaux de construction.

Pour 1983, 🖃 🛶 prévoient une hausse en valeur révue de 7 %. Cela correspondrait à une lé-gère la en volume, bien rieure à celle des deux années précédentes. La hiber and plus sensible mus des biens d'équipement anticipent une la se en volume, l'aminermé-que la secteurs d'amintermé-diaires ont les prévisions les plus basses, mises à part la sidérurgie et

La proponti d'entreprises qui pourront me mois evenir réaliser tous les investissements jugés nécessaires a diminué. parmi les grandes entreprises : elle est de juin 36% en novembre, un niveau inférieur au minimum en en 1974 (41 %). Le principal tacle cité l'insuffisance d'autofinancement.

DANS LE TRAIN FORUM A NANCY

Que les grandes entreprises donnent l'exemple...

De notre correspondant

rum pour l'étalement des vacances ne ressemblait en rien, lors de son arrêt en gare de Nancy, I un train de vacanciers an début du mois d'août. Le voyageur, ou plutôt le visiteur, était discret, sinon rare. La moquette bleu gauloise, les posters de vacances au mur avec pour formule - De juin a septembre, la France est ouverte », de nombreuses bordures de plantes me réusguère L.capter du « vacancier potentiel » sur le déproblème M l'étalement. - // fait the fit while with the ., avec nostalgie l'un le linud surpris en train suivre un diaporama expliquant l'intérêt qu'il y a li prendre ses

Une Minim qui résume bien l'ambiance des « tables rondes », qui ne sont le dans l'ultime voiture du convoi, avec la participation des responsables du ministère. Tout monde d'acent le principe de l'étalement - les syndicats, le pale gouvernement. - | le vacancier reste allergique à toute remise en cause de ses habitudes. Inutile, semble-t-il, de lui dire 📭 la trop concentration des cons sur trop période IIII minime de graves conséquences pour l'économie du pays en raison lie la d'un grand nombre d'entreprises industrielles.

Alles er l'est du train-forum déclare-t-il : = S'ils nous proposalent, à 👪 sortie, des voyages, 🚮 séjours de la la de prix la réduits u de Na avantages pour prendre les congés hors saison, peut-être serais-je plus motive... . 📲 🗫 nous reproche justement 🕍 man nous occuper d'économie a pas marca de social. De tout an La Mus

Nancy. - Assurément, le trainfo- ll p aura de vacanciers en juin et en septembre, plus les prix baisseront moins ces vacanciers risquerout de trouver des installations de vacances désertes, où le service sera réduit au minimum », répond l'animateur de la « ble ronde » aux responsables des entreprises présents.

> Le difficile est capendant d'amormouvement : « Les grandes entreprises dowent donner l'exemple. voulez-vous que je tente l'étalement des vacances dans mon usine lorsqu'un sondage effectué parmi mon personnel m'indique que je n'aural que trois per pour rester au mois d'août, alors que soixante-huit autres seront en vacances », explique un participant...

« Des négociations sont actuelleen cours avec la règle Renault -, a îndiqué M. André Henry, ministre du temps libre, qui participart à l'une des « tables rondes ». · Nous ne prendrons certainement pas de loi ou décret pour obliger les Français à partir en vacances à une période plutôt qu'à une Nous vous demandons donc de me-ner réelle d'incitation. - Tous les participants étant fa-vorables l'étalement des vacances, les réunions nancéennes ont plutôt ressemblé i un plaidoyer à l'égard des entreprises.

· Nous sommes confrontés à une somme de problèmes individuels qui un trouvent actuellement que des réponses individuelles ou manual des , résume l'un des participants pourtant satisfaits d'avoir pu le point en difficultés communes. « L'idéal. conclut en aparté un chef da personnel, serait qu'un douzième 🕍 nos employés prennent leurs chaque mois. »

JEAN-LOUIS BEMER



MONNAIES

APRÈS LES RÉUNIONS DE KRONBERG ET DE PARIS

Une importante augmentation des ressources du Fonds monétaire apparaît certaine

Réunis à Kronberg, près de Francfort, jeudi 10 et vendredi 11 décembre, les ministres de l'économie et des finances des Cinq (États-Unis, France, Grande-Bretagne, R.F.A., Japon) ont décidé, selon les déciarations faites i la presse par le ministre allemand des finances, M. Stoltenberg, d'accélèrer le processus de décision destiné à sugmenter les quotesparts du Fonds monétaire. Les «suppléants » (hants

Après la réunion de Kromberg, il nombre de principes pour amender paraît probable qu'un accord sera les accords généraux d'emprunts onclu pour une augmentation subsapparaît probable qu'un accord sera conclu pour une augmentation substantielle de l'ordre de 50 % des quotes-parts du Fonds monétaire ainsi que pour un élargissement des conditions d'application des accords généraux d'emprunts. En vertu de ces accords, les Dix et la Suisse peuvent mettre sous condition à la dis-position du Fonds monétaire l'équivalent de 6,1 milliards de droits de tirage spéciaux (1 D.T.S. vant actuellement un peu plus que 1,09 dol-lar). Il est envisagé de tripler ce

A peine le réunion était-elle terminée que les suppléants du groupe des Dix se sont réunis à Paris sous la présidence de M. Lamberto Dini, directeur général de la Banque d'Italon lesquels les accords généraux d'emprents pourraient être élargis et amendés en vue d'augmenter les possibilités d'intervention du Fonds

Une nouvelle réunion du groupe des Dix aura lieu en janvier, après que le conseil d'administration du F.M.I. aura (avant Noël) délibéré sur l'ensemble des questions en suspens. Si un accord est conclu entre les grands pays industrialisés, le comité intérimaire su sein duquel sont représentés, directement ou indirectement les cent quarante-huit mombres du Fonds pourrait se réunir à Washington à la mi-février an lieu de sin avril comme il avait été préve à l'assemblée générale de Toronto en

En ce qui concerne l'augmentation des quotes-parts du Fonds, une certaine divergence de vues subsiste entre Américains et Européens. Les montants totanx des quotes parts est de l'ordre de 61 milliards de D.T.S (66 milliards de dollars). Les projets envisagés visent à porter ce chil-fre entre 85 et 100 milliards de D.T.S. (entre 92 et 109 milliards de dollars). Le premier de ces chiffres correspondrait à une augmentationde 40 % à laquelle les Etats-Unis le second à une augmentation de 65 % caviron, supérieure donc aux 50 % pronés par les Européens (mais plusieurs pays européens, dont la France, et la Grande-Bretagne, considérent les 50 % comme un minimum). En ce qui concerne les accords généraux d'em-prunts, il s'agirait d'en porter le montant entre 15 et 20 milliards de D.T.S. (16.5 et 22 milliards de dol-

fonctionnaires) du groupe des Dix (les Cinq plus l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède et le Canada) out tenu mercredi après-midi à Paris une session de travail pour examiner le projet d'extension et d'amendement des accords généraux d'emprunts qui permettent au F.M.L. de se procurer des ressources

ser la conclusion d'accords paral-

lèles avec des pays tels que l'Arabie Saoudite. Rappelons que cette der-

nière s'était engagée, en 1981, à mettre à la disposition du Fonds mo-

nétaire, en deux tranches annuelles

successives, la somme globale de

8 milliards de dollars avec la possibi-

lité d'une troisième tranche de 4 mil-

Lors de leur prochaine réunion,

les experts des Dix auront une autre

question à examiner : dans quelles

proportions convient-il d'augmenter

les quotes-parts des pays membres ? Problème délicat, car l'influence au

sein du Fonds est fonction de l'im-

portance de la contribution de cha-

que pays. C'est ainsi que la France

occupe le quatrième rang (après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la

R.F.A.). Le Japon, qui serait en me-sure de mettre à la disposition du

Fonds des ressources plus impor-tantes que la France devancera-t-il

cette dernière? La question est po-sée depuis déjà plusieurs années. Les décision concernant l'augmenta-

tion des ressources se prennent à une

Le groupe des Dix, qui fournit l'essentiel des devises convertibles,

c'est-à-dire les seules qui soient véri-

tablement utilisables par le Fonds,

joue an sein de cette institution un

role prépondérant ; et, au sein des.

Dix, le groupe informel des Cinq a

un pouvoir de décision virtuel. Une

augmentation de 50 % des quotes-

parts correspondrait à 30 milliards

de D.T.S. supplémentaires, mais, en

réalité, l'apport utile serait de

15 milliards de D.T.S. au Fonds, car

les 15 autres milliards seraient

constitués par les quotes-parts des

mais prêtées par le Fonds monétaire.

étant donné que personne n'a besoin

de mounales qui ne servent qu'à l'usage interne et ne peuvent être

utilisées pour régler des opérations

aies inconvertibles ne sont ja-

PAUL FABRA.

majorité de 85 % (vote pondéré).

liards pour l'année 1983.

de ces accords, les Dix sont à la fois les fournisseurs et les bénéficiaires éventuels des ressources supplémentaires mises à la disposition du Fonds. C'est ainsi, qu'en 1976 le Fonds avait fait jouer les A.G.E. pour accorder un prêt à la Grande-Bretagne, pais en 1977 en faveur de l'Italie. Il s'agirait, aujourd'hui, d'autoriser le Fonds à faire appel anx ressources des accords généraux. d'emprunts pour des crédits consentis à des pays extérieurs au groupe des Dix. Dans les circonstances aujourd'hui prévisibles, ces pays seraient des débiteurs du tiers-monde. Mais cette faculté serait ouverte au Fonds à deux conditions : 1) que cette institution vienne à ner des autres ressources dont elle dispose normalement; 2) ou bien que certains pays connaissent des problèmes de balance de paiement d'une telle ampleur qu'ils puis-sent mettre en danger la stabilité du

Assoupiir les règles ?

système financier international.

Aujourd'hui, par exemple, le deuxième de ces critères pourrait jouer, et le premier n'est peut-être pas très loin d'être atteint. Le Fonds, après les crédits qu'il a déjà ou qu'il va consentir au Mexique, à la Hon-grie, à l'Argentine et au Brésil, se retrouverz en possession d'environ 10 milliards de droits de tirage spéciant, mais d'autres opérations sont envisagées. Quant à l'incapacité dans laquelle se trouvent les plus gros pays débiteurs à faire face à leurs charges d'intérêts, elle fait peser incontestablement une loui ce sur la stabilité du système hancaire international.

Le F.M.I. accorde actuellement ses prêts ordinaires au taux de 6,5 %. Les crédits alloués sur ressources des A.G.E. seraient consentis à des conditions des plus onéreuses, voisines de celles du marché. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis, qui sont à l'origine du projet d'extension des A.G.E., préfèrent cette solution à une augmentation plus importante des quote-parts. la préoccupation de Washington étant de limiter les appels au F.M.I. pour ne pas encourager une nouvelle progression de l'endettement.

Les experts se sont posés une autre question (întéressée) : fant-il aussi assouplir les règles des accords généraux d'emprants pour permettre à des pays extérieurs au groupe Les suppléants du groupe des Dix des Dix d'apporter leur concours? La solution envisagée serait d'autori-

ENVIRONNEMENT

Au Conseil d'Etat

L'EXTENSION DU CENTRE **DE RETRAITEMENT** NUCLÉAIRE DE LA HAGUE A ÉTÉ LÉGALEMENT DÉCLARÉE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le Conseil d'Etat vient, par une déclaration du 10 décem de rejeter la requête que le Co-mité régional d'information et de lutte antinucléaire de Basse-Normandie avait présentée conte le décret du 21 mai 1980. déclarant d'utilité publique les travaux d'estension du centre de retraitement de La Hague

Pour contester la légalité de la dé-claration d'utilité publique, qui doit permettre à la Compagnie générale des matières nucléaires, chargée de l'exploitation du Centre de LA Hague, d'augmenter très sensiblement les capacités de retraitement des combustibles irradiés afin de faire face aux besoins des centrales nucléaires françaises de la filière « eau égère ». le comité avançait pluurs critiques : parmi celles-ci l'insuffisance des études d'impact auxquelles avait donné lieu le projet et l'absence d'utilité publique de l'opération, jugée par les militants antinucléaires trop coûteuse, alléatoire et dangereuse pour l'environnement Le Conseil d'Etat n'a retenu au-

cune de ces critiques. Il a d'abord estimé que les études d'impact avaient été menées de manière sérieuse et que leur contenu était en relation avec l'importance des tra-vaux projetés et leur incidence prévisible sur l'environnement. Envisageant ensuite les avantages et les inconvénients de l'opération, le Conseil d'Etat a dégagé de leur comparaison un bilan positif. Il a relevé que le déséquilibre entre les besoins en énergie et les ressources disponibles sur le territoire ainsi que la écessité d'assurer le conditionnement des radio-éléments non réutilisables justifient le retraitement des combustibles irradiés : en contrepartie, ni les inconvénients que pourrait présenter le projet sur le plan de la santé publique ou de la sécurité qui n'out pas paru déterminants (compte tenu des prescriptions sévères imposées aux constructeurs et exploitants d'installations nucléaires et des précautions prises en l'espèce), ni les atteintes à l'environnement n'ont été jugés de nature à retirer à l'opération son caractère

ÉTRANGER

Canada

AU TERME DE CINQ SEMAINES DE GRÈVE

Les ouvriers de Chrysler ont obtenu une importante augmentation de salaire

De notre correspondant

Montréal. - Après cinq semaines de grève, les neuf mille six cents ouvriers des usines canadiennes de Chrysler ont remporté une imporune augmentation immédiate de salaire que la compagnie avait refusée à ses quarante mille salariés améri-cains. Les ouvriers canadiens se prononcent au cours du week-end sur 9 décembre entre leurs représen-tants et la direction de la filiale canadienne du troisième constructeur automobile américain. Tout indique que l'accord sera ratifié par les grévistes, ce qui permettrait la reprise du travail dès lundi dans les six usines canadiennes de Chrysler,

toutes situées dans l'Ontario. Après de longues négociations, qu'ils ont qualifiées d'extrême-ment difficiles , les dirigeants syndicaux canadiens ont obtenu un contrat de deux ans prévoyant une augmentation immédiate de £1,15 dollar du salaire horaire, qui £1,15 dollar du salaire horaire, qui £1,15 dollars (environ 54 F), à la suite d'un accord intervenu en janvier 1981 entre le syndicat et la direction, pour permettre à l'entreprise d'échapper à la faillite. En septembre, la compagnie avait proposé à ses employés américains et canadiens de leur accorder des augmentations de salaire à condition qu'elle réalise des bénéfices. Les ouvriers avaient refusé mais les syndicats américains avaient néanmoins accordé à Chrysler un moratoire jusqu'en janvier. Le syndicat canadien de l'automobile, qui est une - filiale - de l'U.A.W. américaine, adopta une attitude plus dure et dé-ciencha la grève le 5 novembre (le Monde du 12 novembre).

Malgré les réserves de leurs collègues américains - quatre mille six cents ouvriers ont été mis à pied aux Etats-Unis à cause des ruptures de stock provoquées par la grève au Ca-nada - et malgré les mises en garde de Chrysler, qui accusait les gré-vistes de vouloir l'acculer à la faillite, ces derniers ont fait preuve de beaucoup de détermination et ont finalement obtenu satisfaction sur tera néanmoins inférieur à celui des ouvriers des usines canadiennes de General Motors et de Ford (12 dollars, soit 72 F).

Pour débloquer les négociations, il aura fallu l'intervention des dirigeants syndicaux américains et du ice-président de Chrysler-Etats-Unis, arrivés mercredi à Toronto, pour participer aux discus-sions. Le président de l'U.A.W., M. Fraser, a souhaité que l'accord intervenu au Canada serve de base pour la négociation avec les emplovés américains.

BERTRAND DE LA GRANGE,

YOUGOSLAVIE

Crédit de 250 millions de francs à la Yougoslavie. - Une ligne de crédit de 250 millions de francs a été ouverte, le 10 décembre, à la Yougoslavie, par un groupe de banques françaises dans le cadre d'un protocole financier gouvernemental entre Paris et Belgrade. Remboursable en cinq ans avec un taux d'intérêt de 10,85 %, ce crédit est destiné à financer l'importation par Belgrade de pièces détachées, de produits semi-manufacturés et fran-

(Publicité) ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23. bd Vital-Bouhot, lie de la Jatra, 92. Neutity Téléphone: 747-61-35

Alain GOUTHIER

Cantra official d'exemps - Marine merchande TOUS PERMIS MER (A. B. C) ET REVIÈRE

MEXIQUE

· Instauration d'un double marché des chauges au Mexique. - La Banque nationale du Mexique a décidé de procéder. le 20 décembre, à l'ouverture de deux marchés des devises, I'un fixe et l'autre libre, a indiqué, le 10 décembre, à Mexico, le directeur de cette institution, M. Miguel Mancera. Le gouvernement fixera, chaque jour, la parité du peso par rapport aux autres devises, sur le marché fixe, alors qu'il n'y aura pas de contrôle sur le marché libre, précisait-on. Le 1st septembre, le gouvernement avait nationalisé le secteur bancaire et imposé un sévère contrôle des changes, avec deux systèmes de cotation par rapport au dollar, un sys-tème « préférentiel » pour les importations alimentaires et de produits de bases et un système - ordinaire » pour les autres opérations. (A.F.P.)

AGRICULTURE

Trève agricole entre l'Europe et les Etats-Unis

(Suite de la première page.)

La C.E.E. est et entend rester un exportateur net de produits agri-coles, a poursuivi M. Dalsager. Bref, comme l'a résumé ensuite M. Thorn, président de la commission, la PAC n'est pas négociable.

Mais alors comment tenir compte des problèmes très réels que posent les Américains, des difficultés qu'ils rencontrent pour résorber les excé-dents de céréales, de produits lai-tiers, de volailles... de plus en plus considérables. - Nous nous montrons capables, pour notre part, d'adapter notre politique agricole aux circonstances », a souligné M. Block, en mettant l'accent sur la décision annoncée la veille par le président Reagan de livrer gratuitement du blé provenant des stocks publics aux agriculteurs acceptant de réduire leurs emblavements. Nous accomplissons des efforts de même nature . a répliqué M. Dal-sager en rappelant que, face à l'augmentation spectaculaire de l'offre mondiale de sucre, la Communauté, en faisant jouer les mécanismes de la PAC, a réduit cette année de 10 % sa production. M. Dalsager a expliqué que, dans le même esprit, afin de tenir compte de la surproduction, la Commission allait propo-ser de limiter l'augmentation an-muelle des prix des céréales et du

une réponse affirmative. - nous évavert . note-t-il. Le souci de désamorcer les ten-

nous dit-on, tout à fait évident dans la partie des conversations qui a monétaire. M. Regan, le secrétaire tenus par l'actuelle administration qui vont dans le sens souhaité par l'Europe. Le rythme de l'inflation a été ramené de 12 % à 6 %, les taux d'intérêt ont été sensiblement réles difficultés du système financier par M. Ortoli, le vice-président de la Commission européenne.

Désamorcer les tensions

Il reste à agir sur la plan commercial et à regarder s'il y a des moyens de limiter les différends euroaméricains ou de les aplanir, mais cela - dans les limites des règles existantes et en s'en tenant à l'utilisation de la marge de manœuvre dont chacun dispose ., ont souligne les commissaires. Ce sera la tâche du groupe euro-américain qui va se réunir au cours du premier trimestre 1983 : « Il établira la liste des cas contrets et discutera des mesures à aucun engagement de résultat ni de négociation », a commenté le président Thorn.

Un tel effort de conciliation est-il considéré comme suffisant par les Américains et renoncent-ils à leur menace d'accorder à leur tour des subventions massives à l'exportation pour se débarrasser dans un premier stade de leurs excédents laitiers? M. Block se garde bien de donner luerons les résultats de l'opération entreprise fin mars. Nous n'avons pas dit que nous cesserons de pren-dre des initiatives. Tout ceci est ou-

sions, de rechercher un terrain d'entente avec la Communauté a été, porté sur la situation économique et au Trésor, a fait état de résultats obduits et devraient diminuer encore, le dollar dont le cours était jugé trop haut s'est affaibli... Surtout, le secrétaire au Trésor, impressionné par et bancaire international, par la situation de quasi banqueroute que connaissent plusieurs pays d'Amérique latine parle, ce qui est nouveau, un langage très voisin de celui tenu

Fini le temps où les Américains agissaient seuls, dans l'intérêt général, expliquait-il, en se contentant d'inciter les Européens à la patience. M. Shultz semble désormais considérer que la stabilité monétaire est nécessaire, que les États-Unis ont une responsabilité importante dans le système actuel, que la concerta-tion, notamment avec les Européens est nécessaire. - Sur ce plan monétaire et financier, quelque chose est en train de bouger .. commente, sa-tisfait, un baut fonctionnaire bruxel-

PHILIPPE LEMAITRE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

Appel d'offres international ouvert nº 01/82

L'office des publications universitaires (OPU) lance un avis d'appel d'offres international ouvert pour la fourniture de matérial d'imprimerie :

LOT m 1 : daux (2) presses offset ;

LOT nº 2 : une (1) machine pour le traitement automatique des plaques posi-

LOT nº 3 : Un (1) massicot trilatéral semi-automatique : LOT nº 4 : Une (1) tireuse rapide par contact ;

un (1) bloc de développement (films) ;

une (1) armoire sécheuse : un (1) bac de développement plaques :

un (1) bac de lavage (plaque) ;

deux (2) teblos lumineuses : une (1) table de retouche :

un (1) plafonnier;

une (1) lanterne de laboratoire ; une (1) porte tournante ;

une (1) coupeuse de films.

LOT nº 5 : trois (3) appareils de reproduction (transfert) ;

trois (3) appareils de duplication format A3 (système d'impression par plaques papier) :

trois (3) appareils d'assemblage avec taqueuse ; trois (3) appareils de raliure de dos plat, largeur de travail 380 mm,

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par

la chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant de leur qualité de fabricant ou de producteur.

Les soumissionnaires intéressés pourront obtenir le cahier des charges y afférent, auprès de l'OPU, département administratif, bureau des marchés, 29, rue Abou-Nouas Hydra, Alger.

Les soumissions peuvent porter sur un ou plusieurs lots.

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe cachetée, et recommande, l'enveloppe extérieure anonyme et dépourvue de tout sigle devra contenir la déclaration à souscrire, la soumission, ainsi que les pièces exigées par la circulaire nº 21/DGCI/DMP du 5 mai 1981 du ministère du commerce, et porters la

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº 01/82 « A ne pas ouvrir »

L'enveloppe intérieure contiendra seulement la soumission proprement dite. Toute offre non accompagnée de ces documents ne sera pas prise en cons-

La date de remise des Offres qui doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée est fixée au 31 décembre 1982, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant cent vingt jours à compter de la date de dépôt des offres.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

 L'affaire Grundig : une mise au point de la direction. - Comme nous l'indiquions dans nos dernières éditions (le Monde du 11 décembre), le porte-parole de la direction de Grundig a démenti, vendredi 10 décembre, que sa société ait poursaivi des pourparlers avec d'au-tres firmes que Thomson, après la signature d'un protocole de rachat par le groupe français nationalisé. Il n'y aurait, selon lui, pas d'autres solutions de rechange.

Toutefois, il semble bien que l'on continue de souhaiter, dans divers milieux d'Allemagne fédérale, que soit explorée la possibilité d'une solution nationale ».

Conjoncture

· Les prix des matières premières importées par la France — exprimés en francs — ont augmenté de 1,6 % en novembre (+ 5 % pour les matières premières alimentaires ; + 0,2 % pour les matières premières industrielles). L'indice s'est inscrit à 175,4 (base 100 en 1978). Exprimés en devises, ces prix se sont accrus de 1,3% (+ 5% et - 0,1% respectivement). L'indice s'est établi à 115.5.

• La conjencture au Conseil économique. - Une coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde daté du 11 décembre (page 40): · La reconquête du marché intérieur ne signifie pas grand-chose pour le rapporteur qui ne voit pas de différence avec la conquête du marché intérleur. Nous aurions du écrire : « la conquête des marches extérieurs ».

• Les entreprises dont l'activité représentants C.G.T. et C.F.D.T. a été affectée par les intempéries des éboueurs.

bre derpier ont jusqu'an 31 janvier pour déposer une demande d'avance exceptionnelle. Cette procédure devrait permettre la continuation de la marche des entreprises jusqu'au versement des indemnités d'assurance. Cette aide concerne les entreprises de moins de cinq cents personnes. Elle est plasonnée à 4 millions de francs et ne peut dépasser le montant de l'indemnité d'assurance. Ces avances bénéficient d'un taux d'intérêt de 8 % pour le part versée par l'État. Le taux des prêts représe tant la part des banques est plafonné au taux de base bancaire majoré de deux points. Ces avances devront être remboursées, en une seule fois, des le versement des indemnités par

e Pour l'adaptation du logement des handicapés, trois conventions, dont l'enveloppe financière totali-sera 7,5 millions de francs, vont être signées prochainement par le ministère des affaires sociales, a amoncé mardi 7 décembre un responsable de la direction de l'action sociale.

e Eboueurs parisiens: la grêve continue. - La mairie de Paris continue d'adopter une attitude de fermeté dans le conflit des éboueurs parisiens qui va entrer dans sa deuxième semaine. - Nous avons été aussi loin que nous pouvions le faire. Tout ce qu'on pouvait accor-der l'a été », a déclaré, le 10 décembre, M. Jean Tiberi, adjoint au maire chargé des personnels, au cours d'une conférence de presse temue à l'issue d'une rencontre avec les

Encore des emprunts français

maine la vedette du marché international des capitaux. On ne peut s'en étonner étant donnée la faiblesse du dollar sur les marchés des changes, qui a pour effet de détourner les investisseurs au profit des autres papiers monnaie du monde occidental. Pas moins de 500 millions d'obligations internationales nouvelles ont été offerts dans la devise allemande par le truchement de quatre émissions importantes. La plus brillante performance a été réussie par la so-ciété américaine McDonald Corporation, qui a réussi à lever au pair, en un temps record. 200 millions de deutschemarks sur une durée de 10 ans, avec un coupon annuel de seulement 7,125 %. Ce dernier est le plus bas proposé sur le marché des euro-emprunts en deutschemarks depuis 1980. Mais les investisseurs suisses et belges, toujours friands de papier émanant de sociétés américaines connues, se sont précipités sur celui offert par McDonald, qui, du coup, a été contraint d'arrêter plus tôt que prévu la période de souscription publique de son émission. Celle-ci est actuellement recherchée à 100, voire même avec une légère prime sur le marché secondaire, ce qui confirme sa popularité. La Caisse nationale de l'énergie (C.N.E.) a également réalisé un bon score avec une euro-émission de 100 millions de deutschemarks, mais sur la base de conditions nettement supérieures. Les obligations C.N.E., d'une durée de 10 ans, qui sont garanties par la République française, comportent en effet un coupon annuel de 8 % et sont offertes au pair. Ces termes réalistes ont plu ainsi que le « marché gris » le confirme en cotant l'emprunt aux environs de 99.25 - 99,50. En revanche, le Royaume de Suède n'a pas eu autant de bonheur avec son euroemprunt de 150 millions de deutschemarks sur 7 ans, lancé à un prix de 99.50 avec un coupon de 8.25 % par an. Les - notes - suédoises sont affectées d'une décote de 1,5 à l point, ce qui est trop élevé pour une opération libellée dans la devise allemande. A cet égard, on ne peut rents secteurs qui composent le marche international des capitaux ne se ressemblent guère. En Suisse, c'est le Rovaume de Suède qui a obtenu

tant d'investisseurs, autant de comportements différents. La faiblesse du dollar est la cause du peu d'activité primaire enregistré cette semaine dans le secteur à taux fixe libellé dans la devise américaine. Deux émissions seulement ont vu le jour. La première, de 200 millions de dollars et d'une durée de 7 ans, a été offerte par Ontario-Hydro, sous la garantie de la province canadienne d'Ontario. L'euroémission lancée à un prix de 99,5, avec un coupon annuel de 11.25 % a rencontré une résistance auprès des investisseurs internationaux malgré

de meilleures conditions que Gaz de

France, bien que celui-ci, tout

comme la C.N.E., bénéficie aussi de la garantie de l'État français. Au-

la très haute qualification de la dette du garant qui, avec un - AAA ., est la meilleure qu'on puisse obtenir aux États-Unis. Toutefois, la crainte d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt outre Atlantique et, par conséquent, celle d'un nouveau fléchissement du dollar l'ont emporté. Vendredi, les notes canadiennes se traitaient avec

une décote proche de 2 points. Le second euro-emprunt à taux d'intérêt fixe émane de la Deutschebank, dont c'est la quatrième transaction du même type cette année. Basée comme les précédents sur un swap », c'est-à-dire un échange des euro-obligations à taux fixe contre du papier doté d'un taux d'intérêt variable avec un partenaire dont l'identité n'a pas été révélée, cette quatrième opération est de 110 millions de dollars. Elle a une durée de 7 ans et est offerte au pair avec un coupon de 11 % par an. Bien que cette nouvelle euro-émission porte à 710 millions de dollars le montant du papier émis en 1982 par la Deutschebank sur le marché international des capitaux, le prestige de la grande banque allemande lui a une fois de plus valu un bon accueil, malgré la réserve générale vis-à-vis de la devise américaine.

La B.N.P. a choisi Singapour pour drainer 150 millions de dollars pour sept ans au pair à partir d'un taux d'intéret variable qui sera composé d'une marge de 0.25 % commission au-dessus-du Libor avec une commission bancaire totalisant

C'est au marché intérieur néerlandais que va s'adresser la semaine prochaine la Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.) pour drainer une centaine de millions de florins sur une durée de 10 ans. Les obligations C.N.T., qui seront garanues par la République française, devraient voir le jour avec un coupon annuel de l'ordre de 8,50 %.

Le marché belge continue d'exer-

cer une sorte de fascination sur les emprunteurs français, qui trouvent l'avantage de lever des capitaux dans une devise où le risque de sanguinité entre les monnaies belge et française. L'emprunt en deux tranches de l'E.D.F., qui est garanti par la République française, est maintenant confirme. Mais son montant global a été porté de 3 à 3,5 milliards de francs belges. C'est la partie à taux d'intérêt fixe qui est responsable de cette augmentation. Elle s'élève désormais à 2 milliards et sur une durée de 5 ans : elle est dotée d'un coupon de 13,50 % par ans, sur un prix d'émission de 99. La tranche à taux variable se monte à 1,5 milliard. Elle s'étendra sur 10 ans et, pendant tout ce temps, portera un intérêt qui sera l'addition d'une marge de 0,50 % au taux interbancaire offert sur les dépôts en francs belges à trois mois. Simultanément, La Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) lève, par le truchement d'un placement privé, i milégalement à travers l'émission de papier qui sera émis à 99, avec un coupon annuel de 13,50 %. Ce qui différencie la transaction de l'E.D.F. de celle de la C.A.E.C.L. est que la deuxième ne bénéficie pas de la garantie de la République française. Cette absence est néanmoins compensée par une commission bancaire plus élevée.

L'euro-emprunt en ECU de Thomson-Brandt est maintenant en souscription publique. Lancé par une filiale de Thomson et garanti par la maison mère, il s'élève à 40 millions d'ECU. Sa durée est de 5 ans, sans franchise, et son coupon annuel est de 12,50 %.

Le prêt saoudien

La saga ininterrompue des em-prunts français sur la scène internationale ne se limite pas aux opérations ci-dessus. Alors que le gouvernement français a décide de tirer le 10 décembre 600 millions de dollars supplémentaires sur la partie stand by de son euro-crédit bancaire de 4 milliards de dollars signé à la fin du mois d'octobre dernier, portant ainsi à I milliard le montant utilisé sur cette portion, la République française a enfin mis sur pied l'accord négocié le mois dernier avec l'Arabie Saoudite, lequel est destiné à donner à la France les moyens sup-plémentaires nécessaires pour défendre le franc sur le marché des changes. Bien que les modalités du crédit avec la France n'ajent pas été divulguées et aient peu de chance de iamais l'être, compte tenu du caractère secret de la SAMA, l'agence monétaire saoudienne dispensatrice des fonds, on sait maintenant qu'il consiste en 2 milliards de crédit à moven terme auguel s'ajouteront au minimum 2 milliards de dollars de facilités diverses. Cette assez vague définition peut comprendre aussi bien un crédit additionnel stand by, des crédits à court terme ou encore des accords de swap qui sont également à courte échéance. Quoi qu'il

en soit, deux points sout à peu près 1º - les 2 milliards à moyen terme seront versés sur un compte de la

Banque de France à New-York ; 2º - les conditions consenties à la France par la SAMA sont celles du marché et n'ont que peu de chancesd'être plus avantageuses.

Cela signifie que soit le crédit comporte un taux d'intérêt variable, auquel cas la marge de bénéfice pour le prêteur est, selon la durée du prèt, de 0,375 % à 0,50 % au-dessus du taux du Libor, soit que l'emprunt est doté d'un taux d'intérêt annuel fixe. Les Saoudiens ont longtemps préféré la seconde formule. S'ils estiment, comme beaucoup d'autres, que les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis sont condamnés à se détendre encore davantage l'an prochain, ils peuvent fort bien avoir choisi de prêter à taux fixe.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Vifs remous sur le dollar - Faiblesse du franc

La semaine a été assez agitée sur les marchés des changes, le dollar poursuivant sa baisse pendant la première partie de la semaine, descendant, à Paris, jusqu'à 6,81 F, pour se redresser nettement les jours suivants et terminer, vendredi soir, à plus de 6,95 F. Le franc français, rerigoré, au départ, par l'annonce, officieusement confirmée, d'un nouvel emprunt auprès de l'Arabie Saoudite (voir, ci-contre, l'article de Christopher Hughes), a été attaqué meurs incontrôlées de réajustement

monétaire, Parti de 6.91 F et de 2.44 DM le vendredi 3 dcembre, le dollar fléchissalt à 6,85 et 2,42 DM lundi 6 décembre, puis à 6,81 F et 2,4050 DM mardi 7 décembre. Le mouvement de repli de la monnaie américaine, amorcé trois semaines auparavant, se poursuivait donc, ramenant les cours du . billet vert . anx niveaux pronostiqués dans ces colonnes (le Monde daté 28-29 no-vembre 1982), à savoir 6,80 F et 2,40-2,45 DM.

Puis, comme il est logique dans ces grands mouvements, une réaction se produisait le mercredi et s'accentuait les jours suivants, pour hausser le dollar à près de 6,96 F et 2,45 DM. D'un côté, les taux remontaient légèrement aux États-Unis en l'absence d'une diminution du taux d'escompte fédéral (voir cidessous). De l'autre, de nombreux opérateurs, potamment commerciaux, se « couvraient » en rachetant des dollars, surtout à l'approche de l'échéance de fin de mois, de fin de trimestre, de semestre et, surtout, de fin d'année : nous entrons dans la période des « habillages de bilans » (Window Dressing), et il importe d'ajuster les positions. Il ne faut pas

oublier non plus, les échéances des crédit à renouvellement semestriel (Roll-Over) : d'énormes quantités fin, sans oublier le paiement des intérêts, 10 % actuellement, soit environ 30 miliards de dollars pour la fin

Si done, la monnaie amricaine reprend sa pente baissière, ce sera, probablement, après la fin de l'anne.

En Europe, la réunion des ministres des finances des Cinq près de Franctort a donné l'occasion aux milieux financiers internationaux de lancer à nouveau les rumeurs dont ils sont friands. A la veille des weekends, les marchés bruissaient de rumeurs en provenance de Suisse (on ne prête qu'aux riches) suivant lesquelles l'Allemagne, jusqu'alors ré-tive, aurait accepté de réévaluer à nouveau le mark.

Immédiatement, le franc se trouvait unt soit peu attaqué, le mark franchissant à nouveau son cours pivot de 2,8339 F et dépassant 2,8350 F, ce qui obligeair la Banque de France à intervenir sur les marchés européens et à New-York dans l'après-midi (heure d'Europe). Coût de l'opération : 100 millions de deutschemarks et 60 millions de dol-lars - visibles - à 13 h 30 à la séance officielle, et deux à trois fois autant, soit 300 à 400 millions de dollars et tout pendant la journée.

La semaine avait pourtant assez bien commencé pour le franc. Le vendredi précédent, les autorités monétaires avaient prévenu les opérateurs qu'afin de soutenir le franc belge, menacé de crever son plancher, elles allaient laisser monter le deutschemark au-dessus de son cours pivot de 2,8339 F jusqu'alors

« défendu » vigoureusement à coup de devises. Le lundi suivant, le franc belge remontait, et le deutsc revenait aux environs de 2,83 F. ce qui permettait à la Banque de France de ne plus guère intervenir.

JURSE DE PARIS

and . .

Service of the last

Hall the are in

St. Tar. I de l'Alle

17 804

in the feet man in the same

gen ientra m

My carten -

(in carriers as

gle partie 2 · i.

entrare and the

Marin of a

SAME PARTY OF

2000

Conservation ()

Parkersed in La

18 Mail Sep 22

The Legacian Control

15- . rolling gran

uylas Sit kupantaky

term in his house age

三二种 神 计连接

. 30H 179007-3 MA

Sales and the

m. ime fie. de pung

化电离 网络野蝇

grant the overest

Der eine Ber ber eine

to in Brown graging

a Marie de Carrer

177-178 42

a fare garen

En haut lieu, on se déclare prêt à tenir, grace aux 6 à 8 milliards de dollars obtenus de l'étranger. Selon toute vraisemblance, les pouvoirs publics ont décidé de freiner les emprunts effectués en devises étran-gères par les sociétés nationales, et de tirer sur les lignes de crédits ouvertes ces temps-ci, notamment celle de 4 milliards de dollars, déjà notablement entamée. Cela explique qu'ils aient laissé les réserves offiin with the cielles de devises tomber à la cote d'alerte (environ 10 milliards de francs hors FECOM), après 7 milllards de francs de sortie en trois se-

En fait, selon les commentateurs étrangers, le secours saoudien permet de tenir jusqu'au printemps après les élections municipales et les élections législatives ouestallemandes : à raison de 1,5 milliard de franc de déficit hebdomadaire de la balance des paiements, la chose est faisable. Après... il fautira aviser, soit faire du protectionnisme, comme l'a laissé entendre M. Mauroy, dimanche 5 décembre, au micro de R.T.L.-le Monde, soit obtenir une réévaluation du deutschemark que tous les organismes de prévision eu-ropéen jugent inéluctable au printemps prochain.

L'Espagne a, comme on le pres-sentait, dévalué sa peseta, de 8 %, le doller passant de 117,45 à 127,66 pesetas, et le cours de la monnaie espagnole revenant, à Paris, de centimes à un peu moins de

FRANÇOIS RENARD.

LES MONNAIES DU S.M.E.": DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE -0,50 -1,25 -2,00

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 10 DÉCEMBRE

| | | _ | | | _ | | | |
|--------------------|---------|---------|-------------------|-----------------|---------|----------------|---------|-------------------|
| PLACE | Livre | SELL | Franc Srançais | Franc suisse | D. merk | Franc beige | Florie | Lire italianno |
| Londres | | _ | _ | - | | | | 12, |
| | _ | | | - | | | | |
| | 1,6144 | | 14,3781 | 46,0192 | 48,7996 | 2,8762 | 31,1747 | 0,0701 |
| New-York | 1,6435 | | 14,5243 | 48,2509 | 41,2967 | 2,0942 | 37,4321 | 0,0709 |
| | 11,2253 | 6,9550 | - | 333,97 | 283,76 | 14,4444 | 253,55 | 4,8967 |
| Peris | 11,3155 | 6,8858 | | 332,20 | 204,32 | 14,4188 | 257,72 | 4,8830 |
| | 3,3611 | 2,9825 | 29,5428 | - | 84,9653 | 4,3250 | 77,416 | 1,4614 |
| Z aj ch | 3,4061 | 2,8725 | 30,1023 | ٠. | 35,5874 | 4,3483 | 77,5781 | 1,4698 |
| | 3,9559 | 2,4510 | 35,2419 | 117,69 | - | 5,8903 | 91,1152 | 1,720 |
| Franciort | 3,9797 | 2,4215 | 35,1716 | 116,83 | | 5,0712 | 90,6419 | 1,7173 |
| | 77,7141 | 48,15 | 6,9230 | 23,1212 | 19,6450 | _ | 17,8996 | 3,3769 |
| Bruxeles | 78,4771 | 47,7500 | 6,9353 | 23,0398 | 19,7192 | - | 17,5732 | 3,3965 |
| | 4,3416 | 2,6900 | 38,6772 | 129,17 | 109,75 | 5,5967 | _ | 1,8877 |
| Ameterdam | 4,3986 | 2,6715 | 38,8018 | 128,50 | 110,33 | 5,5947 | - | 1,8946 |
| Man | 2299,95 | 1425 | 264,88 | 684,27 | 581,39 | 29,5950 | 529,74 | |
| | 2317,33 | 1410 | 204,79 | 688.33 | 582,28 | 29,5267 | 527,79 | _ |
| | 394.62 | 244,50 | 35,1555 | 117,48 | 99,7552 | 5,8778 | 90,2921 | 0,1715 |
| Tekyo | 404,30 | 246 | 35,7308 | 118,69 | 101,58 | 5,1518 | 92,8830 | 0,1744 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 décembre, 2,8445 F contre 2,7987 F le vendredi 3 décembre.

Les matières premières

Baisse du plomb et du sucre

Les incertitudes relatives à une poursuite de la baisse des taux d'in-térêt, les fluctuations qui affectent certaines monnaies directrices, exercent une influence paralysante sur

Mieux adapter l'offre à la demande - exemple du zinc en Eu-rope - est l'objectif recherché par les producteurs de métaux, mais nombre de difficultés restent à sur-

monter pour y parvenir. METAUX. - Le cuivre a consolidé sa récente reprise au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal enregistrent cependant une nouvelle augmentation, la neuvième consécutive, et atteignent 215 875 tonnes (+4450 tonnes), leur niveau le

plus élevé depuis juin 1979. La baisse s'est accélérée sur les cours du plomb à Londres qui retrouvent leurs niveaux du mois d'août 1976. Depuis le commencement de l'année la baisse atteint près de 30 %. En conséquence du ralentissement de l'activité économi que, l'utilisation mondiale de métal a diminué de plus de 5 %. Mais la perspective de pouvoir substituer en partie des matières plastiques au plomb dans les batteries destinées aux automobiles, principales consommatrices de metal, a affecté le marché de façon sensible.

Nouvelle régression des cours du zinc à Londres. Plusieurs facteurs ont joué en faveur de la baisse : réduction de 2 cents par livre du prix du métal par plusieurs producteurs américains, remise en activité d'une fonderie en Belgique. Les efforts des producteurs européens pour équilibrer le marché en réduisant leur production de 200 000 tonnes seroni-ils couronnés de succès ?

Légère progression de l'étain à Londres sans le soutien des achats du directeur du stock régulateur. Les sept principaux pays produc-teurs envisagent de constituer un cartel afin de défendre au mieux

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, une reprise s'est produite sur les cours du nickel à Londres. Des rabais substantiels sont consentis par les producteurs. Mais le prix moyen de venue cette année sera inférieur à celui de 1981.

L'argent a épousé les fluctuations de l'or et poursuivi son avance à Londres. Il a rejoint, sous l'impulsion d'achats relativement impor-tants pour le compte de l'U.R.S.S. ses cours les plus élevés depuis

DENRÉES. - Repli des cours du sucre sur tous les marchés. La

production européenne est évaluée par une firme privée à 31,46 mil-lions de tonnes en légère augmentation sur la précédente estimation L'augmentation la plus sensible est enregistrée en Pologne (près de 20 %). En revanche, la production de l'U.R.S.S. chute de 5 %.

Les cours du cacao ont été soutenus. La confirmation par l'Organisation internationale, des prévisions d'une firme privée britannique d'après laquelle la récolte mondiale de seves serait désicitaire pour la première fois depuis ans a eu peud'impact sur le marché. Les stocks mondiaux sont en effet relativement

LES COURS DU 10 DÉCEMBRE 1982

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne): cuivre (Wirebars), comp-tant, 907 (899,50); à trois mois, 923 lant, 907 (899,50); à trois mois, 923 (916); étain comptant, 7, 495 (7 370); à trois mois, 7 485 (7 380); plomb, 263,50 (2833); zinc, 406,50 (422,50); aluminium, 609,50 (599); nickei, 2,270 (2,005); argent (en pence par once troy), 648 (626). — New-York (en cents par livre); cuivre (premier terme), 66,10 (66,20); argent (en dollars par once), 10,53 (10,42); platine (en dollars par once), 369,50 (372); ferraille, cours moyen (en dollars par toune), inch. (51,17); mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (365-385). — Penang; étain (en ringgit par kilo), inch. étain (en ringgit par kilo), inch.

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, mars, 67,53 (61,95) ; mai, 68,90. - Loudres (en nouveaux pence par kilo), laine (pei-gnée à sec), décembre (349); jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inch. (223). – Roubaix (en francs par kilo), laine, inch. (42,50).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence per kilo): R.S.S. (comptant), 51,30-51,90 (49,75-51), — Pamang (en cents des Détroits par kilo): 191.25-191,75 (188,25-188,75).

(Les cours entre parenthèses sont œux de la semaine précédente) DENRÉES. - New-York (en cents par lb : sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 1-400 (1-435) : mars, 1-485 (1-515) : sucre. mars, 7.02 (7.85); mai, 7.30 (8.10); mars, 7.02 (7.85); mai, 7.30 (8.10); café, décembre, 140 (134); mars, 133,75 (133,69). — Londres (en illiano); mars, 114,50 (122,50); café, janvier, 1 760 (1640); mars, 1 601 (1518); cacao, décembre, 1 016 (1004); mars, 1 017 (1 016). — Paris (en francs par quintal); cacao, mars, 1 167 (1 175)); mai, 1 190 (1 195); café, janvier, 1 960 mars, 1 167 (1 175)); mai, 1 190 (1 195); café, janvier, 1 960 (1 890); mars, 1 804 (1 735); sucre (en francs par tonne), mars, 1 570 (1 638); mai, 1 615 (1 674); tourteaux de soja. — Chicago (en dollars par tonne), janvier, 173,50 (172,40); mars, 174,50 (172,60). — Londres (en livres par tonne), février, 142 (140,30); avril, 140,80 (139,20).

CÉRÉALES: - Chicago (en-cents par boissean): blé, décembre, 320 (323 3/4): mars, 337 1/4 (340 1/4): mars, décembre, 235 (231 1/4): mars, 242 (237 1/4).

INDICES. - Moody's, 996,20 (994,20) Reuter, 1 576,80

Marché monétaire et obligataire

Un vent de baisse

Le vent est bien à la baisse des taux sur tous les marchés financiers occidentaux. En Europe, on - aménage - la volée de réductions de taux d'escompte annoncées la semaine demière. Aux Etats-Unis. c'est l'attente d'une nouvelle diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale (la FED), que cet établissement retarde, faisant languir les milieux financiers. Selon M. Henry Kaufman, l'expert newyorkais bien connu, l'aggravation du chômage et le marasme de l'économie doivent pousser la FED à assouplir encore sa politique, d'autant que l'encours du crédit consenti au commerce et à l'industrie se contracte à l'heure actuelle. Même la reprise enregistrée sur les ventes d'automobiles risque d'avorter si le coût du crédit ne baisse pas davantage. Et M. Kaufman de prédire une nouveile diminution du taux d'escompte, que certains croient probable après la prochaine réunion du comité de l'Open Market, le mardi 21 décembre. Quant à la masse monétaire, qui évolue actuellement de façon erratique, elle a légèrement moins augmenté qu'il n'était généralement prévu pendant la période hebdomadaire se terminant au 1st décembre : l'accroissement aura été de 1,8 milliard de dollars (au lieu de 2 à 4 attendus).

En France, la Banque centrale, à la veille du week-end, a împosé au 1/8 % du taux au jour le jour, le ramenant de 127/8 % à 123/4 %. Il est vraisemblable que la semaine prochaine, elle abaissera une nouvelle fois son taux d'adjudication sur effets de première catégorie, principale source de refinancement des banques, en le ramenant de 123/4 % à 121/2 %, par exemple. En ce cas, les banques n'auraient plus qu'à diminuer leur taux de base, abaissé de 13.25 % à 12.75 % fin octobre, comme l'- espère - leur ministre de tutelle. M. Jacques Delors. A moins que la nécessité de défendre le franc (voir ci-dessus) ne vienne contrarier cet · espoir ·.

Un marché obligataire toujours bien orienté

Tout va toujours très bien sur le marché obligataire, où les anticipations à la baisse du taux agissent comme un stimulant sur tous les fronts. En ce qui concerne les rendements en Bourse, le fléchissement s'est nettement accentué : 14,87 % contre 15.08 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 14,93 % contre 15.08 % pour ceux à moins de sept ans, 15,49 % contre 15.67 % (et non 16.67% comme indiqué par erreur la semaine dernière) pour les emprunts du secteur public, et 16,48 % contre 16,64 % pour ceux marché monétaire une baisse de du secteur privé. Une baisse de pres-

que 0.20 %, c'est considérable. Résultat, les cours des émissions anciennes à taux fixe, lancées à des conditions bien inférieures, continuent de se raffermir sous l'effet d'une demande toujours forte aux dépens des émissions à Laux variable, retombées à 97 % du nominal.

Sur le front des émissions, la vedette de la semaine a été l'emprunt, très attendu, de la S.N.C.F. Fixé initialement à 3 milliards de francs, il a été ramené par le Trésor à 2 milliards de francs. afin de ne pas dépasser 150 milliards de francs pour le total des émissions de 1982, montant jugé raisonnable. Quant à son taux, on escomptait 16 % contre 16.20 % précédemment. et on a eu 15.90 % sur douze ans. sans aucune « fenêtre » de remboursement anticipé, comme auparavant, avec toutefois, un taux de rendement réel de 14,31 %.

Bref. un emprunt - superclassique . mais aussi « superdemandé ». malgré l'absence de · fenêtre · . disposition considérée comme très attrayante tous ces derniers mois. La S.N.C.F. est une bonne signature, il est vrai et, l'anticipation de la baisse du taux a joué en sa faveur. De son côté, le Crédit commercial de France a lancé un emprunt - prive -, dans son réseau, de 300 millions de francs à 16,10 %.

Tel est bien le scénario que l'on a joué cette semaine rue Vivienne, où les cours des actions françaises out chuté de près de 3 % à l'issue de quatre séances de baisse consécutive, un mouvement que n'ont pu enrayer les ordres d'achats des « mono-

Pour respecter les traditions, les cotations ont bien été retardées de dix à quinze minutes chaque jour afin de permettre aux commis de dépouiller les fiches de la clientèle privée, mais l'accumulation des ordres constatée sur le marché au comptant n'a eu aucun effet d'entraînement sur les valeurs du terme. Qui plus est, les spécialistes qui prétendent avoir le coup d'œil assurent avec conviction que le « cru » 1982 n'a certainement pas le bouquet des récoltes

Si le public a effectivement boudé les « Sicav Monory », ainsi que l'attestent les statistiques de cette vénérable institution qu'est la Commission des opérations de Bourse (1), les souscriptions ont repris à un rythme plus normal depuis le début de l'automne. Le mois de décembre reste la période-clé pour ces souscriptions, et il représente, à lui seul, la moitié du total des achats constatés au cours d'une année. Or il semble bien, d'après un récent tour

Le poids des interrogations

d'horizon entrepris dans les principanx établissements d'épargne collective, que les guichetiers aient présentement engrangé 75 % à 85 % des sommes tombées dans l'escarcelle en 1981 (5,83 milliards de francs dont 2,35 milliards pour le seul mois de

Le bilan sera donc nettement moins négatif que ne le craignaient les gestionnaires de portefeuille il y a quelques semaines, mais, à l'évidence, une partie de la clientèle continue encore à tourner sept fois la langue dans sa bouche avant de passer un ordre d'achat, en estimant qu'elle ne dispose pas encore de tous les éléments d'appréciation pour savoir s'il lui faut ou son reconduire avant le 31 décembre et audelà son intention d'épargner.

Elle n'est pas la seule d'ailleurs, et, dans les officines des investisseurs institutionnels, on a longtemps dansé d'un pied sur l'autre en se demandant si la Rue de Rivoli aliait oui ou non permettre aux gestionnaires de Sicav, comme par le passé, de disposer d'un bon trimestre (jusqu'an 31 mars de chaque année) pour réinvestir selon leur bon vouloir les liquidités recueillies en Bourse au mois de décembre pré-

« Mais comment donc... », affirmait-on au Trésor, estimant qu'il s'agissait là d'un « simple

Semaine du 6 au 10 décembre 1982

oubli », et que les « gendarmes » qui encadrent le marché n'avaient nul besoin de déposer leur baudrier à la corbeille pour obtenir satisfaction. En effet, une missive en ce sens avait été adressée à M. Fabius de l'autre côté de la cour pavée du Louvre, et un amendement allait prestemment être annexé au projet de loi de finances 1983 pour rétablir, une sois encore,

Dont acte, disait-on sous les lambris en milieu de semaine, tout en restant bien décide à ne pas bouger le petit doigt en attendant s'en savoir un peu plus sur ce « mécanisme à caractère exceptionnel » évoqué par M. Delors à la tribune de l'Assemblée nationale et destiné à allèger les charges financières des entreprises. Dans un premier temps, pour marquer leur volonté d' « abaisser le coût de certaines ressources », les pouvoirs publics n'ont pas permis au loyer de l'argent de redresser la tête au-delà de 12 3/4 % en fin de semaine, mais, en Bourse, on se montre plus gourmand. Puisqu'il s'agit sans doute d'écrêter la charge des intérêts comme le président de la République en avait, le premier, évoqué l'idée dans son fameux • discours de Figeac •, une bonification des taux d'intérêt de 1 % à 2 % serait la bienvenue. explique-t-on malicieusement. Surtout à quelques semaines des élections municipales...

SERGE MARTI.

(I) Le Monde du 11 décembre : - Les sicav en 1982 ».

Valeurs à revenu fixe ou indexé

| | 10 déc. | | Diff. · |
|----------------------|---------|------------|---------|
| 41/2% 1973 | 1 820 | <u> </u> | 44 |
| 7 % 1973 | 8 650 | 4 | 90 |
| 10,30 % 1975 | 86,60 | | 0,40 |
| P.M.E. 10.6 % 1976 . | 85.40 | | 0,90 |
| 8,80 % 1977 | 102.05 | | 0.95 |
| 10 7 1978 | 83,70 | + | 9,50 |
| 9.80 % 1978 | 82,80 | | 0.55 |
| 8,80 % 1978 | 83.50 | _ | 6.16 |
| 9 % 1979 | 80 | 1+ | 0.80 |
| 10,80 % 1979 | 85 | ‡ | 0,40 |
| 12 % 1980 | 93,60 | + | 0.45 |
| 13,90 % 1980 | 96,20 | | 0.50 |
| 16,75 % 1981 | 105,30 | + | 0,65 |
| 16,20 % 1982 | 102,70 | + | 0.90 |
| 16,20 % 1982 | 102,50 | + | 1 |
| 15.75 % 1982 | 101.50 | | 0.69 |
| C.N.E. 3 % | 3 015 | 1- | 15 |
| C.N.B. bq. 5 000 F | 97,10 | i – | 1 |
| C.N.B. Paribas | , i | 1 | |
| 5 000 F | 97,96 | _ | 0,94 |
| C.N.B. Suez 5 000 F | 97,10 | _ | 0.95 |
| C.N.I. 5 000 F | 97,18 | ~ | 1,05 |
| | | | |

Banques, assurances sociétés d'investissement

Foncière du Château-d'Eau de Paris annonce pour l'exercice clos le 31 juillet un bénéfice de 2,07 millions de F non comparable au précédent (292,32 millions) qui prenait en compte d'importantes plusvalues.

Pour l'exercice 1981-1982, Fininsest a dégagé un bénéfice nes de 11,02 millions contre 7,58 millions. Le dividende net est porté de 30 F à

10 déc. Diff.

| Bad Équipement B.C.T | 184 118,10 | - 7,50 - 6,90 |
|-------------------------|---------------|------------------|
| Cetelem | 246.28 | - 13.80 |
| Chargeurs Rémnis | 163 | - 11 |
| Bancaire (Cie) | 249.40 | + 3.40 |
| | 411 | 7 2 |
| C.F.F | 7=- | |
| C.F.J | 213 | - 2 |
| Eurafrance | 378 | + 1 |
| Hénin (La) | 364 | - 4,90 |
| imm. Pl-Mospessi | 200 | I – 1 |
| Localrance | 197 | - 2 |
| Lociadus | 480 | _ 9 |
| Midi | 660 | - 5 |
| O.F.P (Omn. Fin. | 1 | 1 |
| Paris) | 690 | - 5 |
| Parisienne de réese. | 337 | - 3 |
| Pretabail | 603 | l_ i |
| | 504 | + 63 |
| Revillon | | 7 02 |
| Schneider | 86 | - 6 |
| U.C.B | 133 | ~ 5 |
| | | |

Alimentation

Nestié menace de retirer ses actions des Bourses du Marché commun, si la proposition visant à soumettre les sociétés cotées à publier leurs résultats semestriels était

Félix Potin s'attend pour l'exercice en cours à une augmentation de 15 % de son bénéfice net hors plusvalues 137,25 millions de F. pour le précédent exercice clos de 30 juin dernier). La société projette d'augmenter son capital en numéraire pour relever son dividende net de 11,52 F à 16,20 F.

| | 10 déc. | Diff. |
|-----------------------|---------|-------------|
| Eeghin-Say | 210 | - 1,28 |
| Bonggain | 1 025 | - 17 |
| BSN G. Danone | | - 20 |
| Carrefour | 1 325 | - 25 |
| Casino | | - 55 |
| Cédis | 598 | inch. |
| Europtarché | 964 | + 14 |
| Generale et Gasc. (1) | 345 | ~ 5.10 |
| Lesieur | 840 | + 6 |
| Martell | 775 | - 35 |
| Moet-Hennessy | 802 | - 26 |
| Mumma | 337 | - 3 |
| Occidentale (Gale) . | 401.80 | - 8,29 |
| Olida-Caby | 146.80 | + 2.80 |
| Pernod-Ricard | 367 | - 10 |
| Premodès | 1 036 | - 64 - 8 |
| Source Permer | 280 | - 8 |
| St-Lauis-Bouchon | 163 | + L50 |
| C.S. Saupiquet | 249 | - 1 |
| Veuve Cliquot | 1 226 | + 12 |
| Vinipria | 850 | - 5 |
| Nestlé | | + 28 |

(1) Compte tenu d'un coupon de

Pétroles

Amrep va distribuer un acompte net sur dividende de 12 F par action (contre ! 1 F en 1981).

Pour l'exercice entier, le bénéfice net consolidé est évalué à 74,68 millions de F contre 75.72 millions.

| | 10 déc. | Diff. |
|--------------------|---------|--------|
| Elf-Amdraine | 104.10 | - 44 |
| Esso | 163,58 | - 8 |
| Francarep | 300 | 19 |
| Pétroles Française | 112,10 | - 5,9 |
| Pétroles B.P | 36,19 | - 0,4 |
| Primagaz | 249 | + 5 |
| Raffinage | 75,20 | - 4,6 |
| Sogerap | 289 | lech. |
| Exxon (I) | 235,10 | - 1,20 |
| Petrolina | 786 | - 14 |
| Royal Dutch | 281,50 | + 1,5 |

Métallurgie

construction mécanique

Cycles Pengeot a revendu au groupe britannique Ratcliff sa divi-sion - hayons élévateurs » avec son usine de Dijon. L'opération a été soumise à l'approbation des pou-voirs publics. En cas d'accord, Ratcuff crééra une filiale française chargée, avec l'équipe de direction actuelle, de poursuivre la fabrication de ces produits et de les comgeot. Ultérieurement, la firme britannique développera sa propre gamme de bayons dans la capitale de la Bourgogne. Elle s'est engagée

à maintenir l'emploi. Le président de CIMT-Lorraine s'attend pour 1982 à un déficit d'une trentaine de millions, soit la perte enregistrée au 30 juin dernier. Les comptes du second semestre seront équilibrés. Ils devrsient l'être en 1983.

| | 10 déc. | Diff. |
|---------------------|---------|--------|
| Alspi | 57,10 | |
| Amrep | 840 | 40 |
| Avions Dassault-B | 425 | - 25 |
| Chiers-Chitilion | 11,75 | + 0,19 |
| Creusot-Loire | 54,50 | - 6,40 |
| De Dietrich | 315 | inch. |
| FACOM | 595 | - 12 |
| Fives-Lille | 143 | + 0,40 |
| Fonderie (Générale) | · 22 | - 4,50 |
| Marine-Wendel (1) . | 46,70 | |
| Métal. Normandie | 8,40 | |
| Penhoër | 320,50 | |
| Perspect S.A | 122 | - 9,50 |
| Poclain | 78,50 | + 0,50 |
| Pompey | 92 | - 3 |
| Sacilor | 13,30 | - 1,20 |
| | 2 018 | - 43 |
| Seulnes | 15,60 | - 1,40 |
| Saunier-Duval | 29 | - 1.40 |
| Usinor | 1,93 | - 0,09 |
| Valéo | 205 | - 16 |
| Vallourec | 97 | - 5 |

(1) Compte tenu d'un coupon de 3,80 F.

Mines, caoutchouc,

| | 10 déc. | Diff. |
|---|---|--|
| Géophysique (1) Imétal Michelin M.M. Penarroya Charter INCO R.T.Z. Z.C.I. | 865 40,90 691 45,29 28,40 76,10 61,95 2,19 | + 35 - 5,10 - 52 - 1,80 - 1,50 - 2,90 + 0,55 + 0,14 |

(1) Compte tenu d'un coupon de 18 F.

Produits chimiques

La Société d'oxygène et d'acetylène d'Extrême-Orient va porter son capital de 17,51 à 19,46 millions de F. par émission à 200 F d'une ac-

| tion nouvelle pour | neuf déte | nues. |
|--------------------|-----------|---------|
| | 12 déc. | Diff. |
| Institut Mérieux : | 680 | inch. |
| Laboratoire Bellon | 267 | + 7 |
| Nobel-Bozel | 11.10 | inch. |
| Roussel-Uclaf | 243.50 | + 32.50 |
| BASF. | 394 | + 11 |
| Bayer | | + 11,50 |
| Hoechst | 383 | + 8 |
| i.C.L | 47.50 | - 2.75 |
| Norsk-Hydro | 333 | + 5 |

| | 10 déc. | Diff. |
|--------------------|---------|------------------|
| | | |
| Agence Haves | 399 | - 7 |
| A.D.G | 155 | - 2 |
| L'Air Liggide | 421 | - 2 8 |
| Ariomeri | 128 | inch. |
| Bic | 426 | - 13 |
| Bis | 172.50 | |
| Club Méditerranée | 516 | - 16 |
| | | - 10 |
| Essilor | 735 | - 30 |
| Europe 1 | 605 | - 24 |
| Gle Ind. Part | 183 | - 3 |
| Hachette | 670 | - 40 |
| J. Boral Int. | 147 | + 3 |
| Oréal (L') | 971 | - 44 |
| Navigation Mixte | 136 | - 3 |
| Nord-Est | 46,60 | - 1,90 |
| Presses de la Cité | 760 | + 7 |
| Skis Rossignol | 675 | + 3 |
| Sanofi | 238.20 | - 5,89 |
| U.T.A. | 180 | + 1 |
| V.1107 | 100 | 7 4 |

Bâtiment, travaux publics cadre d'une opération de joint vensure, d'enlever un contrat de 200 millions de francs pour la construction de deux mille trois cents logements à Hongkong.

| | | <u>-</u> |
|---|---|---|
| | 10 déc. | Diff. |
| Anxil. d'entreprises Bouygnes Ciment Français Dumez J. Lefebwe Générale d'Entrepr. G.T.M. Lafarge Maisons Phénix Poliet et Chausson | 901 783 147 1 144 168 283 377,40 240 350 290 | 48 65 +- 2,50 26 +- 2 12 8,10 15 11 |
| S.C.R.E.G. | 110 | - 2 |

Mines d'or, diamants

intérimaire de 105 cents pour le troisième trimestre contre 100 cents un an auparavant.

| | 10 déc. | Diff. |
|---|---|--|
| Amgold Angle-American Buffelsfontein De Beers Driefontein Free State (1) Goldfields Gencor Harmony Président Brand (2) Randfontein Sain-Helena Western Deep Western Hold. (3) | 807 120 405 46 242,50 345 62,60 167 151,50 364,50 860 338 399 378,50 | + 15 - 1,30 - 11,50 - 2,10 + 0,50 + 0,60 - 0,50 - 4,70 + 3,50 + 13,90 - 8 - 20 - 10 + 3 |

(3) Compte tenu d'un coupon de

Quatre séances seulement.

| MARCHÉ LIBRE DE L'OR | | |
|----------------------------|-----------------|------------------|
| | Cours 3 déc. | Cours 10 déc. |
| Or fin (kilg en berre) | 98 300 | 98 000 |
| - (Idio en lingot) | 98 000 | 97 500 |
| Pièce trançaise (20 fr.) . | 656 | 659 |
| Place française (10 fr.) . | 435 | 400 |
| Pièce suines (20 fr.) | 621 | 635 |
| Pièce lutine (20 fr.) | 620 | 506 |
| @ Pièce rumisienne (20fr.) | 565 | 550 |
| Souverain | 755 | 787 |
| Souverain Efizabeth II | 769 | 760 |
| Demi-souverain | 366 | 376 |
| Pièce de 20 dellers | 3 325 | 3 350 |
| - 10 dollars | 1 650 | 1 622 |
| s - Sdellers | 923 | 286 |
| - 50 pesos | 3 900 | 3 920 |
| e = 20 marks | 710 | 710 |
| - 10 floring | 618 | 624 |
| a - 5 mubles | 415 | 400 |

Valeurs diverses

Pour le premier semestre de son

| | 10 déc. | Diff. |
|---------------------|---------|-------------|
| Agence Haves | 399 | - 7 |
| A.D.G | 155 | - 2 |
| L'Air Liquide | 421 | – 28 |
| Arjonaeri | 128 | inch. |
| Bic | 426 | - 13 |
| Bis | 172,50 | + 5.50 |
| Club Méditerranée . | 516 | - 16 |
| Essilor | 735 | - 30 |
| Europe 1 | 605 | - 24 |
| Gle Ind. Part | 183 | - 3 |
| Hachette | 670 | - 40 |
| J. Borel Int. | 147 | + 3 |
| Oréal (L') | 971 | - 44 |
| Navigation Mixte | 136 | - 3 |
| Nord-Est | 46.60 | - 1.90 |
| Presses de la Cité | 760 | |
| Sicis Rossignol | 675 | + 7 + 3 |
| Sanofi | 238.20 | - 5.88 |
| U.T.A | 180 | ± 1 |

Le groupe SCREG vient, dans le

| | | <u>-</u> |
|--|--|---|
| | 10 déc. | Diff. |
| Anxil. d'entreprises Bouygnes Ciment Français Damez J. Lefebvre Générale d'Entrepr. G.T.M. | 901 783 147 1 144 168 283 377,40 | - 48 - 65 + 2,50 - 26 + 2 - 12 - 8,10 |
| Lafarge | 240 350 290 | - 10 - 15 - 11 |
| CCNCC | 840 | |

Driefontein annonce un dividende

| _ a-pa-a-a-a | | |
|--------------------------------|---------|------------------|
| | 10 déc. | Diff. |
| Amgold | 807 | + 15 |
| Anglo-American | 120 | - 1,30 |
| Buffelsfontein | 405 | ~ 11.50 |
| De Beers | 46 | - 210 |
| Driefontein | 242,50 | |
| Free State (1) | 345 | + 0,50 + 0,60 |
| Goldfields | 62,60 | - 0.50 |
| Gencor | 167 | - 4.70 |
| Hanmouv | 151,50 | + 3.50 |
| Harmony Président Brand (2) | 364,50 | ÷ 13,90 |
| Randfontein | 860 | - 8 |
| Saint-Helena | 338 | - 20 |
| Vestern Deep | 399 | - 10 |
| Vestern Hold. (3) | 378.50 | + 3 |

(1) Compte teau d'un coupon de 7,60 F.
(2) Compte teau d'un coupon de

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

| IKAJIEES | AIEKA | 7E |
|---------------|-------------------|---------------------|
| | Nbre de titres | Val. en cap. (F) |
| Chlamberger | 152 325 | 56 578 24 |
| Aoët-Hennessy | 58 480 | 48 532 825 |
| iarmony (1) | 155 000 | 24 773 08 |
| ast Land (1) | 135 600 | 22 972 330 |
| 1/2 % 1973 | 10 100 | 20 617 550 |
| | | |

trang. Tendano

Filatures, textiles, magasins

exercice qui s'achèvera le 31 mars 1983, Waterman a dégagé un bénéfice de 7,33 millions de F contre

| | 10 déc. | Diff. |
|---------------------|---------|-------|
| André Roudière | 66,60 | _ |
| F.F. Agache-Willot | 42,20 | _ |
| B.H.V | 106.50 | - 3 |
| C.F.A.O | 482 | - 6 |
| Damart-Serviposte | 801 | + 6 |
| Darty | 810 | inch. |
| D.M.C | 30 | - 2.2 |
| Galeries Lafayette | 138 | + 0,5 |
| La Redoute | 903 | - 11 |
| Nouvelles Galeries | 71.80 | - 1.2 |
| Printemps | 118.50 | - 2.5 |
| S.C.O.A | 22,90 | - 2,3 |
| Matériel électr | ione | |
| THE STATE OF STREET | eyue: | |

services publics

La nouvelle méthode comptable adoptée par I.B.M. relèvera de quelque 10 % le bénéfice par action de la firme américaine pour 1982. dont le montant est évalué à 8.80 dollars. Du coup, une augmentation du dividende est espérée. Le 8 décembre, l'action LBM. a atteint le cours historique de 96 doilars à Wall Street (précédent record : 91 3/8 dollars en 1973).

Bull a monté de 15 % en l'espace

culé sur des possibilités d'indemnisation des petits porteurs sous forme d'obligations L'Etat est directement et indirec-

d'une semaine. Des rumeurs ont cir-

tement actionnaire à 60,8 % du groupe, 10 % des actions étant déte-nues par des grands investisseurs et 29.2 % par des particuliers.

| 29,2 % par des particujers. | | | |
|-----------------------------|---------|---------|--|
| | 10 dec. | Diff. | |
| Alsthom-Atlantique . | 137.50 | - 12 | |
| C.E.M | 26.50 | | |
| CIT-Alcatel | 899 | - 19 | |
| Сгондет | 149.50 | - 6.50 | |
| Générale des Eaux | 338 | + 9.50 | |
| Interrechnique | 952 | - 75 | |
| Legrand | 1 508 | - 89 | |
| Lyonnaise des Eaux . | 399 | - 6 | |
| Machines Bull | 29 | + 1,10 | |
| Matra | 1 210 | -238 | |
| Merlin-Géria | 575 | - 34 | |
| Moteur Leroy-Somer | 369 | - 5 | |
| Moulines | 69.10 | + 0,10 | |
| P.M. Labinal | 195 | - 17 | |
| Radiotechnique | 352.10 | - 11,70 | |
| S.E.B | 228 | - I6 | |
| Signaux | 495 | - 6 | |
| Télémés, Électrique | 780 | - 55 | |
| Thomson-C.S.F. | 155.50 | - 4 | |
| LB.M. (1) | 780 | + 34 | |
| I.T.T | 263.50 | - 14.50 | |
| Schlumberger | 357,50 | + 27,50 | |
| Slemens | 889 | + 18 | |
| . I. Carrier de | | | |

(1) Compte tenu d'un coupon de 5 F.

Merlin, toque blanche, casaque bleue

Pour son premier galop d'essai devant les journalistes, M. Guy Merlin avait confié à M. Léon Zid'obstacle, le soin de vanter, docua opstatue, le soin de vanter, docu-ment audiovisuel à l'appui, les mé-rites du « deux pièces loggin » les pieds dans l'eau, qui a fait la répu-tation de Merlin immobilier.

Place à dix contre un, toque blanche, cusaque bleue, à la cou-leur des Alpes et du littoral où sont implantées ses trente-cinq mille ré-sidences de loisirs, M. Merlin a la réussite plutôt discrète par rapport aux messages publicitaires assenés à longueur de journée sur les postes périphériques, et qui lui coûtent chaque année le bagatelle de 40 à 50 millions de francs.

Son premier programme de loge-ments neufs remonte à 1969 lors-que furent bâtis les soixante-cinq appartements de la résidence du Parc, à Villers-sur-Mer, et. en un peu plus d'une dizaine d'années, Meriin hamobilier a conscencieu-sement bétonné la Normandie et l'Aquitaine avant de s'attaquer aux stations des Pyrénées et des Alpes. pour tester à présent la Côte

En moins de trois ans, son chiffre d'affaires a pratiquement triplé pour atteindre 312 millions de francs l'ammée dernière, soit 13 % environ de marché national. Le 6 septembre 1982, Merlin immobitier recevait sa première consécra-tion en accédant à la Bourse de Paris, par un escalier de service, il est vrai, le marché - hors cote spécial », qui vit ses dernières beures avant de céder la place au « second marché », destiné à accueillir à

bras ouverts ce type d'affaire, dy-

Cette opération, M. Merlin l'avait préparée de longue date, de même que la décision d'ouvrir la porte de son entreprise familiale à d'autres partenaires, en l'occur-rence la Banque La Hénin et Cogé-fimo, qui ont pris chacun 10 % du capital, tout en laissant au fonda-teur et à M. Bernard Merlin, le vice-président, le contrôle de l'af-faire, dont ils détiennent actuelle-

ment 43 % et 33 % respectivement. Présentement, l'heure est aux constats, et, à soixante-trois ans, le plus gros promoteur de l'immobi-lier de loisirs n'a pas l'intention de passer la main, bien au contraire. Quand il entend le mot crise celle qui frappe l'ensemble de l'im-mobilier, y compris la résidence de loisirs, contraignant son principal rival, M. Jacques Ribourel, à céder momentanément la présidence de son groupe, - M. Merlin sort sa nonvelle arme : la diversification.

Une diversification prudente, bien sur, à l'image de la société, et, s'il a choisi la maison individuelle comme nouvel emblème, M. Merlin a volontairment limité ses ambitions. - On fera surtout des maisons traditionnelles, notamment sur les terrains que nous possédons déjà en réserve foncière -.

explique-t-on rue de Rivoli. Pour l'instant, Merfin immobilier ne prévoit pas de construire plus de mille cinq cents à deux mille maisons de cette nature au cours des trois prochaînes années. mais, attention, - à des prix dé-fiant toute concurrence ». Un nou-

S. M.

| L | E VOLUMI | DES TRA | SACTION | S (en francs | 1 |
|-----------|---------------|------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | 6 déc. | 7 dc. | 8 déc. | 9 dc. | 10 dc. |
| Terme | | 229 236 212 | | | |
| R. et obl | | 1 053 613 493 156 215 259 | | | |
| Total | 1 536 050 465 | 1 439 064 964 | 995 664 113 | 931 806 105 | 1 014 283 10 |
| INDICE | S QUOTID | TENS (INSE | E base 100, | 31 décembr | e 1981) |
| Franç | 107,3 | 107.3 | 106.7 | 105.5 | |

| | (hs | se 100. 3 | | CHAN | UL | |
|------|-------|--------------------|--|------|----|------|
| ce . | 124,2 | | | | Ţ | 120. |
| ce . | | 124 ase 100, 3 | | | ı | 12 |

Indice gén. | 103,3 | 103,4 | 102,9 | 101.7 |

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Plus sensible à l'environnement économique qu'oux forces internes du mar-ché. Wall Street a progressivement re-perdu le terrain gagné en début de semaine et l'indice Dow Jones des va-leurs industrielles a terminé la semaine au niveau de 1018.76 contre 1 031,36 le

Au cours des premières séances, le marché new-yorkais avait pourtant eme-gistre de belles performances sur ses va-leurs de premier plan, telle 1.B.M. qui a largement supplanté, cette semaine, ses cours records de 1973. Mais l'enthousiasme des investisseurs s'est dissipé à partir de mercredi, lorsque Warner communications a annoncé que ses bé-néfices seraient fortement pénalisés par qui connaît pourtant une grande expan-sion en ce moment aux Etats-Unis.

| | Cours 3 déc. | Cours 10 déc, |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| lcoa .T.T. | 28 3/8 60 | 29 1/2 60 1/8 |
| oeing | 32 5/8 51 7/8 | 32 1/4 51 5/8 |
| u Pont de Nem astman Kodak | 37 1/2 92 1/2 | 36 3/4 90 7/8 |
| xxon noxx | 277/8 | 29 3/8 33 3/8 |
| ord eneral Electric | 33 3/8 91 5/8 | 93 1/2 |
| eneral Foods | 44 1/4 57 1/2 | 41 7/8 58 5/8 |
| oodyear | 34 88 3/8 | 32 1/4 92 7/8 |
| T.T | 31 7/8 24 | 29 3/4 26 1/2 |
| fizerehlumberger | 73 1/4 38 5/8 | 73 3/8 44 |
| evaco | 29 3/4 | 31 |
| A.L. Inc | 32 7/8 53 1/4 | 28 5/8 50 |
| S. Steel | 18 3/4 38 7/8 | 19 1/8 37 3/8 |
| erox Corp | 38 5/8 | 36 3/4 |

LONDRES

Irrégulier

Partagé entre l'évolution des taux d'intérêt britanniques et la faiblesse de la livre sterling sur l'ensemble des marchès des changes, le London Stock Ex-change a fait montre d'irrégularité tout

au long de la semaine. Seules les pétrolières ont fait preuve d'une certaine fermeté dans l'attente de la prochaine réunion des ministres des pays de l'OPEP et la célèbre maison So-theby a bénéficié des rumeurs d'OPA.

qui là viseraient. Indice - F.T. - : industrielles : 585,6 contre 606,8 : mines d'or : 494,1 contre 474,2 : fonds d'État : 78,36 contre

| | Cours 3 dc. | Cours 10 déc. |
|---|---|--|
| Beecham Bowater Brit. Petroleum Charter Courtaulds De Beers (*) Duniop Free State Geduid* Glaxo Gt. Univ. Stores Imp Chemical Shell | 368 159 312 223 75 5.80 45 40 3/8 13,90 608 356 | 343 153 314 210 73 5,55 41 39 7/8 12,73 586 342 416 |
| Unilever | 775 | 765 |
| Vickers | 85 33 1/2 | \$0 32 1/8 |

(*) En dollars

TOKYO

Forte baisse Malgré plusieurs tentatives, le marche n'a pu maintenir les niveaux records atteints en début de semaine et le courant vendeur a particulièrement affecté les valeurs du matériel électriqe, les au-

la construction navale et le bâtiment. Vendredi, l'indice Nikker Dow Jones qui avait gagné 92,64 points la semaine précédente, accusait une baisse de 139.51 points pour s'établir à 7.852,06 alors qu'il avait atteint 8.020,53 lundi puis 8.026,99 le lendemain. De son côté, l'indice genéral a perdu 7,52 points, pour régresser à 577,59.

| | Cours 3 déc. | Cours 10 déc. |
|---------------------|-----------------|------------------|
| Ake: | 270 | 276 |
| Bridgestone | 474 | 490 |
| Canon | 1 220 | 1 170 |
| Fuji Bank | 584 | 507 |
| Honda Motors | 980 | 971 |
| Maisushita Electric | 1 380 | 1 380 |
| Mitsubishi Heavy | 227 | 218 |
| Sony Corp | 4 010 | 4 000 |
| Toyota Motors | 998 | 1 000 |

FRANCFORT Toujours plus baut

Tout au long de la semaine, les valeurs allemandes ont évolué de record en record. ainsi que l'atteste l'indice de la Commerzbank qui s'est établi vendredi a 755,40 contre 744,40 huit jours plus

Le marché est resté favorablement impressionné par la décision du conseil central de la Bundesbank d'abaisser d'un point son taux des avances sur ti-tres pour les ramener respectivement à 5% et 6%.

Les automobiles se sont particulièrement bien comportées, de même que les

| | Cours 3 déc. | Cours 10 dec. |
|---|---|--|
| A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesmann Stemens Volkswagen | 29 20 112 30 108 30 134 272 80 110 20 202 134 255 90 135 | 29 50 116 113 134 50 276 50 112 40 203 133 256 142 10 |

ÉTRANGER

2. DIPLOMATIE

Les réunions atlantiques de Bruxelles. La cérémonie de remise des prix

 La visite de M. Tikhonov en Finlande. Le président Reagan est prêt à répon-

IRAN : l'assemblée d'experts religieux qui pourrant être appelée à désigner le

3. AMÉRIQUES

4. PROCHE-ORIENT

successeur de l'imam Khomeiny a été 4. AFRIQUE

KENYA: le shilling est dévalué pour la troisième fois en deux ans,

LIBRE OPINION : a L'attente des

POLITIQUE

- 5. La visite de M. Mauroy à la Réunion.
- L'examen du budget au Sénat. La préparation des élections munici-
- Le troisième congrès de la Nou Action royaliste.

SOCIÉTÉ

- 6. Le remboursement de l'I.V.G. à l'Assemblée nationale : « Un acte de stice sociale » déclare M^{me} Roudy. 7. MÉDECINE : un « traitement génétique » est expérimenté avec succès sur des malades atteints de maladie
- JUSTICE : le proces des geôliers du

CULTURE

- 9. FORMES : d'un continent à l'autre. MUSIQUE : une nouvelle « bataille
- gjature.

ÉCONOMIE

- 12. SOCIAL : le délai du dépôt des contrats de solidanté serait reporté au 15 décembre, 13. MONNAIES : une importante aug-
- monétaire apparaît certaine. 14. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS
- 16. LA SEMAINE FINANCIÈRE.

RADIO-TÉLÉVISION (11) INFORMATIONS - SERVICES - (8):

Météorologie : Mots croisés ; « Journal officiel ». Carnet (8); Programmes spectacles (10).





Pour quei taire? Lequel choisir?

LISEZ

KUPULTEUP

LA SITUATION DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

La C.G.T. demande la création d'une commission de contrôle de la production à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois

En outre, la direction n'aurait pas

repoussé les demandes de la C.G.T.

de sa décrisper chez Citroen. Contrastant avec les excès d'une po-lémique direction-C.G.T. - largement amplifiée par certains journaux — qui l'avaient précédé. le premier comité d'établissement de l'usine Ciroën d'Aulnay-sous-Bois, depuis que la C.G.T. est devenue majoritaire, s'est déroulé apparemment sans incident. Le nouveau directeur de l'étapas, selon les délégués présents au C.E., menacé de fermer l'usine des porte-paroles de la direction de Citroen l'avaient laissé entendre la veille à la presse. Au contraire, il aurait déclaré : « Je ne viens pas ici pour fermer l'établissement, mais pour qu'il tourne ».

Il a néanmoins détaillé les problèmes qui entravent quotidiennement la production. Sans nier ces difficultés, ni même l'existence parfois de véritables actes de sabotage - on aurait trouvé par exemple des boulettes de papier d'aluminium dans les gaines de chauffage des véhicules. Les délégués C.G.T. ont assuré qu'ils n'en étaient pas responsables et souhaitaient que la lurnière soit faite. Ils ont donc demandé la création d'une commission de contrôle de la production, chargée d'enquêter sur les causes des retards ou des défauts de production, lesquels selon la direction ont réduit la fabrication de 830 à 750 véhicules par jour et porté le taux des retouches à 80 % du total. La direction n'aurait pas repoussé certe idée, sous réserve que la composition et le rôle d'une telle commission soit précisés.

HAUSSE DES VENTES **MAIS AGGRAVATION DU DÉFICIT**

CHEZ RENAULT

Le groupe Repault a accru son chiffre d'affaires de 14.2 % au cours du rre d'arraires de 14,2 à au cours du premier semestre 1982, avec des ventes s'élevant à 50,39 milliards de francs. Mais il accuse un déficit qui devrait être compris entre 900 millions et un milliard de francs, a annouvé vendredi 10 décembre, la direction de l'entre-prise qui publie ainsi pour la première fois des résultats semestriels. L'abjectif de cette information serait, dit-on, de rassurer et de limiter les effets désastreux des rumeurs sur l'ampleur des pertes de l'année. Il reste qu'avec un résultat négatif de près d'un milliard de francs pour six mois, alors qu'en 1981 le déficit global atteignait 675 millions de francs, la santé du groupe n'est

Celui-ci a réalisé 72 % de son chiffre d'affaires dans le secteur automobile (40 % du marché français et de 14 % du marché européen; où ses ventes ont progressé de 14,3 %. C'est précisément de ce secteur que viennent, selon le communiqué de Renault, les difficultés de

Des investissements coûteux dus à des opérations de démarrage et de mondes opérations de démarrage et de mon-tée en cadence n'ont pu être compensés sur le marché français, du fait du blo-cage des prix. (Sur l'ensemble de l'an-née, les prix des voitures Rensult n'au-ront augmenté que de 7.7 %.) Les taux d'intérêts élevés provoquaient un alour-dissement de l'endettement. Le conflit social de l'usine de Fins a fait perdre 30 000 véhicules. Renault évoque en-core le poids des nouvelles charges so-ciales. Le groupe maionalisé a cepen-dant accru de 30.1 % ses investissements (dont 60 % en France).

 Grève des dockers. – La Fédération des ports et docks C.G.T. annonce que les dockers observeront un arrêt de travail de vingtquatre heures les 11 et 16 décembre pour appuyer leurs revendications saluriales. La Fédération déplore, en outre, le silence observé par le ministre de la mer dans le conflit qui oppose les dockers aux entreprises de manutention. On apprend, d'autre part, qu'un accord a été conclu à Rouen au terme duquel les dockers de ce port pourront travailler désormais en cas de besoin vingt-

quatre heures sur vingt-quatre. · Suppressions d'emplois chez Bidermann. - La fédération C.F.D.T. de l'habillement, des cuirs et du textile (HACUITEX) proteste contre la décision du groupe Bidermann de licencier cent dixhuit salaries et de céder deux unités de production.

· L'Espagne et la Grande-Bretagne ont décidé d'ouvrir des consultations bilatérales sur l'avenir de Gibraltar, a annoncé le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Moran, après son entretien avec le secrétaire au Foreign Office M. Pym, en marge du Conseil de l'Atlantique nord vendredi 10 décembre à Bruxelles. M. Moran et son homologue britannique sont convenus de se revoir à une date et en un lieu non précisés pour appliquer l'- accord de Lisbonne -, conclu entre les deux parties

concernant les commissions préparatoires au comité d'entreprise, se contentant de demander qu'un représentant de la direction y participe, proposition que la C.G.T. n'a pas non plus repoussée « a priori ». Après les élections professionnelles et l'agitation sociale qui les a accompagnées, « il faudra un retour au calme », nous a déclaré ce samedi 11 décembre un délégué C.G.T. de l'usine d'Aulnay ; « il faudra aussi que la direction négocie sur certains points », « J'observe que le comité d'entre-prise s'est déroulé avec sérieux », aurait déclaré la veille à France-Soil la direction de l'usine. « Nous sommes décidés à jouer la carte de

Retour au calme...

Il semble donc clair que la C.G.T. comme la direction de l'usine sont prêtes à négocier le retour à une certaine normalisation des rapports sociaux. Dès lors, on comprend mal les excès qui ont entouré la tenue de ce premier C. E. Indéniablement, la direction a tenté de dramatiser la situation en soulignant auprès de la presse la gravité des problèmes de production et en laissant entendre qu'elle pourrait être conduite à fermer l'usine si rien ne s'améliorait un porte-parole nous a déclaré ventiradi 10 décembre : « Si rien ne change, on pourrait être amené à prendre des mesures type ferme ture ». Citroën tentait-elle, comme l'a assuré M. Sainjon, secrétaire général de la fédération C.G.T. des traquer la gravité des conséquences des choix de gestion qu'elle a définis (...) et d'éviter au travers d'une campsgne calomnieusa, d'avoir à rendré des comptes sur sa gestion et d'ob-tenir ainsi des fonds publics sans contrepartie ». Le dirigeant cégétiste va sans doute un peu loin. Les pro-blèmes de fabrication que rencontre la firme depuis le printemps ont indéniablement pesé sur les résultats de Citroën. Il est vrai que ce ne sont pas

Le lançament prématuré de la nouvelle BX, alors que le rythme de fabrication n'avait pas encore atteint, un niveau satisfaisant, a, entre autres, beaucoup compté. La direction du groupe précise qu'au total « le coût de la quarantième heure et le cinquième semaine de congés payés. du blocage des prix des voitures, des arrêts de travail des quetre usines de la Région parisienne au mois demier et du mauvais fonctionnement de l'usine d'Aulnay depuis juin demier » atteint 1 milliard de france de charges supplémentaires, ce qui ne veut pas dire que Citroen enregistrera en 1982 un déficit du même

Il semble, en fait, que la direction ait souhaité à l'occasion de la tenue de ce nouveau comité d'établisse ment, tester les intentions du syndicat désormais majoritaire à Aulney, Dès lors que les élections étaient gagnées, la C.G.T. affait-elle ou non prolonger l'activisme dont elle avait fait preuve les demiers mois, où au contraire proner le retour au calme ? La réponse dans un premier temps

VÉRONIQUE MAURUS.

EN ATTENDANT UN PLAN TRIENNAL DE DÉVELOPPEMENT

Le groupe Boussac-Saint Frères investirait 377 millions de francs en 1983

compagnie Boussac-Saint Frères (B.S.F.), qui devrait se réunir à la mi-janvier, sera saisi pour approbation d'un plan triennal de développement de la firme. Le document devrait préciser notamment le montant des investissements qui seront en-gagés jusqu'à la fin de 1985. Ce sera, assure-t-on dans l'entourage de M. René Mayer, le P.-D.G. du groupe, le premier plan sinon établi, du moins dont auront eu à connaître les représentants des salariés de l'entreprise.

Ce plan tarde d'être arrêté, pour des raisons techniques d'abord, les propositions de plusieurs branches de l'entreprise n'étant pas assez clairement définies. En fait, ce sont moins les options industrielles ou les débouchés commerciaux qui posent question que les problèmes de surcroit de main-d'œuvre. Il semble bien que des suppressions de postes de travail devront être de nouveau décidées et l'on cherche à mettre au point des formules qui en limiteraient l'importance. Ainsi on étudie la possibilité d'un contrat de solidarité dont l'axe serait une diminution des horaires du personnel (travail à temps partiel) sans perte totale de salaire.

Déjà, depuis dix-huit mois, 2 300 salariés de B.S.F. ont été débauchés, 1 700 jusqu'en juillet dernier et 500 autres ont depuis lors quitté leur emploi ou sont en passe de le faire. Actuellement l'ensemble des filiales du

Le conseil d'administration de la groupe a un effectif total de 18 000

personnes environ. Bien évidemment, pour limiter le plus possible les suppressions de postes, les responsables du groupe recherchent des activités nouvelles sur la nature desquelles ils restent discrets, mais qui seraient proches des activités industrielles de Bous-En attendant la mise au point de

ce plan triennal, les administrateurs de B.S.F., qui étaient réunis le ven-dredi 10 décembre, ont approuvé un projet de budget pour l'as prochain. Pour cet exercice charnière, le groupe engagerait 377 millions de francs d'investissements, dont no-tamment 65 millions de francs provenant de prêts participatifs ac-cordés en 1981 mais non encore versés; 60 millions de francs sont des prêts du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) pour 1982, que le groupe n'a pas en-core utilisés; 60 millions de francs ont été dégagés par des cessions d'actifs industriels. Enfin, la firme espère économiser plus de 50 millions de francs grâce à des allégements de charges sociales qu'elle obtiendrait après avoir signé avec les pouvoirs publics des contrats « emplois investissements . Il semble cependant que plus de 100 millions de francs d'investissements pour 1983

ne sont pas encore financés. Le projet aurait été établi en tenant compte d'un taux de croissance de 20 % en francs courants (11 % en

DANS LE SUD-OUEST

Deux hypothèses pour expliquer le meurtre d'un militant antinucléaire

Le corps du nové retrouvé à La Réale (Gironde) était celui du militant antinucléaire Claude-Henri Mathais, trente-quatre ans, dispara depuis le 11 décembre (le Monde du 11 novembre). Les résultats de l'autopsie n'ont pas été officielle-ment communiqués mais ne paraissent laisser aucun doute sur les causes violentes de sa mort : il a été roué de coups avant son immersion

Les enquêteurs, nous indique notre correspondant à Bordeaux, paraissent devoir s'orienter vers deux hypothèses. Claude-Henri Mathais. l'un des animateurs de la Coordination antiqueléaire, qui s'oppose notamment à la construction de la centrale nucléaire de Golfech, pourrait avoir été victime d'une manœuvre d'intimidation qui aurait mal tourné. Ses amis rappellent qu'à Golfech meme, à la fin de 1981, lors des manifestations d'antinucléaires, des groupes d'ouvriers travaillant pour le chantier de la centrale avaient appuye des charges des forces de l'or-

Un autre animateur de la Coordination antinucléaire avait, en décembre 1981 affirmé avoir été enlevé par quatre hommes. Il avait été relâché dans des marais de la banlieue bordelaise après avoir subi, avait-il affirmé, des manœuvres d'intimidation.

Seconde hypothèse des enquêteurs : une affaire de mœurs. Claude-Henri Mathais était homosexuel. Cela lui avait notamment valu, au début de 1980, d'être dévalisé, sous la menace d'un conteau par deux voyous qui avaient fait semblant de céder à ses avances. L'affaire avait été jugée, nous indique notre correspondant à Agen, le 11 juin 1980 par le tribunal correc-tionnel. Claude-Henri Mathais, qui avait retiré sa plainte, avait demandé l'indulgence du tribunal pour ses agresseurs. Ces derniers avaient cependant été condamnés à un an de prison dont plusieurs mois avec

Le numéro du « Monde » daté 11 décembre 1982 a été tiré à 501 317 exemplaires.

La violence en Corse

- L'assemblée régionale demande au gouvernement a d'assurer l'ordre public »
 - Un immigré tué et un gendarme blessé

lence dans l'île. Elle a adopté un texte demandant au gouvernement « d'assurer l'ordre public ». Quelques heures après ce vote, un gendarme mobile était gravement blessé par des inconnus à Ajaccio, et l'on apprenait qu'un travailleur immigré avait été victime trois jours auparavant d'un meurtre pour l'instant inexpliqué.

Un attentat a été commis dans la nuit du 10 au 11 décembre, contre in gendarme mobile, près d'Ajaccio (Corse-du-Sud). Alors que M. René Jossand, vingt-cinq ans, était de fac-tion devant la centrale thermique du Vazzio, des coups de feu ont été tirés sur lui à partir d'une voiture, à 3 heures du matin. Une balle à ailettes a atteint le gendarme à la cuisse droite, selon les premières informations

M. Jossand fait partie d'un esca-dron basé en principe à Lyon. En fin de matinée, l'attentat n'était touours pas revendiqué.

D'autre part, un travailleur marosin de vingt-neuf ans, M. Ettahari

Quatre motions adoptées

Après plus de neuf heures de débats, quatre motions out été adoptées par les élus de l'assemblée corse dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 décembre, condamnant toutes les violences mais s'opposant sur le remède à y apporter.

Le texte proposé par le « Rassem-blement pour la Corse dans l'unité nationale = (U.D.F. et R.P.R.), l'Union régionale pour le progrès = dissidents U.D.F.) et M. Pierre-Philippe Ceccaldi, de « Renaissance corse » (non-inscrit), a recueilli 27 voix. Cette motion - écartant tout système de répression rappelle au gouvernement qu'il a le devoir

trois sous-marins nu-CLÉAIRES LANCE-MISSILES EN PATROUILLE EN PERMA-NENCE DÈS LE DÉBUT DE

Le président de la République a reçu, vendredi 10 décembre, en fin de matinée, le viceamiral Jacques Bonnemain, commandant la force océanique stratégique (Fost). Ce dernier lui a rendu compte des dispositions prises pour augmenter; dès le début de l'année prochaine, le nombre des sousmarins nucléaires lancemissiles en patrouille en

Depuis l'entrée en service du Tonnant en 1980, la France dispose de cinq sous-marins nucléaires lancemissiles, et l'état-major de la Fost maintient en permanence à la mer deux unités, auxquelles s'ajoute, durant une moyenne de deux cents jours par an, un troisième bâtiment.

A l'Assemblée nationale, lors de la discussion budgétaire en novembre 1982, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a amoncé que, dès janvier 1983, la Fost pourra maintenir trois sous-marins en permanence à la mer, en réduisant le durée des périodes d'entretien à la base de l'Île-Longue en rade de Brest et en alkongeant, pour les équi-pages, le temps de patrouille opéra-tionnel, qui est actuellement de deux mois environ.

Portez-le pour les fêtes





Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit

Un choix considérable : Diamanıs - Rubis - Saphirs -Emeraudes et tous les bijoux or

Madeleine 260.31,44 86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette Catalogue conteur gratuit sur demanMohamed, a été tué dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 décembre, à Antisanti (Haute-Corse), nous indique notre correspondant, par deux hommes armés et masqués, qui ont fait feu dans sa direction, l'atteignant à la poitrine et au cœur. Le père de la victime, qui se trouvait à l'intérieur d'un bureau d'exploitation agricole où il travaillait avec son fils, a été assommé à coups de crosse par les deux meurtriers alors qu'il se précipitait à l'extérieur pour secourir son fils. L'enquête n'a, pour le moment, pas permis de commitre les mobiles du crime ni d'arrêter des

dans le respect de l'identité corse

d'assurer.l'ordre public ..

La motion de la majorité régionale (M.R.G., P.S., P.C.) a recueilli 22 voix. Elle affirme sa « confiance au gouvernement qui a la responsa-bilité de maintenir l'ordre public pour prendre les mesures qui s'imposent afin d'assurer la sécurité des rsonnes et des biens - et demandant - au peuple corse et à sa jeunesse en qui elle a toute confiance de s'engager avec détermination su le chemin nouveau et sécond de la démocratie ». D'autre part, une résolution déposée par l'Union du peuple corse (U.P.C.) et M. Charles Santoni (dissident socialiste exclu du P.S.), affirmant que « le vrai remède susceptible de déraciner la violence réside dans la suppression de ses causes par un dési démocratique amplissé postu-lant l'abandon total des lamente-

en œuvre d'un développement cultudu peuple », a recueilli 8 voix. Enfin. M. Dominique Alfonsi (Parti du peuple corse — P.P.C.) a proposé un programme de défense de la langué-et de l'emploi pour les Corses, l'élaboration d'un statut fiscal particulier et la création d'un office du retour ». Son prograndine n'a recueilli qu'une seule

voix, la sienne.

bles mœurs claniques et par la mise

Un bon conseil **Pour acheter** votre MINOLTA



venez nous voir avec cette annonce

Nous vous lerons le prix "grande surface" Exemple : MINOLTAX700 avac obj. Rokkor 1,7/50 mm . 2100 f

personnaliser votre équipement avec les 54 accassoires et les 31 object/s MINOLTA.

Un de nos spécialiste vous fera asseoir et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sur de repartir en sa-chant "bien" vous servir de votre

4 bonnes raisons qui

justifient la devise images

Photo, ciné labo, vidéo aux meilleurs prix

31 et 24, rue Saint Augustin 75002 Paris (metro: 4 Septembre ou Opera) Tel. 742 42 42

Reprises - Occasions, Curte bleuc Credits sur mesure - Leasing

Separate Sep the state of the s diam'. 100 A STATE OF THE STA Part of the second ALC: NO The state of the s The Mary A CALIFORNIA 1000 The state of the s To the Base The state of the s and the second

grochai

Apologie

#l'énigme

Para dist

55 to 1.....

12 mar. 11

10 Acres

at Cai

DE 1 ...

the 32 1 to 1 12

32 Jan 1997

BOX States

525. 10...

6.51

Date : ...

Time .

Car

a

Salara Contract

Parent bases of the same

4.24 20 cm

The Contract of the

Application of the

BERGERS CONTRACTOR OF SELECTION OF SELECTION

Per Sungayor . 1 1 445

Ta comprehensive services

Sale Carry

Section 19 March 19 M

West of the second

Ulas Control

Pezda ...

to see all the

1 K

16 75

130

C .

000

 $(a_1,\ldots,a_{n-1})_{n\geq n}(a_1,\ldots,a_{n-1})$

a marginal

in some

April 1984 -

1000 1000

Service and a See the barrier was Ma H Ga ! The state of the s

Marie Contract Contra White Production of the Park State of the state and he parameters and the parameters are the parameters and the parameters are the parame Partition of the same S of PRIL . 13 ...

Bank de Talenter A STATE OF THE STA

Sale of the sale o A Marian Commence of the Comme Marie Commence Sale Comment Mary Parish and the same See and Spinate and the see and pius les services toujours gratuits-

Manager of the state of the sta September 1997

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Alle Green Constant QL.